

La Minorité allemande en Haute-Silésie polonaise

THÈSE
pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 15 Novembre 1929, à 2 heures

PAR

JEAN RODDES

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, Professeur
Suffragants { M. BASDEVANT, Professeur
 { M. LE FUR, Professeur

PARIS
LES PRESSES MODERNES
45, rue de Maubeuge

1929

**La Minorité allemande
en Haute-Silésie polonaise**

La Minorité allemande en Haute-Silésie polonaise

THÈSE
pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 15 Novembre 1929, à 2 heures

PAR

J E A N R O D D E S

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, Professeur
Suffragants { M. BASDEVANT, Professeur
 { M. LE FUR, Professeur

PARIS
LES PRESSES MODERNES
45, rue de Maubeuge

1929

NOTY IN LITTE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

R. UNIV.
BIBLIOTHEEK
LEIDEN

INTRODUCTION

La Haute-Silésie polonaise est un territoire qui a été détaché de l'Empire allemand pour être annexé au nouvel Etat Polonais, après la guerre de 1914-1918. Comme il existe sur ce territoire une assez forte proportion de la population qui est allemande par ses origines et sa culture, les traités qui ont opéré le transfert ont imposé à la Pologne l'obligation de laisser à cette partie de ses sujets le moyen de conserver fidèlement leur culture germanique. Il en est de même, d'ailleurs, dans d'autres régions de la nouvelle Pologne, qui ont été également retirées à l'Allemagne. Mais, en Haute-Silésie, cette obligation générale, connue sous le nom de protection des minorités, a été déterminée avec un luxe de détails tout particulier, tant en ce qui concerne son contenu que ses sanctions. Les problèmes inhérents à une telle solution des rapports entre un Etat donné et une population qui lui est annexée au détriment d'un Etat voisin, revêtent, par suite, en Haute-Silésie polonaise, une acuité toute particulière.

C'est d'ailleurs parce que, dans la Haute-Silésie, il y avait une population composée en majorité d'éléments animés d'un sentiment nationalitaire polonais que cette province a été rattachée, en partie au moins, à la Pologne.

Une des conséquences de la guerre de 1914-1918 a été, en effet, de consacrer le triomphe en Europe du principe des nationalités.

A la fin de la guerre mondiale, les Puissances vic-

torieuses ont fait connaître au monde entier le programme qu'elles entendaient réaliser dans les traités de paix. Elles ont proclamé qu'elles renonçaient à l'ancienne sanction de la victoire; elles ont posé le principe nouveau de « la paix sans annexion, ni indemnité ». D'innombrables cessions de territoire ont été néanmoins stipulées. Mais elles ne sont pas la sanction d'une défaite. Elles sont intervenues, uniquement, en principe, pour la réalisation d'un idéal de pacification définitive. Personne n'était le vainqueur, au sens, plutôt péjoratif, que ce mot avait autrefois; il n'y avait qu'un vainqueur, c'était l'esprit de justice, c'est-à-dire, le Principe des Nationalités.

Le but des traités de paix de 1919-20 a été d'appliquer purement et simplement ce principe, en réunissant sur le territoire les hommes de même race, de même langue et de même civilisation, parce que c'est là, pour la société internationale, la loi de la conservation personnelle, pour ainsi dire, une question de vie ou de mort. Les Puissances victorieuses se sont fait les exécuteurs d'une loi impérative, d'une règle objective indiscutée, devant laquelle les droits antiques du vainqueur devaient s'effacer (1).

On comprendra pourquoi le principe des nationalités a pris ainsi une importance capitale dans la reconstruction de l'Europe après la guerre, quand on se souviendra que, depuis au moins un siècle et demi, les guerres les plus acharnées avaient eu le plus souvent pour cause des mouvements nationalitaires; tels par exemple, la formation de l'unité allemande, la formation de l'unité

(1) Maxson Engeström. Les changements de nationalité d'après les Traités de paix 1919-1920. Paris Pedone 1925, p. 7.

italienne, l'affranchissement des nationalités grecque, bulgare, roumaine, serbe, à l'égard de l'empire ottoman etc...

La société internationale, inorganisée, anarchique, avait d'abord, au XVII^e siècle et au XVIII^e siècle, cherché à réaliser un ordre relatif dans l'application du principe de l'équilibre. En maintenant en présence des puissances de force à peu près égales, on obtenait une certaine sécurité; mais c'était en opprimant des populations que leur passé, leurs traditions, leur langue affiliaient et groupaient dans des conditions inconciliables avec les postulats de la politique d'équilibre.

Lorsqu'en 1919 la Société des Nations apporte dans la communauté des Etats un commencement d'organisation et un embryon de pouvoir sanctionnateur, on peut espérer parvenir à composer la carte de l'Europe d'après les prétentions nationalitaires; les Etats trop petits ou mal abrités par leurs frontières trouveront dans l'organisation internationale une garantie extérieure; mais surtout la principale cause des guerres sera supprimée, du moins on l'espère.

Les Puissances alliées acceptèrent sur ce point capital les idées du Président Wilson.

« La Conférence partit du principe que, dans l'Europe d'aujourd'hui, les frontières qui auront le plus de chance de durée sont celles qui se conforment aux diversités ethnographiques.

« Est-ce un principe raisonnable ou non ?

« Les mouvements nationalistes constituèrent le facteur le plus important dans la refonte de la carte de l'Europe pendant les cent dernières années.

(« Ce qui se passa réellement à Paris 1918-19 » Payot

Paris, 1923. « Les frontières de l'Allemagne » par Robert Howard Lord, membre de la délégation américaine, à la Conférence de la paix, p. 66).

L'auteur cite ces paroles du Président Wilson : « Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est pas une simple phrase ; c'est le principe impératif que les hommes d'Etat ignoreront désormais à leur péril... Tout règlement territorial qui sera fait à la suite de cette guerre doit l'être dans l'intérêt et pour le bénéfice des populations intéressées et non pas à titre de compromis entre les nations rivales ».

S. Robert Howard Lord ajoute : « En tout cas, il me paraît que le trait le plus distinctif de la Conférence de Paris est d'avoir tenté, plus systématiquement, plus complètement et sur une bien plus vaste échelle que dans les autres Congrès de Paix, de refaire la carte de l'Europe sur la base des droits des nationalités. Son œuvre territoriale doit être jugée au point de vue de la validité de ce principe en lui-même et du degré d'honnêteté et d'intelligence avec lequel elle a appliqué ce principe » (2).

L'idée qui est à la base du principe des nationalités est théoriquement excellente. S'agissant de résoudre le problème capital dans les relations internationales, comme dans la vie nationale, de l'existence de l'Etat et de la détermination de l'étendue de sa souveraineté territoriale, le principe des nationalités, en posant cette règle que l'Etat doit être une société homogène, supprime une des principales causes de conflit, au point de vue international, et, au point de vue interne, satisfait au pos-

(2) Engeström, op. cit. p. 8, note 1.

tulat du principe démocratique qui est à la base des constitutions modernes, savoir, le consentement des gouvernés au pouvoir exercé par les gouvernants, la collaboration des sujets à l'exercice de l'autorité politique; la collaboration des administrés à la gestion des services publics, est d'ailleurs également un corollaire du principe démocratique dans la vie administrative des Etats.

Toute collaboration suppose une confiance réciproque. Pour qu'il y ait un bon gouvernement et une bonne administration, dans l'Etat moderne, il faut donc, étant donné le triomphe actuel de l'esprit démocratique, que les sujets trouvent dans l'Etat la satisfaction de leur idéal nationalitaire.

Si l'on pénètre dans la technique de l'application du principe des nationalités, on découvre certaines difficultés et c'est une de ces difficultés que doit résoudre l'institution de la protection des minorités dont la Haute-Silésie polonaise fournit l'intéressante illustration que nous étudions ici.

Pour déterminer l'étendue de la souveraineté territoriale des Etats modifiés ou nouvellement créés après la guerre de 1914-1918, on devrait donc se baser sur le caractère national des populations occupant les territoires envisagés. Mais, dans beaucoup de cas, la répartition des nationalités était si embrouillée que l'on ne pouvait pas tracer une frontière rationnelle, car dans la détermination de la limite des Etats il faut bien malgré tout tenir compte des nécessités de la défense militaire et des considérations économiques qui commandent de ne pas occuper artificiellement une région formant un tout au point de vue économique.

Le principe des nationalités comporte bien une solu-

tion facile de ce problème : au point de vue territorial il détermine l'étendue géographique de la cession ; au point de vue des personnes affectées par la désannexion, il commande de ne dénationaliser que les individus qui appartiennent par leur race, leur langue ou leur civilisation ou par tout autre indice suffisamment probant à la nationalité de l'état auquel on les rattache (3).

Mais cette solution est trop simple ; en pratique, les Etats ne peuvent admettre que sur leur sol il demeure une trop grande quantité d'individus de nationalité étrangère. L'étranger échappe aux charges importantes qui grèvent les nationaux : service militaire, participation au gouvernement et à l'administration, d'une façon générale, collaboration à l'effort commun vers le progrès de l'Etat et de la culture nationale.

C'est pourquoi les cessions territoriales ordonnées par les traités de paix ont entraîné le plus souvent des changements de nationalité qui, dans une certaine mesure, ne concordaient pas toujours avec la véritable affiliation nationale des habitants dénationalisés.

D'ailleurs, on a souvent, à cette occasion, pris surtout en considération l'intérêt même des individus ; un étranger est privé de beaucoup d'avantages personnels que les Etats réservent aux citoyens ; les habitants des cantons cédés, s'ils n'avaient pas été dénationalisés, auraient été placés dans la situation défavorable de l'étranger sur le sol même où ils avaient établi leur foyer depuis plus ou moins longtemps.

On leur a donc procuré la nationalisation, mais on s'est préoccupé de les protéger contre la tendance dont

(3) Engelström op. cit. p. 19.

l'Etat pouvait être animé, de les assimiler de force à sa culture, tendance dont on avait eu de douloureux exemples dans le passé.

Nous ne retracerons pas ici l'origine et la consécration dans les traités de paix de 1919-1920 de l'idée de protection des minorités, nous renverrons le lecteur aux ouvrages dans lesquels cette institution est étudiée spécialement (4).

Rappelons seulement l'idée qui est à la base de l'institution : savoir, le droit pour les « minorités nationales » de maintenir dans l'Etat auquel elles appartiennent, leur caractère national propre, différent de celui de la majorité, même s'il les affine à la population d'un Etat voisin.

Le simple énoncé sommaire du principe de la protection des minorités suffit à montrer déjà combien la solution qu'il consacre à l'une des principales difficultés d'application du principe des nationalités, combien cette solution, disons-nous, est fâcheuse à beaucoup d'égards, et contradictoire même avec le principe originel. On va créer ainsi dans l'Etat une catégorie de citoyens qui seront, par définition, peu aptes à fournir au pouvoir politique et à l'administration cette collaboration dont l'idée démocratique exige le développement dans les sociétés modernes.

Il y a là, à notre avis, une des faiblesses les plus graves du principe des nationalités.

L'opinion que nous professons paraîtra peut-être à certains quelque peu extrême. La protection des minorités a de sérieux partisans et il faut reconnaître que

(4) Voir la bibliographie citée à la fin du présent travail.

dans de nombreux cas, elle est non seulement défendable, mais indispensable.

La critique essentielle que nous entendons lui adresser, c'est qu'en elle-même, formulée d'une manière trop absolue, elle consacre, comme le principe des nationalités lui-même, un système trop purement théorique, et ceci dans un domaine où c'est le temps, l'œuvre spontanée des événements historiques grands et petits qui doivent jouer le rôle capital.

La formation des Etats ne peut reposer sur des idées pures. Il y a des communautés politiques qui peuvent vivre, et qui vivront peut-être mieux sans être homogènes, sans être « nationales ». Appliquons le principe des nationalités et la protection des minorités aux Etats-Unis, par exemple, nous aboutissons à une poussière de petits Etats, à l'émiettement et la dislocation d'une machine qui vit pourtant, telle qu'elle est aujourd'hui, d'une manière admirable.

Nous avons été amené à étudier particulièrement le cas de la Pologne. L'examen de ce cas concret nous a conduit à un certain septicisme touchant la valeur des théories générales sus-énoncées.

L'application du principe des nationalités semble pourtant avoir procuré à la Pologne l'occasion de renaître, de redevenir un Etat indépendant.

Lisons cependant ce qu'écrit à ce sujet un auteur qui a étudié en des pages si pénétrantes l'essence intime et la valeur profonde du principe des nationalités (5).

« Pour ne citer que cet exemple, mais il est de taille, rien ne jure davantage que la nationalité polonaise des

(5) René Johannet. Le principe des nationalités, nouvelle édition, Paris 1923, p. 420.

théoriciens et la nationalité polonaise qui a vécu, qui a souffert, qui a régné, qui a commandé et qui veut continuer sa tâche. Le grand événement, l'imprégnation majeure, qui marqua la croissance polonaise d'une vocation indélébile, c'est le mariage, en 1386, de la reine Edwige avec le grand duc Jagellon de Lithuanie. Cette union fonda la Pologne historique, la Pologne tout court, celle que connut et soutint l'Ancien Régime. L'apport lithuanien en doublant, et au delà, le territoire primitif, permit seul, en effet, à la Pologne de faire figure de grande puissance et de jouer son rôle dans l'équilibre européen. En même temps, l'émigration polonaise dans les territoires de l'Ukraine, déterminée par l'union dynastique et fédérative, consacre la Pologne dans une autre vocation, celle de pionnière et d'institutrice de ces territoires vierges et de ces populations frustes et clairsemées. Le caractère agricole et aristocratique de la nationalité polonaise provient de cet accident capital. Grâce à lui, et pour toujours, la nationalité polonaise est un cadre et une armature et ce que les Russes et les Germains brisèrent en 1772, 1793 et 1795, c'est bien ce cadre et cette armature, cette civilisation et cette politique, qui les gênaient par ce qu'ils étaient solidaires, par position, de l'Europe occidentale. Pour nous occidentaux, et pour la nationalité polonaise, ce qu'on a restitué sous le nom de Pologne ethnographique aboutit à continuer le démembrement et à léser l'équilibre de l'Europe, c'est en réalité un Etat nouveau, sans garantie, sans orientation, sans passé, sans avenir. La Pologne est un empire ou rien. En déclenchant, en Ukraine et en Lithuanie, une fallacieuse méditation des origines, les Allemands ne s'y sont pas

trompés. La Pologne ethnographique n'a de sens que dans une Europe mal éprise des régressions orientales ».

Voilà ce que cet auteur écrit sur l'application du principe des nationalités à la Pologne. Voici maintenant ce qu'il dit au sujet de la protection des minorités en ce qui concerne cet Etat: (6)

« Un grave problème intérieur corrélatif à ces règlements nationalitaires, agite l'Etat polonais jusque dans ses fondements, celui des minorités nationales: allemands, russes, ukrainiens, lithuaniens, auxquels se joignent les juifs, sionistes ou non. Les principes wilsoniens, incorporés au traité de Versailles, font à ces collectivités un devoir de la non-assimilation, en leur fournissant toutes les facilités possibles de développement autonome, au sein de l'Etat dont elles ne relèvent plus que platoniquement.

« Cette bévue théorique est particulièrement préjudiciable à l'Etat polonais, subjugué, envahi, méthodiquement dénationalisé depuis un siècle et demi. Sous couleur de libéralisme, la protection des minorités prolonge en réalité l'ancien assujettissement de la Pologne à des ennemis héréditaires.

« Quoi qu'il en soit, l'organisation de ces minorités en partis politique cause un déséquilibre profond à l'économie du nouvel Etat. On l'a bien vu aux élections du 5-12 novembre 1922: 88 députés allogènes, hostiles, somme toute, à la Pologne, furent envoyés à la Diète de Varsovie. Un israélite (7) a pu écrire avec une certaine

(6) Johannet, op. cit. p. LIII.

(7) Le député juif Grynszpan au Sejm polonais (reproduit par le journal *Haint* de Varsovie).

arrogance: « En Pologne, étrangers et citoyens polonais ont des droits égaux à la direction du pays ». Cette collaboration néfaste, conséquence du nationalitarisme, frappe d'impuissance la Pologne soi-disant indépendante. Ce sera une nécessité pour elle, si elle veut conquérir sa liberté, d'éliminer au moins l'élément juif ».

On sait que, à partir du moment où elle se fut assujetti la Lithuanie et où elle a commencé à jouer un rôle parmi les grandes communautés d'Europe, la Pologne s'est orientée vers un régime libéral, tandis que se constituaient en Europe les monarchies absolutistes. C'est le facteur qui amènera, plus tard, la disparition politique de l'Etat polonais. La Pologne, dont la destinée était sans doute d'avoir une forme de gouvernement laissant une certaine autonomie aux groupes dont elle était formée, n'a pu réaliser une organisation satisfaisante de cette sorte de fédéralisme qui lui était nécessaire. Les affaires étaient, en principe, gérées par des décisions concordantes des Diètes de Lithuanie et de Pologne, et ces diètes devaient chacune avoir l'approbation de diètes provinciales, mais l'entente était difficile à obtenir. L'autorité même de chaque Diète était éternée par l'application du principe du *liberum veto*. Les différents groupes de l'empire de Pologne furent amenés à faire peu à peu appel à des souverainetés étrangères à la faveur du désordre et de l'anarchie qui régnait dans le pays.

Les souverains étrangers ont usé de cette circonstance pour empêcher la formation en Pologne d'un gouvernement régulier et c'est ainsi que l'on est arrivé au 1^{er} démembrement de 1772 et aux partages qui ont suivi.

L'idée fédéraliste est encore puissante en Pologne, de-

puis la renaissance de l'Etat en 1918. Voici ce qu'écrivit à ce sujet René Johannet :

« La politique fédéraliste fournit un exemple de ce que peut recéler d'expansionisme cette formule, quand elle est maniée avec imprudence : Depuis les premiers moments de la reconstitution de l'Etat polonais, disait la « *Gazetta Poranna* » du 15 Décembre 1921, la lutte n'a pas cessé entre deux conceptions : les uns voulant un Etat juridiquement et politiquement homogène, où l'élément polonais prédominerait ; les autres inclinant vers un système fédératif de plusieurs Etats où diverses nationalités seraient représentées. Le Maréchal Pilsudski et ses partisans de gauche défendent le principe de la fédération. C'est pour réaliser ce principe que le chef de l'Etat a conclu un accord avec Petlioura et a marché sur Kief (1920), d'où il a dû partir plus vite qu'il n'y était venu. Il voulait, comme on sait, constituer une nouvelle Ukraine et la fédérer avec la Pologne. Après cela le Chef de l'Etat a tenté de former un Etat blanc-russien, et l'on s'est mis à parler de la formation d'une armée blanc-russienne indépendante. Après le traité de Riga et le partage de la Russie blanche, dont une partie a été tout simplement incorporée à la Pologne, on a dû de nouveau renoncer aux fantaisies. Reste la Lithuanie.

« L'incorporation de Vilna n'écarte pas pourtant autant qu'on pourrait le croire, la solution fédéraliste des rapports polono-lithuaniens. On peut même soutenir que, pour la Lithuanie, étant donnée cette incorporation qui, jusqu'à un certain point, la démembre économiquement, étant donnée la nécessité de défendre un jour Memel contre l'irréductibilisme germanique, une de

ces ententes étroites avec la Pologne dans le genre de celles qu'en connaît la doctrine fédéraliste est le seul moyen de salut qui lui reste ouvert ».

On voit ainsi combien la théorie pure du principe des nationalités et de son corollaire, la protection des minorités, risque d'être inconciliables avec les conditions de vie propres à la Pologne; l'exemple de la Haute-Silésie polonaise est particulièrement intéressant à étudier, à ce point de vue.

Nous rappellerons dans une première partie préliminaire les faits historiques dont la connaissance est indispensable pour la compréhension de la situation actuelle. Puis dans deux autres parties distinctes, nous examinerons le statut juridique de la minorité allemande et ensuite l'expérience pratique qui a été faite de ce statut depuis 1922.

PREMIÈRE PARTIE

Les données historiques du problème minoritaire en Haute-Silésie polonaise

CHAPITRE I

LA HAUTE-SILÉSIE SOUS LA DOMINATION PRUSSIENNE

La Silésie, plaine fertile qui s'étend sur les deux rives de l'Oder, a d'abord appartenu à des ducs polonais au X^e siècle. Le roi de Pologne y introduisit le Christianisme en 965. Longtemps disputée entre Polonais et Bohémiens, elle obtint son indépendance en 1168 et fut partagée en trois duchés. En 1327, les maisons féodales de Silésie reconnurent pour suzerain le roi Jean l'aveugle et la Silésie suivit la destinée de la Bohême jusqu'en 1745.

A la différence des autres territoires qui ont été désannexés de l'Allemagne, au profit de la Pologne, la Silésie avait donc cessé depuis longtemps d'appartenir à la Pologne. Le rattachement à cet Etat nouveau de la Haute-Silésie, a donc été motivé uniquement, en principe tout au moins, par les considérations ethnographiques, par le fait que dans cette partie de la Silésie se trouvait une population en grande partie de nationalité polonaise.

La Silésie avait été conquise à la Prusse par Frédéric II, dès 1742, et lui avait été cédée par le traité de Teschen, confirmé par les traités de Breslau (1747) et d'Aix-la-Chapelle.

Elle fut le théâtre principal de la guerre de Sept ans, au cours de laquelle elle perdit les deux tiers de sa population ; elle dut être de nouveau « colonisée » par Frédéric, après la paix d'Hubertsbourg (1763).

La question nationalitaire prend naissance à cette époque, en Haute-Silésie en particulier, du fait de la politique adoptée par la Prusse. Cet état, qui est en pleine période de croissance, songe à s'assujettir étroitement toute la population qu'il s'annexe, car il a besoin d'une grande homogénéité pour devenir fort et réaliser ensuite les ambitions qui le dévorent.

Le gouvernement prussien entreprend dès lors, dans toute l'étendue des territoires nouvellement conquis, d'exterminer chez ses nouveaux sujets tout sentiment nationalitaire homogène, et à en faire de loyaux Prussiens.

Deux méthodes sont dès lors utilisées, à cet effet, en Silésie, en Posnanie et en Poméranie :

1°) Dénationalisation de la mentalité polonaise en laissant la population sur les lieux (Entnationalisierung).

2°) Expulsion des éléments polonais et leur remplacement par des Allemands ou encore désagrégation de la masse polonaise par une colonisation disséminée d'Allemands.

En Haute-Silésie, c'est la première méthode qui est employée.

D'autre part, la politique prussienne se caractérise encore par une alternance de périodes de vexation et de période d'aménité. Ainsi le début du règne de Frédéric-Guillaume IV, souverain imbu d'idées romantiques, coïncide avec l'octroi de certaines libertés aux Polonais.

Mais bientôt après, avec Bismarck, c'est le triomphe de la maxime : la force prime le droit.

Enfin, la politique prussienne varie suivant qu'elle croit trouver un appui dans telle ou telle classe de la société polonaise. Frédéric II combat la noblesse et le clergé et laisse la paix aux bourgeois et aux paysans. Frédéric-Guillaume II s'appuie au contraire sur la noblesse et le clergé et contre les autres classes ; Bismarck lutte contre toutes les classes, mais il s'attaque surtout aux bourgeois.

Toute la politique prussienne a été pratiquée au moyen d'une législation d'exception, se mettant ainsi en contradiction avec le grand principe de l'égalité, qui devient le fondement du mouvement démocratique moderne déclenché par la Révolution française.

En ce qui concerne la Haute-Silésie, la lutte commence, avec Frédéric II, par l'interdiction aux fils des Polonais de toutes classes de faire des études. Le clergé, le corps médical, etc... ne peuvent plus dès lors se recruter dans l'élément polonais, et ces postes sont peu à peu l'apanage exclusif des Allemands.

« En attendant que le clergé d'origine allemande ait accaparé tous les postes, le clergé polonais pouvait retarder la germanisation. Pour parer à cet inconvénient, et pour se débarrasser des ecclésiastiques sans devoir attendre leur disparition, Frédéric leur ordonna par un arrêt du 22 mai 1764, d'apprendre l'allemand dans le courant d'une année, sous peine d'être privés de leur dignité au profit d'ecclésiastiques allemands des diocèses occidentaux. La Pologne renaissante traite différemment les pasteurs allemands, lesquels, après quatre ans vécus sous le régime polonais n'ont pas besoin d'ap-

prendre un seul mot de polonais et ont pu conférer en allemand avec le Président du Conseil des Ministres.

« Le roi Frédéric a procédé de même avec les instituteurs des écoles primaires en Silésie. Afin de priver la population polonaise de ses conseillers, il ordonna par un arrêt du 18 septembre 1764 que tous les instituteurs qui ne possèdent pas l'allemand soient destitués dans un délai de six semaines à deux mois et remplacés par d'autres avec des qualifications désirées, sous peine d'une amende de 50 thalers infligée à l'administration de la propriété et sous peine de *rem orionis ad officis* pour les curés. C'est par de telles mesures que les Prussiens s'efforçaient de dénationaliser et de germaniser la population polonaise en Haute-Silésie. Ces mesures se sont montrées dans la plupart des cas efficaces.

« La politique du gouvernement prussien, même sur le territoire de la Haute-Silésie, manque d'uniformité et d'esprit de suite. Pendant le règne de Frédéric-Guillaume IV (1840-1861) un ecclésiastique polonais, Begëdain, organisateur des écoles primaires, a réussi à poloniser les écoles primaires en Haute-Silésie, sauvant les habitants de l'anéantissement par le déluge allemand. Nous éprouvons une indignation en lisant les accusations cyniques de l'historien Laubert, que les Prussiens ont laissé échapper le moment où l'on pouvait ravir aux Hauts-Silésiens ce que chaque homme possède de plus précieux : la nationalité, avant que ceux-ci se soient éveillés de leur léthargie » (1).

L'auteur dont nous venons de retracer cet intéressant

(1) Publications de la C.P.J.L. Série C., N° 3, p. 751.

Mémoire de Wojtkoweski sur la politique du Gouvernement Prussien par rapport aux Polonais 1740-1922.

passage retrace ensuite les procédés employés dans la période postérieure, contemporaine de la Révolution française, pour détruire le sentiment polonais en Haute-Silésie :

« De par le deuxième et troisième démembrement de la Pologne en 1793 et en 1795, la Prusse occupa toute la partie occidentale de la Pologne jusqu'aux fleuves de la Pilica, du Bug et du Niémen avec la capitale Varsovie.

« C'était au temps de la Grande Révolution française, qui comptait beaucoup de partisans en Pologne. Le Gouvernement prussien était fort bien instruit des tendances démocratiques et républicaines de ses nouveaux sujets. Voilà pourquoi on trouva bon de chercher un appui dans la classe des gentilshommes et dans le clergé, comme désignés à être les plus sûrs supports du trône. Les faveurs accordées se bornèrent cependant à laisser aux mains des possesseurs actuels les domaines royaux et ceux du clergé. Cela d'ailleurs ne dura pas.

« En 1794, quand éclata dans les provinces polonaises l'insurrection sous le commandement de Kósciuszko, soutenue précisément par les gentilshommes et le clergé, on retira aux gentilshommes fermiers les domaines du gouvernement et aux prêtres les biens ruraux, à l'exception de ceux qui constituent la propriété des paroisses » (2).

« C'était le comte Hoym, ministre de Silésie, qui était alors à la tête du Gouvernement des provinces du sud de la Prusse. Ce ministre, avec ses acolytes, s'empara pour s'enrichir de ces domaines qui avaient été

(2) Wojtkoweski op. cité. p. 758.

avant peu la propriété de l'Etat et du clergé polonais. Sous prétexte de récompenser des services rendus, on fit cadeau de la plupart de ces domaines à des officiers et à des employés prussiens » (3).

Aux traités de Vienne, le principe des nationalités commence à entrer dans les préoccupations des diplomates. Le Congrès de Vienne en écarte d'ailleurs l'application ; il préférerait s'inspirer de la théorie de l'équilibre ; mais, plus logique en cela avec lui-même que la Conférence de la Paix, il consacre une ébauche de protection des minorités puisqu'il s'avoue forcé de sacrifier des prétentions nationalitaires aux lois de l'équilibre politique, et, par suite, d'abandonner des minorités aux entreprises des majorités.

Le territoire polonais acquis par la Prusse en 1815 est délimité par le traité russo-prussien du 21 avril-3 mai 1815 et l'Acte final du Congrès de Vienne, signé le 9 juin 1815.

Nous lisons dans le deuxième alinéa de l'article 3 du traité polono-russe : « Les Polonais, sujets respectifs des Hautes Parties contractantes, obtiendront des institutions qui assurent la conservation de leur nationalité, d'après les formes d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartiennent jugera convenable de leur accorder » (4).

Un second alinéa du premier article de l'Acte final du Congrès de Vienne contient une décision identique : « Les Polonais, sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, obtiendront une représentation

(3) Wojtkowski op. cit. p. 759.

(4) Recueil des traités concernant la Pologne par le Comte d'Angenberg, Paris, p. 664.

et des institutions nationales, réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartiennent jugera utile et convenable de leur accorder » (5).

Les promesses faites à l'Angleterre à Vienne, au sujet de la question polonaise, sont tout aussi précises : Lord Castlereagh, délégué anglais, a communiqué le 12 janvier 1815, une note aux délégués de toutes les Puissances, établissant « que l'Angleterre verrait avec satisfaction la Pologne devenue un Etat indépendant, plus ou moins considérable en étendue, qui serait régi par une dynastie distincte et formerait une Puissance intermédiaire entre les trois grandes monarchies ». A la suite de la résistance de ces trois Puissances, l'Angleterre s'est résignée à insister sur une liberté complète de l'existence nationale des Polonais sous le régime étranger. Cette noble tendance est formulée par un passage de la note : (6) « L'expérience a prouvé que ce n'est pas en cherchant à anéantir les usages et les coutumes des Polonais que l'on peut espérer assurer le bonheur de cette nation et la paix de cette partie importante de l'Europe. On a tenté vainement de leur faire oublier, par des institutions étrangères à leurs habitudes et à leurs opinions, l'existence dont ils jouissent comme peuple, et même leur langage national. Ces essais, poursuivis avec trop de persévérance, ont été assez souvent répétés, et reconnus infructueux. Ils n'ont servi qu'à faire naître le mécontentement et le senti-

(5) Recueil des traités concernant la Pologne par le Comte d'Angenberg, Paris, p. 696.

(6) Recueil des traités concernant la Pologne par le Comte d'Angenberg, Paris, p. 644-645.

ment pénible de la dégradation de ce pays, et ne produiront jamais d'autres effets que d'exciter des soulèvements et de ramener la pensée sur des malheurs passés ». A la suite de quoi Lord Castlereagh sollicitait d'organiser sur le territoire polonais subordonné à la domination étrangère « un système d'administration dont les formes soient à la fois conciliante et en rapport avec le génie de ce peuple ».

Voici la réplique du duc de Hardenberg, représentant de Prusse, le 30 janvier 1815 : « Le soussigné, ayant pris les ordres du Roi, son auguste maître, sur la Note de son Excellence Mylord Castlereagh concernant les arrangements des affaires de Pologne, s'empresse de témoigner à Son Excellence que les principes qui y sont développés sur la manière d'administrer les provinces polonaises placées sous la domination des différentes Puissances, sont entièrement conformes aux sentiments de sa Majesté.

« Assurer la tranquillité de ces provinces par un mode d'administration adapté aux habitudes et au génie de leurs habitants, c'est là réellement l'établir sur la base solide et libérale d'un intérêt commun. C'est en agissant ainsi qu'on montre aux peuples que leur existence nationale peut rester libre de toute atteinte, quel que soit le système politique auquel le sort les a liés ; qu'on leur apprend à ne pas confondre des idées qui, lorsqu'elles ne sont pas sagement séparées, ne cessent de faire naître, dans le repos même de la vie privée, des vœux et des espérances vagues de changements futurs » (7).

(7) D'Angeberg. Recueil cité p. 647.

M. Wojtkowski rapporte, dans l'étude à laquelle nous nous sommes référé ci-dessus comment la Prusse a observé les engagements assumés au Congrès de Vienne en ce qui concerne les populations polonaises annexées à la Prusse.

« Le régime prussien consécutif, particulièrement à l'époque de Flottwell, de Bismarck et de Bülow, était une frappante violation des engagements faits à l'égard de la noble Angleterre. Ce régime, à l'encontre de l'opinion de l'Angleterre et même de son propre pays, tendait vers un but : « à anéantir les usages et coutumes des Polonais, pour leur faire oublier, par des institutions étrangères à leurs habitudes et à leurs opinions, l'existence dont ils jouissent comme peuple, et même leur langage national ». On semait la tempête. Lord Castlereagh prévoyait que cette politique provoquerait une révolte de la part des Polonais ; le duc d'Hardenberg prévoyait aussi que les Polonais, à la suite de cette politique d'extermination, songeraient à lutter pour leur indépendance. Nous constatons la condamnation de ce régime par une autorité, un ministre prussien même.

« Lorsque les Polonais atteints par l'horrible politique d'extermination de Flottwell et de Bismarck appelaient aux décisions du Congrès de Vienne, les Allemands ripostaient que la faculté d'octroyer la liberté aux Polonais est abandonnée, par les articles du Traité du Congrès, à la discrétion des souverains et que ceux-ci n'auraient jamais songé à des libertés dans de telles dimensions, comme les Polonais le sollicitaient » (8).

On voit ainsi comment le problème minoritaire trouve, en Haute-Silésie, une lointaine origine, dans les excès du nationalisme prussien.

(8) Wojtkowski. op. cité p. 762.

Jusqu'au moment où elle est tombée aux mains de la Prusse, cette province n'avait pas eu le sentiment d'être, quoique séparée de la Pologne, la victime d'une injustice quelconque, et elle n'avait pas conçu le désir de changer son sort. La politique prussienne fera naître le désir d'une révolution nationalitaire.

Déjà, on pouvait prévoir, au début du XIX^e siècle, que les agissements des prussiens aboutiraient à ce résultat. Dès avant 1815, les polonais avaient commencé à manifester des sentiments de révolte.

Aussi, « après avoir établi en 1815 sa domination sur le territoire polonais, le gouvernement prussien décida de donner une toute autre direction à sa politique anti-polonaise. Edouard Flottwell, président du Grand Duché de Posen, a formulé une nouvelle méthode comme déduction des expériences déjà faites pour germaniser :

« Am kräftigsten aber und zugleich am willkommens-ten fördern die Zwecke des Staates die Sorge für die materielle oder wenigstens von der Merheit als materiell aufgefassten Interessen der Provinz » (9). Il ne faut pas l'oublier quand on disserte sur les prétendus bienfaits matériels accordés par le gouvernement prussien à la population polonaise ».

« Immédiatement après 1815, le gouvernement concentra ses efforts pour capter les paysans polonais. Il a été proclamé en 1823 une ordonnance réglant la situation des paysans. L'œuvre devait s'effectuer dans le courant de 30 ans. « Durch das Gesetz von 8. april 1823 wurde die Regulierung der gutsherrlich-bauerlichen Besitzverhältnisse... eingeleitet und damit durch materielle

(9) Manferd Lanbert Verfassung imd Verwaltung Verlag Lusat P. 1913. p. 553.

Wohltaten die wichtigste Eimvohnerklasse der Provinz an die Regierung gefesselt und dem Einfluss des polnischen Adels entzogen » (10).

Il est évident qu'en réglant la situation des paysans, le gouvernement avait pour but de les attacher au trône et d'éveiller une méfiance contre la noblesse. « Divide et impera » voilà le principe du gouvernement autocrate, cherchant à détruire l'adversaire par tous les moyens possibles (11).

« Dans les quinze premières années de la domination prussienne, écrit M. Wotjkowski, (12) après le Congrès de Vienne, les Polonais prospéraient passablement. Tant que le roi Frédéric-Guillaume III n'était pas devenu inapte à gouverner par suite de son âge, il avait en mémoire ses promesses solennelles données aux Polonais. Des institutions nationales promises, une seule fut réalisée: on a nommé le prince Antoine Radziwill, d'origine polonaise, lieutenant général. On songea pendant un certain temps à créer des formations militaires entièrement polonaises. D'autre part, on a organisé en 1827 des diètes polonaises où les Polonais avaient la faculté de formuler des vœux et de déposer leurs pétitions. Leur langage était employé à l'égal de l'allemand dans l'administration, les tribunaux et les écoles. Les Polonais étaient admis aux postes d'employés fréquemment inférieurs, aux postes supérieurs beaucoup plus rarement, ainsi qu'aux charges d'officiers à l'armée ».

(10) Manferd Lanbert *Verfassung imd Verwaltung* Verlag Lusai P. 1913. p. 560.

(11) Wotjkowski op. cit. p. 766.

(12) Op. cit. p. 767.

« Tout ceci fut modifié bientôt. En 1830 fut nommé au poste de président de la province de Posen, Edouard Flottwell, un germanisateur plein d'énergie, élève de Schör, président de la Prusse occidentale. Le lieutenant général, prince Radziwill, fut mis à la retraite avec un grand nombre d'employés polonais. En 1836, on a organisé pour continuer la germanisation, une institution des commissaires des districts qui se recrutaient en majeure partie parmi les officiers démissionnés, sans notion de l'administration, mais opprimant la population polonaise avec acharnement » (13).

« Les Prussiens motivaient les procédés agressifs dirigés inopinément contre les Polonais après 1830, par la participation des citoyens polonais de la domination prussienne à l'insurrection contre la Russie, qui a éclaté en 1830. Il n'y avait pas d'autres motifs. Flottwell et ses acolytes ont dû reconnaître que la population de la Prusse occidentale de la province de Posen et de la Silésie, lors de l'insurrection dans le royaume de Pologne avoisinant, s'est comportée correctement et n'a pas troublé la tranquillité du pays » (14).

Wojtkowski poursuit ensuite en ces termes l'histoire de la politique prussienne dans les provinces polonaises de Posnanie, Poméranie et la Haute-Silésie.

« En 1840 eut lieu l'avènement au trône de Frédéric-Guillaume IV. La Prusse était un Etat autocrate, chaque changement du souverain déterminait une modification du système politique, particulièrement en ce qui concerne la politique contre les Polonais. Flottwell, le

(13) Wojtkowski op. cit. p. 767.

(14) Wojtkowski op. cit. p. 768.

germanisateur, démissionna. On relâcha de sa prison à la forteresse de Kolberg l'archevêque Martin Dunin, puni pour son opposition à l'ingérence du gouvernement prussien dans les affaires intérieures de l'Eglise catholique du Grand Duché de Posen. La langue polonaise fut réintégrée dans les écoles. On a réprimé le zèle démesuré des censeurs, enragés contre les périodiques comme *Mrowka Poznanska* qui paraissaient en 1820.

« L'époque libérale pendant le règne de Frédéric-Guillaume IV n'a pas duré longtemps. L'essor de la littérature, de la science et de la presse, évolué entre 1840 et 1846, fut vite réprimé par une loi exceptionnelle extrême édictée spécialement pour anéantir la presse polonaise.

« Comme ces concessions n'étaient pas octroyées, l'essor de la littérature dans le territoire sous la domination prussienne fut destiné à échouer. Une autre mesure pour anéantir la presse fut l'interdiction du débit de la poste et la contrainte de verser des cautions qui, dans les plus petites transgressions des règlements de la presse, étaient confisquées irrévocablement ».

« A partir de 1850 jusqu'en 1858, le Grand Duché de Posen ne posséda pas un seul journal polonais, à l'exception du journal officiel *Gazeta W. Ks. Poznanskiego* ».

« C'étaient les dernières années du règne de Frédéric-Guillaume IV, régime constitutionnel, depuis 1848, mais plus réactionnaire qu'avant ».

« Le gouvernement prussien trouva incommode les incessants signalements à la diète prussienne des abus des autorités de l'administration. Pour cette raison, le Gouvernement, en 1865, concentra ses efforts. Les Lan-

drats exercèrent leur pression sur les électeurs, on partagea artificiellement les districts électoraux, de sorte que les contrées avec une population polonaise avaient à 70 km. de distance des bureaux électoraux. Le gouvernement obtint le résultat que le nombre des députés polonais à la diète prussienne diminua jusqu'à 5 » (15).

« La politique d'extermination (mot d'ordre: Ausrotten) du gouvernement de la Prusse par rapport aux Polonais entraînait dans une période de sévérité. Son intensité atteint le point culminant lorsque Bismarck communiqua à la Diète prussienne le décret sur la Commission de Colonisation, dotée de 100 millions de marks pour le rachat de la terre polonaise afin de la coloniser par des paysans allemands. Cette attaque a mobilisé contre l'agression du gouvernement toutes les classes de la société polonaise » (16).

Nous voyons ainsi apparaître la célèbre entreprise de colonisation inventée par la Prusse et qui devait constituer le plus bel exemple d'oppression d'une minorité qui pût exister.

Mais les expulsions de Polonais et l'expropriation de leurs terres au profit des colons allemands n'eurent lieu qu'en Posnanie et en Poméranie, provinces qui avaient été directement arrachées à l'ancien royaume de Pologne.

En Haute-Silésie, on n'utilisa pas pareille méthode. L'élément polonais y était sans doute sinon moins vivace, moins condensé, et de plus cette province n'avait pas fait partie de la Pologne, depuis fort longtemps.

(15) Wojtkoweski op. cit. p. 769.

(16) Wojtkoweski op. cit. p. 778.

Toutefois, la Haute-Silésie continua d'être le théâtre d'une politique de dénationalisation politique, commune à toutes les provinces polonaises, qui devait, quoique moins violente, aboutir à de sérieux scandales.

« En effet, l'époque de la lutte économique intense du gouvernement et de la nation prussienne avec les Polonais est en même temps l'époque de la lutte contre la langue polonaise. En 1832 fut abolie la correspondance en polonais entre les autorités officielles et autonomes. En 1872 on a supprimé les pétitions de la population présentées aux autorités, et le polonais dans les écoles. Depuis ce temps, le polonais fut enseigné comme une langue étrangère quelques heures par semaine. En 1887, Bismarck a supprimé les leçons de polonais. Caprivi, successeur de Bismarck, a réinstallé la langue polonaise : une heure en tout chaque huit jours dans une classe au cours d'une année. Cette concession fut une récompense offerte aux Polonais pour avoir donné leurs voix dans le vote de crédits pour construire un nouveau navire de guerre et pour une augmentation du contingent des recrues. La concession ne fut pas supprimée, mais lorsque l'ère de la politique de conciliation expira, le gouvernement prussien inaugura une lutte contre la langue polonaise dans l'enseignement de la religion. A partir de 1898, on introduisit petit à petit l'enseignement de la religion en allemand dans les écoles primaires sur un simple rapport de l'instituteur, que ses élèves sont suffisamment préparés en allemand pour pouvoir suivre le cours de religion dans cette langue ».

« Ces dispositions ont provoqué un grand émoi parmi les enfants en âge scolaire, et depuis ce temps-là

l'ignorance en fait de religion et l'abandon moral des enfants augmentaient d'une façon épouvantable ».

« Les enfants ne connaissant pas suffisamment l'allemand ne tiraient aucun profit des principes de la religion catholique appris par cœur. On élevait des protestations, et même le clergé allemand catholique et évangélique en Silésie demandait l'enseignement de la religion en langue maternelle ».

« Malgré cette attitude, non seulement des Polonais, mais des sphères animées d'un esprit humanitaire de la nation allemande sans différence de religion, le gouvernement prussien continuait à maltraiter les enfants polonais. Les enfants ont riposté par une résistance passive, c'est-à-dire en ne répondant pas aux questions de religion posées en allemand. L'heure où les enfants polonais entrèrent en lice pour lutter avec le gouvernement d'un Etat puissant est le moment culminant de l'antique lutte des Polonais avec les Allemands. Ce moment culminant n'était pas la loi de l'expropriation, car elle visait des Polonais d'âge mûr, et ceux-ci disposaient d'autres moyens que les enfants sans défense. Il est évident que les enfants polonais ont dû succomber dans cette lutte, mais leur soumission n'a pas été provoquée par les maltraitements cruels, mais parce que les parents étaient punis par d'énormes amendes » (17).

« Le gouvernement ordonna de dompter la résistance passive des enfants en employant les punitions corporelles administrées par l'instituteur. La peine corporelle était un principe éducateur du régime prussien et dès lors son emploi a progressé d'une façon alarmante. Les

(17) Wojtkowski op. cit. p. 790.

parents polonais étaient indignés, car ils ne voulaient pas reconnaître l'axiome d'un philosophe que l'homme ne diffère d'un animal que parce qu'il bat ses enfants » (18).

« Les discours des députés polonais et allemands catholiques prononcés à la Diète prussienne regorgent de récits de ces maltraitements inhumains. Le député allemand Taltin a narré un cas arrivé en Haute-Silésie où l'enfant polonais a été tellement battu par l'instituteur qu'il en est mort ensuite. Le meurtrier n'a pas été puni, mais uniquement le père de l'enfant tué, qui a osé dire en se lamentant que c'est l'instituteur qui lui a tué son enfant, et le tribunal prussien a considéré ces mots comme une offense à l'instituteur ».

« L'affaire des enfants de Wreschen (19) a fait du bruit dans le monde. Le 20 mai 1901, à midi, l'instituteur de l'école catholique de Wreschen a battu les enfants polonais avec une canne en jonc longue d'un mètre et demi à tel point, pour n'avoir pas répondu à ses questions de religion en allemand, que les enfants battus n'ont pas pu plier les jointures. C'était le même homme qui, selon la déposition d'une mère devant le tribunal, l'année précédente, défendait ardemment un ours battu sans pitié par son meneur. Comme ce dernier ne cessait pas de battre l'animal, l'instituteur l'a dénoncé et le fit punir par le tribunal. L'homme compatissant à l'animal pouvait froidement faire couler le sang en battant les enfants polonais. Ainsi en 1794, pendant la prise d'assaut de Varsovie par les armées russes, le

(18) Victor Nicaise. *Allemands et Polonais*. Paris, Bibl. des Marches de l'Est, 1911, p. 29.

(19) En Posnanie.

commandant Souvorov se lamentait sur les souffrances d'un dindon au jardin, auquel une balle avait arraché la patte, mais il contemplait paisiblement les enfants polonais embrochés sur les piques des cosaques ».

« Les parents et la famille des enfants battus à Wreschen ont fait irruption dans l'école pour empêcher le maltraitement des enfants. En réponse, on leur a intenté un procès qui aboutit à la condamnation d'une femme de 41 ans à 2 ans et demi de prison. La malheureuse souffrant d'une hémorragie de l'estomac est morte avant l'expiration de sa peine. Un apprenti chez un cordonnier, âgé de 17 ans, fut condamné à 9 mois de prison. Parmi les autres accusés, 5 furent acquittés, 18 condamnés à 15 ans de prison en bloc, « uniquement pour avoir encombré le chemin, pour avoir fait du bruit dans la rue ou pour avoir répondu aux gendarmes sur un ton plus ou moins railleur ». Le médecin polonais qui a examiné les enfants battus et présenté les certificats médicaux fut puni par le tribunal pour diffamation ».

« Les événements de Wreschen ont éveillé une énorme indignation, non seulement dans les pays slaves, mais dans les autres. Les journaux de toutes les contrées de la terre furent pleins d'informations sur les enfants de Wrzesnia et une indignation profonde, issue de l'outrage fait aux sentiments humains, se répercuta dans l'Europe entière, jusqu'en Amérique et jusqu'en Australie. Cinq meetings tenus à Chicago en janvier 1902 réunirent plus de 100.000 personnes » (20).

« Une fois les peines infligées aux parents qui ont

(20) Nicaise op. cit. p. 17, cité par Wojtkowski, loc. cit. p. 792.

voulu soustraire leurs enfants au maltraitement de Wreschen, le gouvernement prussien s'est arrêté dans cette voie et a défendu de battre les enfants pendant la leçon de religion, ce qui aurait amené certainement une haine pour cette « religion allemande » inculquée au moyen de coups de bâton. Malgré la défense, on n'a pas cessé de battre les enfants aux leçons de religion ; les journaux d'alors le mentionnent fréquemment. En 1906, le journal « Echo de Paris », du 1^{er} Septembre, a publié la communication suivante : « La grève a duré 8 mois en 1906-1907, et les enfants ont cédé non pas aux coups, mais aux grandes amendes infligées aux parents et à la menace de prolonger le séjour de l'enfant à l'école au delà du terme de l'âge fixé par la loi réglant l'obligation scolaire. Plus de 140.000 enfants ont participé à cette grève. Parmi les répressions employées par le gouvernement envers les enfants grévistes, il faut noter l'expulsion de leurs frères et sœurs des écoles officielles supérieures, des lycées, etc... » (21).

« Les enfants ont été astreints de liquider la grève à la suite des amendes infligées aux parents. Une des conséquences de cette grève fut la progression de la persécution de la presse polonaise par la police et les tribunaux. De 1905 à 1907, pendant la période de la grève des enfants élèves des écoles et la lutte pour la langue polonaise dans l'enseignement de la religion, on a intenté 170 procès aux journaux polonais, condamné les rédacteurs responsables à 122 mois de prison, au total et infligé 24.750 mk. d'amendes. Cette dernière somme doit être en réalité triplée, car il faut y ajouter les

(21) Wojtkoweski op. cit. p. 792.

frais des procès que les rédacteurs étaient tenus de payer. Le *Kurjer Poznanski* seul a eu 41 procès dans l'espace de deux années ».

« Le gouvernement prussien ne s'est pas contenté d'extirper la langue polonaise des écoles primaires et de l'enseignement de la religion. On pouvait jusqu'en 1907 parler librement en polonais dans les assemblées publiques politiques ou autres, et ce fait n'était pas dangereux à l'Etat prussien et l'empire allemand, puisqu'il n'a porté aucun préjudice à leur puissance jusqu'en 1907, malgré que les Polonais parlaient dans leur langue maternelle. La loi interdisant la langue polonaise, ordonnée le 4 avril 1908 par le parlement allemand, n'a pas été dictée par le danger menaçant l'intégrité de l'Etat, mais par le désir d'effacer les traces des Polonais de la surface de la terre. Cette loi interdisait aux Polonais de prendre la parole aux assemblées publiques dans leur langue maternelle dans toute la Confédération allemande, à l'exception des contrées habitées de prépondérance par les Polonais, ainsi: la province de Posen, la Prusse occidentale, la Haute-Silésie et la partie de la Prusse orientale. Il était permis aux Polonais de parler leur langue dans les endroits mentionnés, encore pendant 20 ans, c'est-à-dire jusqu'au 15 mai 1928, mais seulement dans les villes et les villages où les habitants polonais étaient en majorité de 60 %. Cette décision incita la statistique officielle prussienne à des faux, afin de réduire la population polonaise à moins de 60 %. On établit ainsi à Posen, le centre du polonisme sous la domination prussienne le chiffre de 58 %, de sorte qu'il était interdit de prendre la parole en polonais dans cette ville. Plusieurs centaines de milliers

d'ouvriers polonais de l'industrie en Westphalie et les provinces rhénanes ont été privés de l'autorisation de prendre la parole dans leur langue nationale aux assemblées publiques, à l'exception des assemblées électorales. Cette loi exceptionnelle, visant exclusivement les citoyens polonais, a été arrêtée au temps du chancelier Bülow, qui énonça en 1908 cet axiome que dans l'Etat prussien chacun peu parler « wie ihm der Schnabel Gewachsen ist... ». Ces énonciations, ainsi que les promesses du monarque en 1815 et tous les engagements des traités étaient considérés comme « ein Fetzen Papier ». Il est naturel que même les enfants n'avaient plus de foi dans les promesses des Allemands ».

« En dehors des grands attentats contre l'essence du caractère national des Polonais, les Prussiens cultivaient la politique des coups d'épingles. A cette catégorie appartenait la non distribution des paquets de poste, s'ils étaient adressés en polonais, malgré le caractère international de l'institution de la poste.

« A la suite de fréquentes plaintes, le gouvernement a défendu de restituer les paquets avec les adresses polonaises, mais il ordonna de les expédier au bureau de poste de Bydgoszcz pour les faire traduire, et ils arrivaient avec un énorme retard chez le destinataire. On usait de tous les moyens pour forcer la population polonaise à l'emploi de la langue allemande dans la vie privée. On interdisait aux médecins d'écrire les ordonnances en polonais, à l'exception des indications générales, comme « à l'usage interne », ou « externe », « agiter » qu'on autorisait à mettre en polonais. Il était interdit aux pharmaciens de communiquer aux Polonais des instructions en polonais, ce qui occasion-

nat des préjudices à la santé de la population polonaise » (22).

Les faits dont il s'agit démontrent l'intensité de la lutte nationalitaire que le gouvernement prussien avait entreprise contre les minorités polonaises résidant sur son territoire. Nous en avons emprunté l'exposé à un mémoire produit par le gouvernement polonais au cours des débats qui se sont déroulés devant la Cour Permanente de Justice Internationale en septembre 1923, à l'occasion de l'avis consultatif qui lui avait été demandé par le Conseil de la Société des Nations sur la question des colons allemands de Pologne. Mais cette source ne peut, malgré cela, être considérée comme suspecte, car l'auteur du mémoire indique lui-même les références au-dessus de tout soupçon auxquelles il a lui-même puisé. Ce sont d'abord les ouvrages de divers historiens prussiens, Manfred Laubert, Ludwig Bernhard, puis l'enquête internationale organisée par H. Sienkiewicz (Prusse et Pologne, Paris 1909) et l'étude d'un Français, Victor Nicaise, enfin les documents officiels: Archives de l'Etat à Posen, Recueil des traités concernant la Pologne, Recueil des ordonnances, édits publiés dans le duché de Silésie et le comté de Glatz, Breslau, 1740-1780, etc...

Pour compléter le tableau dressé par l'auteur du mémoire ci-dessus cité, il faudrait relater l'œuvre accomplie parallèlement à celle du gouvernement par divers milieux allemands, en particulier, par les éléments les plus influents, à savoir, les grands propriétaires fonciers nouvellement établis dans les provinces polonaises.

(22) Wojtkowski, op. cit. p. 795.

« L'action de ces derniers fut réalisée par la fameuse association du « Verein zur Förderung des Deutschtums in der Ostmark » ultérieurement, l'« Ostmarkenverein », surnommé H.K.T. par les Polonais d'après les initiales des principaux fondateurs de cette société: Henri von Tiedemann de Jeziorek, le D^r Ferdinand von Hansemann de Pempow et Kennemann de Klemki. L'Ostmarkenverein, toujours dans le but d'évincer les Polonais de ces provinces, fonda en 1885 la « Landbank » et en 1903 la « Feldarbeiterzentrale » qui devaient s'occuper de faire venir des ouvriers agricoles allemands pour cultiver les terres polonaises. En 1904, la même société fondait la « Gewerbekunststelle » qui avait pour but l'établissement dans le pays d'artisans allemands; deux ans plus tard, en 1906, se constituait « l'Ostmückische Grundstückserwerbgenossenschaft für Deutsche Gewerbe Treibende », qui devait faciliter aux artisans et petits négociants allemands l'achat de terrains et l'obtention de crédits hypothécaires. En outre l'« Ostmarkenverein » faisait fonction d'organe consultatif des autorités dans toutes les questions concernant la politique antipolonaïse, c'était donc une sorte de second gouvernement, non officiel, agissant sur les territoires habités par une population polonaise » (23).

En Haute-Silésie, la politique antipolonaïse du gouvernement n'a pas, semble-t-il, été doublée par l'action des milieux allemands. De plus, l'activité de l'Etat n'a pas revêtu, comme nous l'avons montré, des formes aussi aiguës que dans les provinces qui avaient autrefois effectivement appartenu à la Pologne. La Haute-

(23) Sigismond Stolski. Les Allemands en Pologne, Varsovie 1927, p. 7.

Silésie doit même beaucoup, au point de vue économique, à l'industrie des Prussiens, pour ne pas dire tout.

Nous pouvons citer à ce sujet un passage du discours de M. E. Kaufmann, à la Cour Permanente de Justice Internationale (séance du 5 février 1926), à l'occasion de l'affaire dite des grands fonds, qui a fait l'objet de l'arrêt N° 7 de cette Cour.

Dans ce passage, le professeur Kaufman rappelle en ces termes les origines de la prospérité industrielle de la Haute-Silésie : (24)

« La particularité de la Haute-Silésie consiste notamment dans le fait que son climat est peu favorable, l'hiver y est interminable, il n'y a presque pas de printemps et l'été est extrêmement court. La fertilité agricole du pays est, par conséquent, très faible. Seule une exploitation agricole très extensive y est possible, sur des grands fonds appartenant à de grands propriétaires. Il s'y ajoute que la Haute-Silésie a toujours été située aux confins les plus reculés des Etats auxquels elle a appartenu : l'Autriche, la Prusse, le Reich. La Haute-Silésie est fort éloignée des centres d'industrie et de commerce et elle est sans communication.

« Soudainement, pour ainsi dire, vers la fin du XVIII^e siècle et le commencement du XIX^e, on découvre les richesses énormes qui dormaient dans la terre et, en même temps, on dispose des possibilités techniques de les utiliser. Mais qui aurait pu risquer sa fortune pour ouvrir ces territoires à l'industrialisation, notamment dans un pays aussi pauvre en capitaux que l'était alors

(24) P.C.P.J.I. série C, N° 11, vol. I, p. 61.

la Prusse ? Je crois que la Haute-Silésie est le seul exemple où l'Etat, comme tel, avec sa bureaucratie, ait réussi depuis le règne de Frédéric le Grand, à déployer une activité économique non seulement en utilisant les résultats obtenus par l'initiative privée et le capital privé, mais en prenant lui-même l'initiative et en appelant lui-même à la vie les forces économiques dormant sous la terre.

« Ce n'est que beaucoup plus tard, environ de 1830 à 1840, que l'initiative privée est intervenue pour poursuivre et pour achever la voie qu'avait montré l'Etat prussien, et ce, comme un conte inventé pour les enfants : par exemple, Karl Godulla, dont le nom est si souvent nommé dans nos séances, qui était devenu orphelin petit enfant à la suite d'une épidémie de choléra. qui était placé ensuite, par miséricorde comme valet de cheval, qui nettoya, attela les chevaux, qui, dans cette fonction, attira fortuitement l'intérêt du comte Ballestrem ; le comte Ballestrem prend avec lui le jeune Godulla, qu'il élève ; Godulla devient alors l'une des personnalités les plus éminentes, créateur d'industries privées en Haute-Silésie ; lui aussi meurt très jeune à la suite d'une épidémie de choléra, en laissant toute sa fortune à la petite fille de la simple famille dans laquelle il vivait modestement : cette petite fille, élevée à ses frais, est devenue plus tard la comtesse Schaffgotsch.

« Messieurs, tout le monde en Haute-Silésie connaît ces vies de personnalités remarquables, qui, à côté des grands propriétaires fonciers industrialisés, s'élèvent, par leur énergie et par leurs talents, d'une vie plus que modeste au premier rang des industriels allemands, des industriels du monde.

« Ce n'était que par des intelligences et des énergies extraordinaires, par des facultés extraordinaires d'organiser, de faire des dispositions à longue vue qu'on pouvait réussir à industrialiser ce désert situé hors du monde civilisé, dépourvu de toutes les conditions pour une grande industrie : manque d'eau, manque d'hommes, manque de vivres, manque d'habitations, manque de communications. Tout devait être créé et organisé pour ainsi dire du néant par l'entrepreneur même, qui a ainsi obtenu le rôle social prééminent qui est devenu un trait caractéristique pour la Haute-Silésie.

« La Convention de Genève elle-même contient les preuves de tous ces faits. Jamais une cession territoriale n'a nécessité une pareille œuvre contractuelle de 606 articles, sans compter les annexes et les paragraphes ; avec ces vastes chapitres pour le régime douanier, le régime d'eau et d'électricité, le régime des chemins de fer, le régime des tramways, le régime du service postal, pour ne pas parler des régimes minoritaires, monétaire, social et des permis de circulation entre les parties allemande et polonaise du territoire divisé.

« S'il est déjà vrai pour toute entreprise industrielle qu'elle constitue une entité complète, complexe, un système compliqué de relations économiques, de toute sorte, c'est mille fois vrai pour la Haute-Silésie polonaise qui se trouve également aux confins les plus éloignés de la République polonaise.

« Ces faits sont évidemment d'une importance particulière pour la question de l'alimentation de l'énorme masse des ouvriers et de leurs familles qui, en général, sont extrêmement riches en enfants, accumulés dans les centres industriels du voisinage des installations de fa-

briques. La question de l'alimentation et la peur, de la part du gouvernement polonais que le partage de la Haute-Silésie puisse la mettre en danger, a joué un rôle de premier ordre lors des négociations relatives au régime douanier, réglé dans les articles 216 à 258 de la Convention de Genève » (25).

En ce qui concerne l'action du gouvernement, il a bien été reconnu que la Haute-Silésie n'a pas été l'objet d'une politique de germanisation aussi intense que la Posnanie et la Poméranie. Nous avons déjà relevé ce fait que les lois d'expropriation des Polonais, tendant à établir à la place de ceux-ci des colons allemands, n'ont pas été applicables en Haute-Silésie.

Dans le passage suivant des délibérations préparatoires à la conclusion de la convention germano-polonaise de 1922, relative au statut de la Haute-Silésie, le plénipotentiaire allemand, M. Struycken a pu nettement affirmer ce point, sans être contredit : (26)

« Je n'ai jamais prétendu dans mon avis juridique, que l'Allemagne n'ait nullement pratiqué, à l'égard de la Haute-Silésie, une politique de germanisation. Je me suis borné à affirmer que, contrairement à ce qui s'était passé en Posnanie et en Prusse occidentale, la Haute-Silésie n'avait fait l'objet d'aucune politique d'établissement consciente, visant à la germanisation de la population.

« J'ai apporté deux preuves à l'appui de cette affirmation : d'abord la note des Principales Puissances alliées, en date du 16 juin 1919, accompagnant la remise, au gouvernement allemand, du texte définitif du Traité

(25) P.C.P.J.I. série C, N° 11, vol. I, p. 61.

(26) P.C.P.J.I. série C, N° 11, vol. I, p. 538.

de Versailles. Dans cette note, les accusations très sévères portées contre le gouvernement prussien à l'occasion de sa politique d' « établissement », dont l'objet était de remplacer artificiellement par des Allemands la population polonaise, se limitent à la Posnanie et à la Prusse occidentale. Dans les observations relatives à la Haute-Silésie qui suivent immédiatement, ce point n'est pas mentionné par un seul mot, et le motif pour lequel le sort politique de ce territoire doit être fixé par voie de plébiscite, n'est tiré que de la présence dominante d'éléments polonais dans la population. Si une politique d' « établissement » allemande avait été pratiquée en Haute-Silésie, comme en Posnanie et en Prusse occidentale, les Principales Puissances alliées n'auraient certes pas négligé d'invoquer ce fait.

« En second lieu, j'ai montré dans mon avis juridique que, comme il ressort du titre et du contenu des lois en question, les lois d'établissement prussiennes visant particulièrement au remplacement, par des Allemands, de la population polonaise, et, notamment, la loi de 1908, n'étaient pas applicables à la Haute-Silésie. M. Olszowski y voit une « prétention » de ma part, mais il néglige de reconnaître que cette prétention est, en tout point, conforme à la vérité.

« Le rôle important joué par la loi de 1908, dans la rédaction définitive du Traité de Versailles, ressort nettement des dispositions de l'article 91, où les ressortissants qui avaient établi leur domicile, avant 1908, sur les territoires transférés à la Pologne, acquièrent de droit la nationalité polonaise, alors que les Allemands établis sur le territoire postérieurement au 1^{er} janvier

1908, ne pourront acquérir la nationalité polonaise qu'avec une autorisation spéciale de l'Etat polonais. Quelle est la raison de cette distinction ? C'est que l'on considère comme naturel l'établissement auquel il a été procédé avant 1908, et comme artificiel celui qui s'est effectué après cette date.

« Le Traité de Versailles lui-même ne fait donc remonter qu'à 1908 la germanisation artificielle des territoires polonais de l'Allemagne.

« Il semble donc juste et entièrement conforme à l'esprit des auteurs du Traité de Versailles, d'établir une relation entre la loi de 1908 et la politique consciente d'« établissement » et de considérer cette politique comme n'ayant pas été pratiquée là où la loi en question n'est pas entrée en application, savoir, en Haute-Silésie. Sans doute, la validité de la loi du 10 août 1904 s'étendait également à la Haute-Silésie, mais elle n'avait pas pour but, comme celle de 1908, de remplacer par des Allemands la population polonaise établie ; il s'agissait bien plus, dans le cas où cela semblait désirable, d'empêcher la création de nouveaux établissements polonais » (27).

De tout ce qui précède il résulte que la Haute-Silésie présentait un cas particulier parmi les différents territoires détachés de l'Allemagne et annexés à la Pologne à la suite de la guerre de 1914-1918.

En premier lieu, ce n'était pas une partie de l'ancien royaume de Pologne. Ses habitants n'avaient jamais participé aux destinées historiques de ce royaume depuis qu'il était né à la vie politique européenne, c'est-à-dire depuis 1386.

(27) P.C.P.J.I. série C, N° 11, vol. I, p. 538.

En second lieu, cette province appartenait depuis longtemps à la Prusse. Il est vrai qu'elle avait été traitée par le gouvernement prussien en pays conquis, et soumise à une politique brutale de germanisation ; mais l'action du gouvernement a été relativement modérée, à l'encontre de ce qu'il en avait été pour les provinces proprement polonaises ; au lieu de pratiquer l'expulsion et le remplacement, le gouvernement avait cherché seulement à dénationaliser les habitants de sentiment polonais, en les laissant vivre sur le territoire et en s'efforçant d'en faire des sujets de sentiment allemand.

Enfin, la population, en Haute-Silésie, devait incontestablement sa prospérité aux vastes entreprises allemandes qui sont venues mettre en valeur les richesses du pays.

De toutes ces données, on a cherché à tirer cette conclusion que la Haute-Silésie n'était à aucun degré imprégnée d'éléments véritablement polonais, que c'était une nationalité à part, plus exactement, une population à caractère régional très prononcé, mais à tendance nationalitaire allemande, quoiqu'elle présentât des particularismes locaux la séparant des autres populations germaniques du Reich.

Voici ce qu'on peut lire à ce sujet dans le Mémoire allemand produit le 31 décembre 1927 à la Cour permanente de Justice internationale, à l'occasion de l'affaire dite des Ecoles minoritaires qui a fait l'objet de l'arrêt n° 12 de cette Cour :

« La Convention de Genève fut conclue sous les auspices de la Société des Nations à l'effet d'atténuer les difficultés résultant du partage de la Haute-Silésie et de créer à la population le moins d'inconvénients pos-

sibles (préambule du Titre II. Partie III. Protection des minorités). L'intention manifeste des Hautes-Parties contractantes était de tenir compte de la situation spéciale résultant du régime de transition en Haute-Silésie. Ce pays porte un caractère particulier. Il comprend à la fois des régions agricoles et des régions industrielles. Ses centres industriels et miniers se trouvent complètement isolés. Tout le développement industriel, économique et culturel de la Haute-Silésie repose sur des fondements allemands. En outre, les mines et les usines ont attiré les ouvriers et des employés venus d'autres parties de l'Allemagne, principalement des régions environnantes. Races et langues sont mélangées. Mais, parmi les indigènes de la Haute-Silésie, la conscience d'appartenir à une race à part est très fortement développée. Ils sont Haut-Silésiens surtout et avant tout, et, à côté de l'allemand, ils parlent un dialecte slave qui leur est particulier. A l'époque du partage, la population ne parlait pas le polonais littéraire. Dans la plupart des cas, le Haut-Silézien est incapable de parler le polonais littéraire ou de comprendre des discours ou des explications en cette langue. Au point de vue de l'enseignement, la difficulté, pour les enfants Haut-Silésiens, d'apprendre le polonais littéraire est exactement aussi grande, ou peut-être plus grande, que ne l'est celle d'apprendre le haut-allemand pour les enfants nés dans le Bas-Rhin, en Westphalie ou dans toute autre région où le dialecte diffère de la langue littéraire. L'expérience démontre qu'un enfant polonais apprend plus facilement l'allemand qu'un enfant haut-silézien n'apprend le polonais littéraire, parce qu'en apprenant cet idiome le jeune Haut-Silézien est toujours

dérouté par la connaissance d'expressions semblables mais qui ont une signification différente dans sa propre langue, alors que la langue allemande ne lui présente point de telles difficultés. L'article 132 de la Convention reconnaît qu'on parle en Haute-Silésie un dialecte particulier, puisque, évidemment par opposition au dialecte parlé, il définit la langue d'enseignement comme étant la langue littéraire correcte, soit polonaise, soit allemande. Si l'on avait voulu épargner à la population la peine d'apprendre une nouvelle langue, il aurait fallu admettre comme langue d'enseignement le dialecte haut-silézien. Une des raisons pour lesquelles on a fait dépendre de la libre volonté des individus la décision concernant la langue et l'enseignement scolaires, fut précisément le fait que les deux langues étaient mélangées en Haute-Silésie » (28).

Mais cette thèse doit être repoussée. Dans le discours qu'il a prononcé le 15 mars 1928, au cours des débats qui se sont déroulés sur cette même affaire des Ecoles minoritaires, M. Mrozowski, agent du gouvernement polonais, a rétorqué devant la Cour l'argumentation contenue dans le mémoire allemand :

« Le raisonnement du mémoire sur le caractère à part du haut-silézien doit servir pour baser dessus une théorie sui generis de minorité.

« Mais qu'est-ce que c'est que la minorité ? demande la partie adverse ? La réplique trouve que, dans le Traité des minorités, il n'y a pas de définition du concept de minorité et qu'elle se trouve seulement dans la Convention de Genève. On pourrait en déduire que, dans les

(28) P.C.P.J.I. série C, N° 14, vol. II, p. 93.

pays et territoires où la Convention de Genève ne s'applique pas, par exemple la Posnanie et la Poméranie, le Traité des minorités ne pourrait être appliqué faute de définition du concept « minorité ». Cependant, lorsqu'il s'agissait de certaines questions concernant les minorités allemandes en Posnanie et en Poméranie, le gouvernement allemand (vous l'avez vu, Messieurs) n'avait aucun doute sur la signification du terme « minorité ». C'est la meilleure preuve que le terme n'avait pas besoin d'autre définition que celle qui découlait des clauses mêmes du traité.

« Peut-on affirmer sérieusement que le terme « minorité » a besoin d'une définition pour être compris ? Cependant il y a une différence essentielle entre notre concept de la minorité et le concept de la Partie adverse.

« Pour moi, d'après la Convention de Genève, la majorité en Haute-Silésie, au point de vue de la langue, est polonaise, au point de vue de la religion est catholique. Par conséquent, un Allemand, en Haute-Silésie, appartient à la minorité de la langue allemande, un israélite appartient à la minorité de la religion israélite.

« Je trouve dans l'article 114, qui n'a pas été cité par la partie adverse, une corroboration de cette vue. L'article 114, n° 2, s'exprime ainsi :

« 2. Le gouvernement polonais veillera à ce que, en Haute-Silésie polonaise, l'enseignement donné en langue allemande aux élèves allemands ne soit pas, dans la mesure où des institutions scolaires de minorité sont prévues au présent chapitre, interrompu, à moins que des difficultés de l'administration scolaire ne s'y opposent ».

« Il est donc incontestable que les Allemands sont con-

sidérés comme minorité en Haute-Silésie polonaise. Si un Allemand peut, avec le temps, se poloniser, ou un Polonais se germaniser, si un israélite peut devenir chrétien, si un protestant peut devenir catholique ou vice versa, ce sont des effets d'une évolution profonde et parfois lente; pareilles variations ne peuvent se traduire à l'improviste d'un jour à l'autre au gré d'une simple fantaisie. Pour moi, la nationalité, dont la langue est le signe extérieur, est un trésor sacré, hérité des ancêtres, c'est un élément intime et cher de la nature humaine, et c'est pourquoi, chaque fois qu'un individu établit lui-même sa nationalité, on doit la faire respecter par les autorités; mais il faut que l'individu la respecte lui-même. Elle doit être protégée quand elle est respectée par l'intéressé. Les conditions de la Haute-Silésie ne me paraissent pas telles que ces idées ne puissent être appliquées aux faits qui y dominent.

« La conception exposée de l'autre côté de la barre est bien différente de la nôtre. La situation en Haute-Silésie, pour le gouvernement allemand, paraît tellement confuse qu'il est impossible de faire une distinction claire, de trouver un critérium qui pourrait prouver le fait de l'appartenance à une minorité de race ou de langue. A en croire l'auteur de la Réplique, il n'y aurait en Haute-Silésie ni Polonais, ni Allemands, il n'y aurait que des Hauts-Silésiens qui ne savent pas s'ils sont Polonais ou s'ils sont Allemands, s'ils parlent la langue polonaise ou la langue allemande, et la convention de Genève, pour consacrer cet état de choses, a organisé des « minorités flottantes » ad casum ad locum. La nationalité, la langue, la confession, ne seraient que des vêtements, en quelque sorte, que l'on

change selon les convenances personnelles de l'heure ou de la place. Chaque individu pourrait se déclarer, à un coin de la rue Polonais, à l'autre Allemand; dans une salle, catholique, dans une autre, israélite; aujourd'hui, Polonais catholique, demain Allemand et protestant, après-demain juif et israélite. Cette théorie, le requérant la construit ad hoc, pour les besoins de la Haute-Silésie, ou plutôt pour les besoins du Volksbund en Haute-Silésie.

« Mais cette théorie, qui paraît être adoptée par le Président de la commission mixte, est cause du fait que jusqu'ici, la paix et la tranquillité ne règnent pas en Silésie dans la mesure où elles devraient y régner. Je crains par ailleurs que le requérant ne fasse des inductions rapides. Il a peut-être observé que la population, censée allemande, en Haute-Silésie, ne tient pas particulièrement à la nationalité allemande; cela provient du fait que c'est une population d'origine polonaise, qui a été soumise à un processus lent de germanisation forcée; la couche du germanisme est plus ou moins mince, plus ou moins épaisse, et, dans le tréfonds de l'âme, dans le subconscient, luit encore, sinon la flamme, du moins une étincelle du sentiment national polonais, et cette étincelle s'épanouit lentement dans les nouvelles conditions.

« Mais il serait erroné d'appliquer ce raisonnement aux Hauts-Silésiens, qui sont Polonais, qui, sous la domination allemande, demandaient que le polonais fasse partie de l'instruction donnée à l'école, qui, par trois révolutions, ont scellé de leur sang leur sentiment national. Ne leur faisons pas injure. Il serait erroné — au moins, quant à moi, je ne le ferai pas — d'appli-

quer ce raisonnement aux Allemands qui sont et veulent demeurer Allemands.

« Or, si l'on adopte le concept allemand, à quoi sert toute la protection des minorités si la minorité n'est pas saisissable ? A quoi bon protéger la minorité de langue allemande si elle ne tient ni à sa langue, ni à sa nationalité, et comment, dans ces conditions peut-on considérer les Hauts-Silésiens comme appartenant à la minorité allemande ?

« Mais, dans l'affaire actuelle, il ne s'agit pas des enfants qui ne savent pas quelle est leur langue ; il s'agit des enfants qui ne parlent pas la langue polonaise. Si, en Haute-Silésie, qui, pendant des siècles, a été rattachée à l'Allemagne, où, dans les écoles, on n'a pas enseigné la langue polonaise, et où des efforts consécutifs et implacables de germanisation se sont manifestés, il y a encore des enfants qui ne parlent que le polonais, c'est que, dans leur famille, dans leur home, on ne parle que le polonais ; les parents qui les ont élevés ainsi sont certainement de véritables Polonais. Toutes les subtilités juridiques ne peuvent rien contre ce fait. Considérer de tels enfants comme appartenant à la minorité de langue allemande paraît inadmissible, paraît contraire au bon sens et lèse le sentiment de nationalité en général » (29).

Nous en arrivons ainsi à cette conclusion que la Haute-Silésie, à la veille de son annexion partielle à la Pologne, était bien un territoire habité par deux nationalités distinctes, allemande et polonaise.

On peut estimer que cette opposition nationalitaire

(29) P.C.P.J.I. série C, N° 14, vol.II, p. 47.

au sein de la population haute-silésienne était peut-être le résultat de la politique de germanisation, la politique prussienne ayant précisément fait se heurter, en les intensifiant maladroitement, les sentiments allemands des uns et les sentiments polonais des autres.

Sans que nous ayons à discuter le point de savoir s'il était opportun de rattacher la Haute-Silésie à la Pologne, à raison de ses caractères ethniques, ni le point de savoir s'il était bon également d'y étendre, en faveur de la minorité allemande, le système de la protection des minorités, nous nous trouvons en présence d'une solution donnée. A l'aide de ce que nous savons de l'histoire de la Haute-Silésie, il nous sera possible de mieux apprécier la valeur de la solution consacrée par les traités postérieurs à la guerre, et de mieux comprendre l'origine des difficultés que cette solution a fait naître.

Toutefois, avant de passer à l'étude du statut actuel, il reste une dernière période historique à envisager, période encore proche de nous, qui apporte des données toutes fraîches, et les facteurs les plus récents dans la vie du territoire considéré.

Nous voulons parler des événements qui ont marqué le transfert de la Haute-Silésie à la Pologne.

CHAPITRE II

LE TRAITÉ DE VERSAILLES ET LES BASES JURIDIQUES DU RÉGIME ACTUEL

Aux termes de l'article 88 du Traité de Versailles :

« Les habitants de la Haute-Silésie, dans les limites définies par le Traité doivent être appelés à faire connaître par leurs votes, dans chaque commune, s'ils désirent être rattachés à l'Allemagne ou à la Pologne ». La frontière devait être ensuite tracée par les principales Puissances alliées, selon le vœu ainsi exprimé par les populations et en tenant compte des conditions économiques des localités (1).

Dans la réponse des alliés aux observations de la Délégation allemande, sur le Projet de Traité de Paix, on trouve la justification de la solution adoptée :

« En traitant le problème du règlement de la frontière orientale de l'Allemagne, il faut poser deux principes fondamentaux. Le premier est que les Puissances alliées et associées se trouvent placées dans l'obligation toute spéciale d'user de la victoire qu'elles ont remportée pour rendre à la nation polonaise l'indépendance dont elle a été injustement privée, il y a plus d'un siècle.

« Le second principe proclamé par les alliés et formellement accepté par l'Allemagne, est que seront rendus à la Pologne restaurée les régions aujourd'hui habitées par une population indiscutablement polonaise ».

(1) Société des Nations, p. 45.

« Une grande partie de la réponse allemande est consacrée à la question de la Haute-Silésie. Il est admis que ce problème diffère de celui de la Posnanie et de la Poméranie, pour cette raison que la Haute-Silésie ne faisait pas partie du royaume de Pologne, quand celui-ci fut démembré lors du partage. On peut soutenir que la Pologne n'a pas le droit juridique à la cession de la Haute-Silésie ; mais il doit être déclaré solennellement qu'il n'est pas vrai qu'elle n'ait pas de droits qui puissent être soutenus d'après les principes du président Wilson. Dans les districts dont la cession est en cause, la majorité de la population est indiscutablement polonaise. Tous les ouvrages spéciaux allemands, tous les manuels scolaires, enseignent aux enfants allemands que les habitants sont polonais d'origine et de langue. Les Puissances alliées et associées auraient entièrement violé les principes que le gouvernement allemand lui-même fait profession d'accepter, si elles n'avaient pas tenu compte des droits des polonais sur cette région.

« Le gouvernement allemand, toutefois, conteste maintenant ces conclusions. Il refuse de reconnaître les aspirations polonaises des habitants. Il soutient que la séparation d'avec l'Allemagne ne s'accorde ni avec les vœux, ni avec les intérêts de la population. Dans ces conditions, les Puissances alliées et associées sont disposées à laisser résoudre la question par ceux qu'elle concerne particulièrement. Elles ont décidé, en conséquence, que ce territoire ne serait pas immédiatement cédé à la Pologne, mais que des mesures seraient prises pour y instituer un plébiscite » (2).

(2) J. Giraud. Le plébiscite international, p. 122.

M. R. Johannet rappelle dans l'ouvrage dont nous avons déjà parlé les conditions dans lesquelles eut lieu le plébiscite en Haute-Silésie :

« Le Conseil des Quatre avait été unanime à reconnaître le caractère polonais de la Haute-Silésie. D'après les statistiques (allemandes) de 1910, sur 2.300.000 habitants, cette province comptait :

2.100.000 catholiques ;

167.000 protestants ;

18.300 israélites.

Par ailleurs :

1.169.350 parlaient polonais ;

884.050 l'allemand.

(Parmi ces derniers, il fallait compter les fonctionnaires prussiens et les troupes de garnison).

83.840 les deux langues.

En 1911, une enquête scolaire constatait que sur 100 enfants d'âge scolaire 71 étaient polonais (1.548.500 contre 558.000). Par la faute du plébiscite, par la faute du nationalitarisme cette province polonaise allait pourtant rester, en majeure partie, à l'Allemagne ».

Nous n'avons pas ici à entrer dans la pénible et sanglante histoire de la Haute-Silésie, de 1918 à 1922. Bornons-nous à noter les faits principaux, ressortissant à notre sujet.

« Les élections, qui avaient eu lieu dans le Reich, en janvier 1919, avaient accusé, en Haute-Silésie, un nombre formidable d'abstentionnistes, 468.000, représentant les voix polonaises, qui, pour obéir à un mot d'ordre, s'étaient abstenues de cette consultation de pure politique allemande. En revanche, aux élections commu-

nales, administratives, de novembre 1919, 6.882 Polonais furent élus contre 4.373 allemands. Si, disait-on, les Polonais sont les élus de 468.000 abstentionnistes de janvier, les Allemands ne pouvaient l'être que de 298.000 électeurs. Donc, sur 760.000 électeurs, la majorité polonaise était de 170.000.

« Le ressaisissement du Reich dérouta ces calculs. Le caractère polonais de la Haute-Sibérie était si évident que le Projet de Traité, remis le 7 mai 1919 à M. de Brockdorff-Rantzau attribuait sans débat la Haute-Silésie à la Pologne. Le délégué du Reich fit montre d'une telle obstination, soutenant que « depuis 1163 la Haute-Silésie était restée en dehors de toute union avec la Pologne », que, sous l'influence de M. Lloyd George, et dans la persuasion qu'un prébiscite ne pourrait que traduire la réalité du polonisme silésien, le texte définitif du Traité de Versailles ménagea aux populations la possibilité d'exprimer leur choix.

« Ce premier point acquis, l'Allemagne se mit à l'œuvre. Une foule d'organiseurs travaillèrent le pays par la terreur et par la persuasion. A la Pologne ruinée, mal administrée, on opposait un Reich prospère, un vrai paradis social. En même temps, dès septembre, on introduisait un projet de loi pour réserver aux Silésiens, que la Prusse effrayait un peu, la faculté, une fois le rattachement consacré par eux avec le Reich, de constituer, à l'intérieur de la patrie allemande, une sorte de province spéciale. Parallèlement, on faisait appliquer à l'espèce silésienne le précédent slesvicois et le vote des émigrés, en dépit d'une résistance acharnée, mais vouée d'avance à l'échec, de la France et de la Pologne, fut

acquis en novembre 1920, lors des entrevues de Londres nécessitées par la guerre turco-grecque.

« A ces discussions d'ordre diplomatique, mais qui eurent les répercussions les plus violentes sur les rapports franco-anglais, s'ajoutèrent, sur place, des difficultés véritablement tragiques. Pendant des mois l'Allemagne expédia clandestinement, surtout de Breslau, des armes, des munitions de toutes sortes aux organisations pan-germaniques de Haute-Silésie. Le rôle de la Commission plébiscitaire, en exercice depuis le 11 février 1920, sous la présidence du général français Le Rond, fut des plus délicats, parfois des plus périlleux. En fin août les consulats français et polonais à Breslau furent saccagés. Aussi, le plébiscite qui devait avoir lieu en septembre 1920 fut renvoyé à une date indéterminée. La Pologne agissait du reste de son côté et la Diète de Varsovie votait en juillet une loi qui assurait également des faveurs aux Silésiens rédimés, notamment l'exemption, pendant huit ans, de tout service militaire. Sur quoi, en octobre, le Reich accentua encore le libéralisme de son projet.

« Le vote eut lieu en mars 1921 et fut désastreux pour la Pologne. Tandis que l'Allemagne récoltait 716.406 voix, la Pologne n'en conservait que 471.406. Par bonheur, sa majorité était nettement accusée dans la région minière du sud, la plus convoitée de l'Allemagne et qu'on dénomma, au cours des discussions relatives à la frontière, le triangle industriel. Néanmoins, la grosse masse du territoire émigrerait vers le Reich.

Là encore nous trouvons à apprendre les choses les plus significatives en matière de nationalitarisme plébiscitaire.

« La délimitation vraiment extravagante de la zone plébiscitaire avait été effectuée de telle sorte, qu'on y avait incorporé, vers l'ouest, des districts purement allemands, qui, au vote n'eurent d'autre rôle que de constituer un formidable appoint en faveur du Reich. Par exemple, le district de Glupczyce (Lesbschütz) donna 65.000 voix aux allemands contre 4.300 aux polonais.

« Par ailleurs le vote des émigrés joua dans un sens allemand, comme dans le Sleswig. De tous les points du Reich accoururent 190.000 émigrés. Ce sont eux qui, pour les 4/5 constituèrent la majorité allemande. Quant aux 300.000 émigrés polonais, en faveur de qui la clause avait été insérée, 19.000 d'entre eux seulement purent venir car la plus grande partie, les 9/10, habitant l'Amérique du sud, n'avaient pu arriver, la commission ayant fixé la date du scrutin en fin février et le voyage exigeant trois semaines au moins.

« Ajoutez les faux : le district de Kluczbock, par exemple ayant perdu, durant la période légalement envisagée (1870-1905) 13.300 émigrés, en retrouva aux urnes 14.924, soit une proportion de près de 112 %. La méthode avait si bien réussi en Prusse orientale que l'Allemagne l'avait exagérée ».

On sait quelle déception ce scrutin produisit à Varsovie et comment le 2 mai 1921 une vaste insurrection polonaise se produisit, à la nouvelle que la Pologne serait réduite à la portion congrue, c'est-à-dire seulement aux cercles de Pless et de Rybnik où l'élément polonais de la population était trop écrasant pour être négligé.

Il fallut renforcer le corps franco-anglo-italien d'oc-

cupation pour ramener le calme, pour réduire notamment la contre-offensive allemande (21 mai).

Tandis que ces événements se déroulaient sur le territoire plébiscité, les alliés s'efforçaient d'arrêter rapidement la décision qu'il leur incombait de prendre aux termes de l'article 88 du Traité de Versailles.

Le Conseil suprême, composé des ministres des affaires étrangères des Puissances alliées, se réunit le 20 juin 1921; mais, ni les membres de la commission d'experts, ni les représentants des Gouvernements au Conseil suprême, ne purent se mettre d'accord sur le tracé de la frontière. Une divergence de vues s'était manifestée notamment sur la manière dont il convenait de définir et de caractériser la partie industrielle et minière de la Haute-Silésie. La délégation britannique distinguait dans cette région un « triangle indivisible » comprenant l'agglomération industrielle, proprement dite, mais non les mines du sud, et habitée par une population dont la majorité s'était prononcée en faveur de l'Allemagne; la délégation française soutenait que le bassin minier et industriel formait un ensemble et que l'on ne pouvait traiter le triangle industriel comme une unité isolée.

Malgré un effort de conciliation entrepris par le comte Sforza, ministre des affaires étrangères d'Italie, aucun rapprochement n'avait été encore possible entre les thèses opposées.

La question de Haute-Silésie risquait de provoquer une rupture entre les alliés et des hostilités entre la Pologne et l'Allemagne.

Le 12 Août 1921, M. A. Briand, en sa qualité de Président du Conseil suprême, écrivait au vicomte Ishii, président en exercice du Conseil de la Société des Na-

tions, pour lui faire part de la décision que venait de prendre le Conseil suprême, de soumettre au Conseil de la S.D.N. « les difficultés que présente la fixation de la frontière entre l'Allemagne et la Pologne en Haute-Silésie et de lui demander de vouloir bien lui faire connaître la solution qu'il recommande sur le tracé de la ligne qu'il appartient aux principales puissances alliées et associées d'établir ». Le Conseil suprême appuyait sa requête au Conseil de la S.D.N. sur l'article 11 (§ 2) du Pacte de la S.D.N. aux termes duquel « tout membre de la S.D.N. a le droit, à titre amical, d'appeler l'attention du Conseil sur toutes circonstances de nature à affecter les relations internationales et qui menacent, par la suite, de troubler la paix et la bonne entente dont la paix dépend ».

M. Briand ajoutait dans sa lettre, qu'en raison de la situation en Haute-Silésie, le Conseil de la S.D.N. était prié de vouloir bien considérer cette affaire comme de la plus haute urgence.

Le 12 août, le vicomte Ishii annonçait à M. Briand qu'il venait de convoquer le Conseil de la S.D.N. pour le 29 août à Genève, en session extraordinaire et qu'il exprimait la ferme conviction qu'en raison du texte et de l'esprit du Pacte, ses collègues du Conseil se déclareraient prêts à assumer la tâche qui leur était confiée par le Conseil suprême. Le vicomte Ishii précisait en outre les conditions dans lesquelles le Conseil de la S. D. N. entreprendrait l'examen de cette affaire. « Le Conseil suprême, disait-il, fera tout ce qui est en son pouvoir, comme il en a affirmé l'intention, pour qu'aucun trouble ne se produise en Haute-Silésie et n'entrave les délibérations du Conseil de la S.D.N. ; l'affaire ayant

été renvoyée au Conseil « sans réserve ni restriction », le Conseil aura par suite toute liberté pour la traiter de la manière qu'il considèrera la plus efficace ; enfin, les gouvernements représentés au Conseil suprême s'abstiendront de tout acte qui pourrait restreindre cette liberté ou porter préjudice à un examen impartial de cette affaire par le Conseil de la S.D.N. En terminant, le vicomte Ishii exprimait l'espoir « que le Conseil de la S. D.N. pourrait présenter à bref délai, une recommandation prise à l'unanimité de ses membres ».

Le vicomte Ishii se chargea lui-même de présenter un rapport au Conseil sur cette question.

Dans son rapport, le vicomte Ishii rappela que chacun des gouvernements représentés au Conseil suprême s'était solennellement engagé à accepter la solution qui serait recommandée par le Conseil de la S.D.N. « Je pense que, dans ces conditions, déclare le vicomte Ishii, le Conseil a non seulement le droit mais le devoir d'assumer le rôle qui lui est proposé dans l'esprit du Pacte, et dans lequel il est assuré de toute la liberté et de toute l'autorité désirables ». Il indiqua ensuite les difficultés d'ordre politique et économique de la question. « Ce qu'ont voulu les auteurs du Traité de Versailles, fit remarquer le vicomte Ishii, c'est la détermination d'une frontière sans qu'aucun tracé soit à l'avance imposé ou exclu. « Toutefois, ajouta-t-il, le traité a posé des principes qui doivent présider à la décision ; il prescrit en effet que la ligne frontière sera tracée « en tenant compte du vœu exprimé par les habitants ainsi que de la situation géographique et économique des localités ». Or, les résultats du plébiscite n'ont pas été de nature à permettre de fixer une frontière conforme aux vœux de la

population, et la situation géographique et économique des localités ne fournit pas d'indication décisive sur le tracé de cette frontière. Le fait même qu'il fallait tenir compte en même temps de ses deux facteurs a donc ajouté à la difficulté du problème ».

A l'unanimité, les membres du Conseil décidèrent d'accepter l'invitation du Conseil suprême.

Dans une deuxième réunion qui se tint le 1^{er} Septembre, le Conseil, après avoir pris connaissance des documents transmis au vicomte Ishii par le Conseil suprême et notamment d'un exposé historique des travaux de la Conférence de la Paix relatifs à la Haute-Silésie, adopta un plan de travail pour l'étude de cette question.

Il fut décidé, afin de permettre au Conseil de se former, en pleine indépendance, une opinion sur la question qui lui était soumise, que l'examen préalable en serait confié aux représentants de la Belgique, du Brésil, de la Chine et de l'Espagne, Etats qui n'avaient pas pris part aux études précédentes ni aux délibérations auxquelles elles avaient donné lieu. Ce comité du Conseil reçut pour tâche d'étudier les éléments divers du problème, tant d'après les documents transmis par le Conseil suprême qu'à l'aide de toutes autres sources d'information, en s'entourant des conseils techniques qu'il jugerait nécessaires. Le Conseil recommanda, en outre, à ce comité de choisir ses conseillers en dehors des personnes qui avaient pris part aux études et discussions précédentes et, autant que possible, parmi celles qui avaient déjà collaboré aux travaux des organisations techniques de la Société. Il fut, en outre, stipulé que des habitants (allemands ou polonais) du territoire de la Haute-Silésie pourraient être entendus pour four-

nir des renseignements sur les conditions locales. Tous les services du Secrétariat furent mis à la disposition du Comité. Le Conseil se réservait le droit de se réunir à tout moment pour examiner les résultats des études en cours.

Le Comité des quatre se mit au travail immédiatement ; conformément à la résolution du Conseil, en date du 29 août, il examina les éléments divers du problème en s'entourant des conseils techniques nécessaires.

Dans l'examen du problème, le Comité des quatre devait, suivant les stipulations du Traité, prendre en considération à la fois les vœux des habitants exprimés par le plébiscite et la situation géographique et économique du pays.

La première difficulté venait du fait que les habitants qui avaient voté pour l'Allemagne et ceux qui avaient voté pour la Pologne se trouvaient étroitement mêlés, tant au point de vue géographique qu'au point de vue des intérêts économiques. Cette difficulté s'accroissait encore dans la partie la plus peuplée et la plus riche du territoire plébiscitaire.

Il n'était pas possible de concevoir une frontière qui ne laissât pas en territoire polonais un assez grand nombre de personnes ayant voté pour l'Allemagne et en territoire allemand un assez grand nombre de personnes ayant voté pour la Pologne. Tout ce que le Conseil pouvait faire, c'était d'essayer de réduire le plus possible les minorités en adaptant aussi exactement que possible le tracé de la frontière aux résultats du plébiscite.

Une ligne frontière tracée suivant ces conditions ne pouvait manquer de couper des régions étroitement liées entre elles au point de vue industriel. La création d'une

nouvelle frontière dans une région dont le développement s'était fait sous le même régime politique et économique pouvait avoir les conséquences les plus désastreuses de part et d'autre de la frontière ; il en aurait été certainement ainsi, si elle avait provoqué l'établissement immédiat d'une nouvelle barrière douanière, la dislocation des services communs tels que le service des eaux ou la distribution des forces motrices, la circulation d'une nouvelle monnaie et la mise en vigueur d'une nouvelle législation civile et industrielle.

Il était impossible d'écarter cette difficulté économique par quelques légères modifications apportées à une ligne tracée seulement suivant les indications du plébiscite. L'attribution de certains districts où les deux éléments nationaux se trouvaient, d'après les résultats du plébiscite, en nombre à peu près égal, eût-elle été faite pour des raisons purement économiques, et sans tenir compte du résultat du plébiscite, la frontière aurait néanmoins coupé des organisations et des intérêts économiques les plus intimement liés. Le Conseil était mis en face de ce fait qu'une ligne ne partageant pas la région industrielle entraînerait la suppression des espoirs et des désirs, non point de petites majorités dans des régions négligeables, mais de majorités décisives dans des régions très importantes. Or, non seulement le plébiscite avait permis à ces espoirs et à ces désirs de s'exprimer mais il les avait encouragés. Il fallait à tout prix trouver à ce problème une solution raisonnable.

Les travaux du Comité des quinze l'amènèrent à cette conclusion qu'on ne pouvait pas arriver à cette solution en se contentant de tracer une ligne de frontière soit uniquement d'après les résultats du plébiscite, soit

d'après des considérations d'ordre exclusivement économique, soit d'après un compromis entre ces deux méthodes.

Dans un cas comme dans l'autre, les résultats, en l'absence de toute autre stipulation, eussent été néfastes pour la région. Ce qui était nécessaire — telle fut la conclusion du Comité des quatre, après une étude approfondie — c'était : quelle que fût la nouvelle ligne frontière, de prévoir un ensemble de mesures propres à assurer l'adaptation graduelle de la vie économique à des conditions nouvelles.

En conséquence, les quatre demandèrent à des experts de leur indiquer les mesures générales dont l'application serait de nature à assurer la continuité de la vie économique en Haute-Silésie et réduirait au minimum les difficultés de la période d'adaptation. Les experts furent invités à considérer les besoins de la région aux points de vue économique, industriel, financier et administratif. Ils devaient étudier la distribution de l'eau, de l'énergie électrique, les échanges de combustibles, de matières premières et de main-d'œuvre, l'organisation financière des industries, les droits acquis en matière de concession, le régime douanier, le régime des chemins de fer, la législation sociale. Ils devaient avoir soin, dans leurs propositions, d'éviter le plus possible les complications administratives.

Ils n'avaient pas à s'occuper du tracé de la ligne-frontière qu'ils ne connurent d'ailleurs qu'après avoir terminé leurs travaux. Le problème leur était posé en termes généraux et leurs réponses devaient rester valables, quelle que fut la solution territoriale finalement adoptée.

Les experts désignés pour ces problèmes furent : M. Hodacz, secrétaire général de la fédération des industries tchéco-slovaques, membre du conseil d'administration du Bureau du Travail, et M. Herold, directeur des chemins de fer de Toggenburg, professeur à l'université de Zurich, membre de la commission des communications et du transit ; tous deux étaient des experts d'une autorité reconnue, faisant partie des organisations techniques de la S.D.N. Une documentation abondante fut mise à leur disposition. En outre, ils interrogèrent des techniciens allemands et polonais et des représentants des organisations ouvrières allemandes et polonaises.

La recherche de la ligne-frontière, tâche que les quatre s'étaient réservée et les travaux relatifs à la vie économique de la région ainsi qu'aux moyens d'en assurer la continuité, qui avaient été confiés aux experts, se poursuivirent parallèlement. Ne pouvant éviter de laisser de part et d'autre de la frontière des minorités assez importantes, le comité s'efforça d'égaliser autant que possible ces minorités, tout en attribuant à chacun des deux Etats intéressés une population totale correspondant au nombre des suffrages exprimés en sa faveur.

Le mercredi 12 octobre, le rapport du Comité des quatre était examiné et adopté à l'unanimité par le Conseil réuni en séance plénière. Le jour même le texte de la recommandation au Conseil avec les documents annexes étaient transmis au Conseil suprême.

Le texte et les documents transmis comprenaient :

1°) la recommandation proprement dite, avec la description de la ligne-frontière entre l'Allemagne et la Haute-Silésie.

2°) Les mesures transitoires concernant la vie économique.

3°) Les clauses relatives aux droits de nationalité et de domicile et à la protection des minorités en Haute-Silésie.

La recommandation contient un exposé des principes généraux qui ont guidé le conseil dans la recherche de la solution :

« Le Conseil s'est efforcé d'interpréter fidèlement et dans un esprit d'équité les dispositions du traité de Versailles, relatives à la Haute-Silésie. Le Conseil s'étant assigné pour devoir de rechercher avant tout une solution conforme au vœu des populations, tel qu'il s'est exprimé par le plébiscite, en tenant compte de la situation géographique et économique des localités, a été amené à conclure à la nécessité de diviser la région industrielle de la Haute-Silésie. En raison de la distribution géographique des populations et du mélange des éléments ethniques, toute division de cette région devait avoir pour conséquence l'obligation de laisser des deux côtés de la ligne des minorités assez considérables et de disjoindre des intérêts importants.

« Dans ces conditions, le Conseil a pensé qu'il conviendrait de prendre des mesures qui garantiraient, pendant une période transitoire de réadaptation, la continuité de la vie économique dans cette région, à laquelle la densité de la population, le nombre des établissements, le réseau serré des voies de communication, donnent le caractère d'une vaste agglomération. Il a pensé qu'il conviendrait également d'aviser à la protection des minorités ».

Les mesures que le Conseil estimait nécessaires pour

assurer la continuité de la vie économique et sociale en Haute-Silésie et réduire au minimum les inconvénients de la période de réadaptation, tendaient principalement à « conserver pour un certain temps aux industries du territoire séparé de l'Allemagne leurs anciens marchés et à leur assurer les fournitures indispensables en matières premières et en produits fabriqués ; éviter les troubles économiques que provoquerait la substitution immédiate du mark polonais au mark allemand, comme seule monnaie légale dans le territoire attribué à la Pologne ; éviter que le fonctionnement des chemins de fer qui desservent la Haute-Silésie ne soit affecté par le déplacement de la frontière politique ; régler la fourniture d'eau, et d'électricité ; maintenir la liberté de circulation des personnes à travers la nouvelle frontière ; garantir le respect de la propriété privée ; garantir aux ouvriers, autant que possible, qu'ils ne perdent pas, dans la fraction attribuée à la Pologne, les avantages que leur assuraient la législation allemande et leur organisation syndicale ; enfin, assurer la protection des minorités, selon le principe d'une réciprocité équitable ». Le régime provisoire devait avoir une durée de quinze ans.

Le Conseil proposait que la solution de ce problème fut assurée par des arrangements conclus sous la forme d'une Convention internationale entre l'Allemagne et la Pologne.

En vue de faciliter la préparation et de veiller à l'exécution de ces mesures transitoires, le Conseil estimait qu'il était nécessaire d'instituer une commission composée en nombre égal d'Allemands et de Polonais de Haute-Silésie, et d'un président d'une autre nationalité qui pourrait être désigné par le Conseil de la S.D.N.

Cette Commission pourrait être dénommée « Commission mixte de Haute-Silésie ». Elle serait essentiellement un organe de surveillance. D'autre part, le Conseil estimait également utile d'instituer un tribunal arbitral chargé de statuer sur tous les différends d'ordre privé que pourrait soulever l'application des mesures transitoires.

La recommandation du Conseil se terminait de la façon suivante : « Dans son ensemble, après que les précisions nécessaires y auront été apportées, le Conseil a la conviction que ce projet sauvegardera les intérêts de la population, les sacrifices qu'il exige de chacun des gouvernements étant compensés par les garanties qu'il apporte en faveur de ses ressortissants passant sous une autre souveraineté ».

Le 20 octobre la Conférence des ambassadeurs, chargée par les Puissances représentées au Conseil suprême de recevoir, en leur nom, la recommandation du Conseil de la S.D.N., décida de l'adopter avec les conclusions des rapports annexes relatifs aux questions économiques et au traitement des minorités.

La Conférence des ambassadeurs demanda en outre au Conseil de la Société des Nations de bien vouloir désigner la personne chargée de présider les négociations germano-polonaises en vue d'élaborer le régime conventionnel prévu par la recommandation du Conseil ainsi que le président de la Commission mixte et celui du tribunal arbitral.

Le Conseil de la S.D.N. désigne M. Calonder, ancien président de la Confédération suisse, pour diriger les négociations polono-allemandes. Ces négociations s'ouvrirent le 23 novembre à Genève. L'Allemagne y

était représentée par M. Shiffer, ancien ministre d'Empire ; le D^r Lewald, ancien secrétaire d'Etat ; le comte von Schulenberg, ministre des affaires étrangères. La Pologne y était représentée par : M. Olszowski, ministre plénipotentiaire ; M. Perlowski, conseiller de légation ; M. Kramsztyk, secrétaire du ministre des affaires étrangères.

Aussitôt réunie, la Conférence constitua douze sous-commissions pour préparer les diverses parties de la Convention. Dix de ces sous-commissions siégèrent en Haute-Silésie. Le 14 février 1922 la Conférence se réunit de nouveau à Genève pour examiner les résultats des travaux accomplis par les sous-commissions et adopter le texte définitif de la Convention. L'étendue des questions à traiter, les difficultés soit techniques, soit politiques que présentaient la plupart d'entre elles, rendirent particulièrement ardue la tâche de la Conférence. Néanmoins, grâce à l'esprit de conciliation qui animait les débats, l'accord se fit assez rapidement sur presque tous les points.

Trois questions surtout retardèrent la conclusion de la Convention : l'une était la question de la liquidation des biens et intérêts allemands dans le territoire de la Haute-Silésie attribué à la Pologne ; l'autre, était l'application à la Haute-Silésie polonaise des stipulations de l'article 256 du Traité de Versailles (transfert à la Pologne des biens et propriétés appartenant à l'Etat prussien ou à l'Etat allemand) ; enfin, certaines questions relatives à la protection des minorités.

Néanmoins, le président n'eut pas à user une seule fois de son pouvoir arbitral. Le 15 mai 1922, la rédaction de la convention étant achevée, les plénipotentiaires alle-

mands et polonais en signaient le texte ; le lendemain, en séance publique, le conseil de la S.D.N. recevait des mains de M. Calonder le texte de la Convention (3).

Cette Convention avait eu à élaborer une réglementation détaillée pour une série de questions des plus complexes.

Celles de ces dispositions que nous aurons à étudier sont les chapitres relatifs au statut personnel des habitants et plus spécialement aux mesures tendant à la protection de la minorité allemande.

On peut se rendre compte, à la lumière de l'exposé que nous avons rapporté des événements postérieurs au traité de Versailles que, sur ce dernier point, la Convention avait dû tenir compte de l'état de tension que la lutte qui s'était engagée au cours du plébiscite avait fait naître entre les Allemands et les Polonais dans cette région.

L'application du principe des nationalités avait fait naître, elle-même, les conditions fâcheuses auxquelles l'institution de la protection des minorités a pour but de remédier.

(3) Société des Nations, p. 46.

DEUXIÈME PARTIE

Analyse juridique du Statut applicable à la minorité allemande en Haute-Silésie polonaise

CHAPITRE I

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le Statut juridique applicable à la minorité allemande en Haute-Silésie polonaise a sa source dans trois catégories d'actes à portée réglementaire :

A) Le Traité, dit petit Traité de Versailles, du 28 juin 1919, signé entre les Principales puissances alliées et associées, d'une part, et la Pologne, d'autre part.

Ce Traité contient deux sortes de stipulations :

- 1) les principes des droits des minorités,
- 2) les mesures destinées à en garantir l'application.

1. Les principes des droits des minorités dans la détermination des droits que l'Etat doit reconnaître et respecter au profit des personnes intéressées.

Certains de ces droits sont attribués à tous les habitants du territoire considéré, qu'ils soient ou non des nationaux de l'Etat.

D'autres ne concernent que les nationaux,

D'autres, enfin, visent particulièrement ceux des nationaux qui appartiennent à la minorité protégée.

Tous ces droits sont garantis de la même manière (1) :

- 1°) par une garantie constitutionnelle ; la Pologne doit

(1) Nous verrons que la Pologne a soutenu que seuls certains d'entre eux bénéficiaient des garanties internationales instituées.

considérer comme lois fondamentales les stipulations du Traité.

2°) par une garantie internationale. Cette garantie résulte d'abord de ce que les obligations assumées par la Pologne sont consignées dans un Traité et qu'elle est liée aussi vis-à-vis des autres Etats signataires qui peuvent exiger l'accomplissement des clauses du Traité.

Spécialement, le Traité décide que le Conseil de la S. D. N. est chargé de contrôler son exécution. De plus, le Traité ne peut être modifié sans l'assentiment de la majorité du Conseil.

Ainsi le petit Traité de Versailles n'est pas une convention internationale ordinaire. Il ne dépend pas de la volonté des seuls Etats signataires. Il est considéré comme un système institué dans l'intérêt international commun, et les signataires se sont dessaisis de leur droit d'amendement au Traité au profit du Conseil de la S. D. N., autorité qui représente l'ensemble des membres de la S. D. N., qui agit au nom de la S. D. N.

B) La Convention germano-polonaise signée à Genève le 15 mars 1922, complétée par un Protocole final du 15 mai 1922 (Genève), une Déclaration du 3 juin 1922 (Hoppeln) et un Procès-verbal du 13 Décembre 1922 (Dresde).

Cette Convention est elle-même l'exécution de la Décision de la Conférence des ambassadeurs, prise sur la recommandation du Conseil de la Société des Nations, Décision dont nous avons parlé plus haut. La Convention ayant été approuvée par le Conseil comme la décision le prévoyait, et le Protocole du 15 Mai 1922 stipulant que la Pologne et l'Allemagne peuvent modifier

seules les dispositions du régime transitoire, la Convention en question est un traité ordinaire, du moins en ce qui concerne le régime transitoire, ce qui signifie que les obligations qu'elle édicte dépendent uniquement de la volonté commune des deux contractants.

C) Le droit interne polonais, c'est-à-dire les lois constitutionnelles, les lois ordinaires et les règlements administratifs.

Toutefois, la Convention germano-polonaise stipule que dans un certain nombre de matières les lois allemandes resteront en vigueur dans le territoire plébiscité (partie polonaise) pendant la période transitoire.

La Déclaration du 3 juin 1922 stipule que les lois allemandes postérieures à l'entrée en vigueur du traité de Versailles ne seront applicables que si elles ont reçu l'assentiment de la Commission interalliée.

Nous reviendrons ultérieurement sur le régime législatif qui en résulte en ce qui concerne la population en Haute-Silésie, et la minorité allemande qui s'y trouve englobée.

Quel est le système général que l'ensemble de ces textes consacre en Haute-Silésie polonaise, en matière de protection des minorités ?

Le petit traité de Versailles ne statue pas spécialement pour la Haute-Silésie.

Il envisage les minorités nationales en Pologne, qu'elles soient allemandes ou autres, et ceci par rapport à l'ensemble de la population de l'Etat.

Comme le dit M. Mandelstamm :

« Le régime juridique appliqué aux minorités considérées sous cet aspect réunit en un seul faisceau tous leurs

membres répartis sur le territoire de tel ou tel Etat. C'est le régime de l'autonomie personnelle. Cette autonomie doit être nettement distinguée de l'autonomie territoriale, octroyée à un groupement qui, tout en formant une minorité par rapport à la population d'un Etat prise dans son ensemble constitue la majorité de la population sur une partie définie du territoire de cet Etat. A cette distinction fondamentale se joint, en droit positif, presque toujours une autre : l'autonomie personnelle accordée à une minorité ne s'étend, d'ordinaire, qu'aux domaines religieux, culturel et social, tandis que l'autonomie territoriale a presque toujours un caractère politique, se rapportant à toutes les manifestations de la vie politique d'une partie du territoire » (2).

La Convention germano-polonaise ne statue que pour la minorité allemande en Haute-Silésie polonaise, en ce qui concerne celles de ses dispositions propres aux minorités nationales. Par ailleurs, cette convention, dans son ensemble, ne s'applique que dans le territoire plébiscité. Mais, bien qu'ainsi, le territoire soit soumis à une réglementation qui lui est particulière, il ne résulte pas qu'il bénéficie d'une autonomie territoriale. Au point de vue politique; en effet, la minorité allemande ne jouit d'aucune des dispositions qui constituent l'autonomie territoriale.

La minorité allemande ne bénéficie même pas d'une autonomie territoriale réduite à l'autonomie administrative en matière d'intérêts locaux.

(2) Annuaire de l'I.D.I.N., juillet-août 1925. Rapport de M. Mandelstam, p. 247. M. Mandelstam indique en note, sur les conceptions de l'autonomie personnelle et territoriale, les ouvrages bien connus de Karl Renner et Otto Bauer. Voir à ce sujet Fouques-Dupare, op. cit. passim.

On sait qu'en Autriche les travaux de Renner ont fait ressortir la complexité des problèmes posés par la question minoritaire dans un Etat. Aux solutions simplistes de l'autonomie personnelle et de l'autonomie territoriale, on oppose des solutions plus nuancées qui combinent des éléments pris à l'un et à l'autre système.

Dans certains cas, comme celui de la Haute-Silésie Polonaise, l'autorité territoriale, c'est-à-dire soit le fédéralisme, si l'autonomie est poussée jusqu'à la concession d'un certain pouvoir législatif et gouvernemental, soit le régionalisme, si l'autonomie est limitée aux sphères administratives, cette autonomie, disons-nous, serait une solution inadéquate, parce que la population étant mélangée, conférer l'autonomie aboutirait à faire naître de nouveau un problème minoritaire vis-à-vis de la majorité même du territoire autonome.

L'autonomie personnelle peut, d'autre part, être insuffisante, parce que si la minorité est très différente de la majorité, et si elle possède une culture propre et distincte très vivace, elle ne pourra user des libertés conférées avec plénitude. Il est, en effet, très difficile de concilier le caractère territorial de l'administration moderne avec le caractère personnel des droits reconnus aux minorités. Les Allemands de Pologne ne pourront trouver dans les services publics polonais à base territoriale et communs à tous les habitants d'une commune, d'un district, d'une province, l'aide, le secours que tout citoyen attend de l'administration de son pays, au même titre que les Polonais. Dans la commune, par exemple, ils ne pourront collaborer à la gestion municipale, si la municipalité est en majorité polonaise, et par suite les mille services qu'un habitant attend de sa commune

ne seront rendus aux Allemands que dans une forme et suivant une méthode polonaise qui pourra peut-être choquer leur culture propre. On peut faire le même raisonnement pour les services de l'enseignement, des cultes, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociale.

Une solution qui avait été préconisée en Autriche, avant la guerre, consistait dans la création, dans chaque localité de trois administrations municipales distinctes : une pour chacune des deux nationalités distinctes et une administration que les communes exercent généralement au nom de l'Etat et dans l'intérêt général (par exemple l'état civil, la police judiciaire, le recensement, etc...).

En Haute-Silésie polonaise, cette solution est elle-même souvent inapplicable, car la répartition des allemands sur le territoire est telle qu'il faudrait souvent créer pour les Allemands des administrations destinées à desservir un trop petit nombre d'intéressés.

Nous verrons plus loin que la Convention germano-polonaise consacre en définitive, en principe et sauf quelques exceptions (notamment en matière d'enseignement) le système de l'autonomie personnelle pure et simple...

CHAPITRE II

ORGANISATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DU TERRITOIRE POLONAIS DE HAUTE-SILÉSIE

Il n'y a pas d'autonomie territoriale, donc la Haute-Silésie ne forme qu'une circonscription territoriale de la République de Pologne qui est un Etat unitaire.

Dans les Etats dont l'existence est récente, le fédéralisme est souvent, au début, une solution meilleure que la centralisation. Avec le temps, les divergences s'atténuent, et l'Etat fédéral se transforme peu à peu en Etat unitaire. Cela a été le cas de l'Allemagne. Les anciens Etats, du temps de l'Empire, sont devenus des Pays dans la République du Reich.

La Pologne n'a pas pu cependant recourir au fédéralisme; cela provient surtout, peut-être, de ce qu'on ne lui avait pas donné un territoire assez étendu, et de ce qu'on a refusé de lui agréger des populations quelque peu allogènes. Réduite aux seules régions strictement polonaises, elle a un aspect à première vue très homogène; mais il subsiste les nombreuses minorités laissées par ses anciens oppresseurs.

Le fait que ces minorités sont rarement groupées, mais généralement disséminées, le fait que ce sont des minorités dont on ne peut espérer un loyalisme de bon aloi, conduisait forcément à écarter toute solution fédéraliste.

A défaut de fédéralisme, un Etat dont la formation

est encore en évolution, a besoin d'une centralisation politique et administrative particulièrement énergique. C'est le cas de la Pologne, depuis surtout la révision constitutionnelle du 2 août 1926 qui renforce le pouvoir exécutif tel qu'il avait été organisé dans la constitution du 17 mars 1920.

Cette centralisation est essentiellement politique et gouvernementale, car la revision de 1926 a donné au Président de la République le pouvoir de passer outre à la résistance des Chambres; d'autre part, le pouvoir judiciaire n'a pas le contrôle de la constitutionnalité des lois; enfin, les litiges entre l'Etat et les particuliers échappent à la connaissance des tribunaux ordinaires, pour être soumis à une haute cour administrative.

Les minorités auront à supporter les effets de cette centralisation en ce sens qu'elles trouveront dans la législation interne polonaise des garanties plutôt restreintes de leurs droits particuliers. Il est vrai qu'elles bénéficient en revanche de certaines garanties internationales.

Au point de vue régional, la Haute-Silésie appartient à la Woiévodie de Silésie, et son organisation administrative est soumise au régime administratif de droit commun.

La Convention germano-polonaise contient toutefois, dans sa première partie, (Dispositions Générales, Titre Premier, Droits en vigueur), des stipulations dont l'effet est de soustraire dans une large mesure et pendant une période de 15 ans, la Haute-Silésie à l'application du pouvoir législatif polonais.

On sait qu'en matière d'annexion de territoire la pratique des Etats veut qu'en principe, la province annexée

prenne les institutions politiques et l'organisation administrative et judiciaire de l'Etat annexant. Les lois de ce dernier lui deviennent applicables. Toutefois, on admet que les lois ne s'étendent pas de plein droit au territoire annexé. On considère que les lois constitutionnelles s'appliquent immédiatement ; quant aux autres, elles doivent, au contraire, être spécialement promulguées.

La Convention germano-polonaise subordonne à certaines conditions le pouvoir pour la Pologne d'étendre sa législation à la Haute-Silésie :

1. « La Pologne pourra cependant, pendant la période sus-mentionnée de 15 ans, remplacer les dispositions juridiques de fond en vigueur par d'autres dispositions applicables dans l'ensemble de son territoire. En matière de législation sur la répartition du sol et de législation du travail, les nouvelles dispositions devront être, par leur contenu, propres à être substituées aux dispositions en vigueur.

2. La Pologne aura de plus le droit :

1°) D'adapter, sans préjudice des stipulations de l'alinéa 1, phrase 2, du présent paragraphe, les dispositions existantes à la situation économique et au développement ultérieur de la Haute-Silésie polonaise, tout en respectant les principes fondamentaux sur lesquels ces dispositions sont fondées.

2°) De remplacer sans préjudice de l'alinéa 1, phrase 2, du présent paragraphe, les dispositions concernant l'organisation, la compétence et la procédure administrative et judiciaire, ainsi que les dispositions du droit provincial actuel de la Silésie, par d'autres dispositions.

3°) D'introduire dans la Haute-Silésie polonaise les modifications que l'Allemagne jugera bon d'adopter dans la partie allemande du territoire plébiscité ».

Au § 1, l'alinéa 2 prescrit que la Pologne doit maintenir les lois allemandes en matière minière, industrielle ou commerciale, ou en matière de législation du travail, y compris le système d'inspection.

Elle ne peut qu'adopter ces lois allemandes; si elle remplace d'autres lois allemandes dans d'autres matières, il faut que les lois nouvelles soient conciliables avec le maintien des lois précitées.

L'article 2, § 1, prévoit la sanction de cette obligation :

1. « En cas de contestation sur le point de savoir si les dispositions visées au paragraphe 2, al. 1, phrase 2 de l'article 1, sont ou ne sont pas propres à être substituées à des dispositions en vigueur, l'agent d'Etat allemand peut, pendant les deux mois à dater de leur publication, demander que la Commission mixte décide si la contestation est susceptible d'être soumise à la décision de la Cour permanente de justice internationale. Le gouvernement allemand pourra saisir la Cour permanente de l'affaire dans un délai de deux mois à dater de la décision de la commission mixte, si cette décision est affirmative ».

L'article 3 contient enfin un cas de recours au Conseil de la S.D.N. qui est digne d'être noté, car il institue le Conseil comme arbitre dans l'espèce envisagée.

Article 3. — « Tout différend qui se produirait pendant une période de 15 ans entre les deux Parties contractantes au sujet d'une mesure législative de l'une d'elles relative au régime des sociétés ou entreprises industrielles ou commerciales, et limitant, d'une manière contraire à l'équité, la liberté de ces sociétés ou entreprises, en ce qui concerne la nationalité de leur personnel, de

leurs administrateurs ou de leurs capitaux, pourra être porté par le gouvernement intéressé devant le Conseil de la S.D.N., dont les deux parties contractantes s'engagent dès à présent à accepter la décision éventuelle ».

En raison de ces restrictions à l'étendue de son pouvoir législatif en Haute-Silésie, la Pologne n'a pu, sans difficulté, appliquer à cette province sa législation de droit commun en matière administrative, qui est d'ailleurs récente, parce que cet Etat n'a pu arriver qu'assez tard à élaborer et adapter un statut uniforme à ses territoires autrefois englobés dans trois systèmes administratifs très différents.

Cette législation est essentiellement constituée par l'ordonnance du Président de la République ayant force de loi du 19 janvier 1928, relative à l'organisation et à la compétence des pouvoirs de l'administration générale (Journal des lois n° 11, texte 86). Le pays est divisé en districts et Voievodies (17 voievodies). A la tête de ces divisions sont des fonctionnaires d'Etat avec lesquels collaborent des comités de citoyens élus par les diètes de districts et les diètes de voievodies.

De même s'appliquent à la Haute-Silésie la loi du 3 août 1922, modifiée le 25 Mars 1926 qui institue la Haute-Cour administrative, celle du 25 novembre 1925 créant le Tribunal de compétence (tribunal des conflits).

L'organisation judiciaire a de même été unifiée dans toute la Pologne par une ordonnance du Président de la République du 6 février 1928.

L'enseignement public est réglé par le décret du 7 février 1919 qui a imposé aux communes l'obligation de créer une école primaire dans toute localité où le nombre d'enfants entre 7 et 14 ans s'élève au cours de 3 années

consécutives à 40 au moins. L'instruction primaire est obligatoire de 7 à 14 ans.

Le culte catholique est régi par un concordat ratifié par la loi du 28 avril 1925 mais les cultes dissidents sont, dans la Silésie, la Posnanie et la Poméranie, régis par les lois prussiennes et autrichiennes antérieures.

En ce qui concerne le droit privé, un code civil est actuellement en préparation, qui unifiera la législation en vigueur en Pologne. Mais dès maintenant, des lois ont réglé pour l'ensemble du territoire certaines questions plus urgentes ; dans la mesure où ces lois touchent aux matières réservées par la Convention de Genève dans son Titre I, Chap. 2, ci-dessus cité, le pouvoir législatif en a écarté l'application dans la voïévodie de Silésie. Tel est par exemple le cas de la loi du 19 septembre 1922 sur le régime des eaux.

CHAPITRE III

NATIONALITÉ

Dans la pure logique du principe des nationalités, il n'aurait fallu, en Haute-Silésie, comme, en principe, dans toutes les autres cessions, ne dénationaliser que les individus qui appartiennent par leur race, leur langue ou leur civilisation, ou par tout autre indice suffisamment probant, à la nationalité de l'Etat auquel on les rattache. Le problème minoritaire se serait par là trouvé supprimé. On ne pouvait pas cependant refuser la nationalité polonaise aux Allemands de Haute-Silésie, tant dans leur propre intérêt que dans l'intérêt de l'Etat polonais. Toutefois, le Traité de Versailles et la Convention germano-polonaise se sont plutôt attachés à réduire le nombre des Allemands de Haute-Silésie qui acquéraient la nationalité de l'Etat annexant.

Pourtant, dans les traités de paix de 1919-1920, toutes les fois qu'il s'est agi d'un Etat nouveau, le cercle des personnes admises à changer de nationalité a été singulièrement élargi (1). En Tchécoslovaquie, en Pologne, le principe général est que tout Allemand domicilié sur un territoire faisant partie du nouvel Etat acquiert la nationalité de cet Etat. Toutefois, en Pologne, on a tenu compte de la politique de germanisation particulièrement intense qui s'est développée à partir de 1908 en Posnanie et en Poméranie.

(1) Maxson Engeström, op. cit. p. 610.

C'est pourquoi ce sont seulement les Allemands établis sur le territoire polonais avant le 1^{er} janvier 1908 qui peuvent devenir polonais.

D'autre part, la naissance joue un rôle combiné avec le domicile. Les Allemands nés sur le territoire plébiscité de parents qui s'y trouvaient domiciliés, deviennent polonais s'ils sont domiciliés en Haute-Silésie polonaise au moment de l'annexion.

Telles sont les conditions dans lesquelles les Allemands de Haute-Silésie rentrent dans la minorité protégée.

Certains Allemands peuvent obtenir la nationalité polonaise, bien que domiciliés après le 1^{er} janvier 1908 ; c'est le cas prévu par l'article 25, § 1, alinéa 2, de la Convention de 1922. Le gouvernement polonais est libre d'accorder ou non satisfaction à la demande de ces Allemands ; il s'agit, en réalité, d'une véritable naturalisation. La Pologne a d'ailleurs restreint les cas de naturalisation possible en exigeant un domicile d'au moins 10 ans sur le territoire de l'Etat polonais.

Des Allemands, dénationalisés de plein droit peuvent opter pour l'Allemagne. Cette renonciation à la nationalité polonaise doit avoir lieu dans un délai de deux ans à dater du transfert de la souveraineté.

Les Allemands ont la faculté de conserver leur domicile pendant 15 ans sur le territoire plébiscité. Il y a ainsi une deuxième catégorie de minorité en Haute-Silésie polonaise : celle des Allemands non dénationalisés qui bénéficient de la faculté de garder leur domicile en Haute-Silésie polonaise pendant la période transitoire.

Voici comment l'article 43 de la convention règle leur statut :

« 1. En ce qui concerne l'exercice de bonne foi de la profession ou activité lucrative à laquelle se livraient, lors du transfert de la souveraineté, les personnes possédant le droit de conserver leur domicile elles ne seront soumises, sans préjudice des dispositions spéciales de la présente Convention, qu'aux restrictions légales applicables aux étrangers conformément à la législation en vigueur dans le territoire plébiscité à la date du transfert de la souveraineté. Pour le reste, ces personnes seront uniquement soumises aux lois auxquelles sont soumis les ressortissants du pays. Si la profession ou activité lucrative dépend localement d'une entreprise quelconque, le fait d'une extension de bonne foi de cette entreprise n'empêche pas l'application de la présente disposition.

« 2. Il en est de même dans le cas d'une entreprise nouvellement créée, à condition qu'elle en remplace une ancienne de la même espèce et qu'on puisse admettre que le remplacement est conforme aux principes reconnus de loyauté et de confiance réciproques ».

CHAPITRE IV

PROTECTION DES MINORITÉS

La Convention germano-polonaise reproduit dans ses articles 64 à 72 inclus les obligations mises à la charge de la Pologne par le petit Traité de Versailles. Ces obligations, l'Allemagne les assume à son tour, pour la partie allemande du territoire plébiscité, mais seulement pendant une période transitoire de quinze ans.

La Convention développe avec un grand luxe de détails les principes posés dans le Petit Traité de Versailles (art. 73 à 150).

Nous examinerons la réglementation qu'elle consacre suivant l'ordre même des articles qui sont répartis en 5 chapitres.

- I. Dispositions générales ;
- II. Droits civils et politiques ;
- III. Religion ;
- IV. Enseignement ;
- V. Langues.

Pour ce qui est de toutes ces dispositions, la Pologne n'est, comme l'Allemagne, engagée que pour 15 ans.

Afin que le lecteur soit mieux à même d'apprécier la valeur de la réglementation contenue dans la Convention germano-polonaise, nous rappellerons, dans chacune des matières sus-énoncées, les termes du rapport que M. Mandelstann a présenté en 1925 à l'Institut de Droit

International en vue d'un projet de Déclaration sur la protection internationale des minorités.

§ 1. — *Dispositions générales*

L'article 73 de la Convention fait, sous ce titre, une application pure et simple du principe qu'une loi postérieure ni aucune disposition réglementaire d'ordre interne ne peut aller à l'encontre d'un traité.

Article 73. — 1. La Pologne et l'Allemagne s'engagent à ce que les stipulations contenues dans les articles 66, 67 et 68 soient reconnues comme lois fondamentales, à ce qu'aucune loi, aucun règlement, ni aucune action officielle, ne soient en contradiction ou en opposition avec ces stipulations, et à ce qu'aucune loi, aucun règlement, et aucune action officielle ne prévalent contre elles.

2. Les tribunaux et cours de justice, y compris les tribunaux administratifs, militaires et les tribunaux extraordinaires, sont compétents pour examiner si les dispositions législatives et administratives ne sont pas contraires aux stipulations de la présente partie ».

L'article 74 se prononce sur une question beaucoup plus délicate: celle de la définition de la minorité.

Voici ce qu'écrit M. Mandelstam à ce sujet:

« Les traités qui ont créé un statut des minorités ne contiennent pas la moindre disposition sur une question pourtant essentielle. En imposant à certains Etats des devoirs déterminés envers les personnes appartenant à des minorités, les principes puissances alliées ou associées n'ont indiqué nommément ces minorités que dans les cas où il s'agissait des autonomies locales (territoire des Ruthènes en Tchécoslovaquie, Saxons de Transylva-

nie, Valaques du Pinde, Andrinople, Smyrne, Kurdistan, Assyro-Chaldéens). Par contre, les prescriptions générales des Traités visent les « ressortissants appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue ».

« Le vague de ces termes saute aux yeux. Ces nationalités en langues ou religions, n'étant pas spécifiées, toute une série de questions surgit immédiatement. Quels sont les éléments constitutifs de la minorité « ethnique » au point de vue des Traités ? A quels signes reconnaîtra-t-on la séparation d'une nationalité de la race congénère dont elle faisait partie jusqu'à un certain moment ? Comment distinguer entre religions et sectes, entre langues et dialectes ? Et d'un autre point de vue, quel doit être le nombre des membres d'une nationalité, celui des adeptes d'une langue ou d'une religion, pour que le régime minoritaire puisse leur être appliqué ? Un article des Traités parle bien de la « proportion considérable de ressortissants appartenant à des minorités » art. 9 du Traité polonais). Encore est-il que cette indication manque également de la précision voulue ».

« Les traités de 1919-1920 n'ont résolu aucun de ces problèmes préalables qui sont à la base de l'application de tout régime de minorité. Et cependant il faut constater que la solution de ces questions ne saurait être laissée ni à l'arbitraire de l'Etat ni à celui des minorités elles-mêmes. En effet, si le droit conventionnel astreint un Etat à certains devoirs envers les minorités, le droit ne saurait laisser à cet Etat pleine et entière liberté de fixer les conditions conférant aux différents groupements le caractère de minorités. Il serait autrement trop facile pour cet Etat d'éluder dans certains cas l'applica-

tion du régime des minorités, en niant l'existence même d'une minorité qualifiée pour en bénéficier. Pour atteindre ce but, l'Etat pourrait invoquer, par exemple, l'exiguité du nombre des minoritaires demandant l'application du régime, l'absence d'une différence réelle entre les membres de la majorité, ou bien l'absence d'une volonté dûment constatée. De l'autre côté, il serait également impossible d'accorder à chaque groupement au sein de l'Etat le droit de s'attribuer, de par sa seule volonté, le caractère d'une minorité. Car on doit également compter avec la possibilité d'abus de la part d'éléments irresponsables, réclamant le régime minoritaire sous la seule poussée d'agitateurs ou fauteurs de troubles, dont le véritable but n'est que l'affaiblissement de l'Etat. Par conséquent, la reconnaissance d'une minorité ethnique de langue ou de religion, doit être faite par une instance placée au-dessus des Etats et des minorités » (1).

L'article 74 de la Convention adopte une solution particulièrement libérale :

Article 74. — « La question de savoir si une personne appartient ou non à une minorité de race, de langue ou de religion, ne peut faire l'objet d'une vérification ni d'aucune contestation par les autorités ».

On s'en remet en somme à l'affirmation des particuliers ou des groupements minoritaires eux-mêmes.

§ 2. — *Droits civils et politiques*

Le Traité des minorités signé à Versailles stipule pour

(1) Mandelstam, op. cit. p. 259.

tous les *habitants* pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté.

Les articles 75 à 82 de la Convention qui développent cette disposition ne sont applicables qu'*aux ressortissants* (Allemands dans la partie allemande, Polonais dans la partie polonaise).

La convention contient à cet égard une réglementation extrêmement détaillée.

Elle se place surtout au point de vue de l'égalité.

M. Mandelstam résume de la manière suivante les principes de la protection des minorités, en ce qui concerne l'égalité :

« Quant à l'égalité entre la majorité et les minorités ressortissant au même Etat, elle doit se manifester sous deux aspects. Cette égalité comporte d'abord la jouissance, dans les conditions absolument identiques, des droits civils et politiques ; elle se traduit, d'autre part, par le droit des minorités d'user, dans le domaine de la religion et de la langue, des droits analogues à ceux de la majorité, en d'autres termes, par le droit de professer leur religion et d'user de leur langue dans les mêmes conditions que la majorité. En utilisant l'expression heureuse d'un auteur français (2) on peut appeler cette seconde manifestation de l'égalité le droit au maintien « du caractère distinctif ».

« Les traités de minorités ont reconnu implicitement ce double caractère de l'égalité entre ressortissants majoritaires et minoritaires.

« En ce qui concerne l'égalité dans la jouissance des

(2) Fouques-Dupare. La protection des minorités, p. 29.

droits civils et politiques, presque tous les traités ont inscrit les stipulations suivantes :

« Tous les ressortissants polonais (roumains, etc...) seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques sans distinction de race, de langage ou de religion ».

« La différence de religion, de croyance ou de confession ne devra nuire à aucun ressortissant polonais (roumains, etc...) en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, notamment pour l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions ou industries, et plus loin :

« Les ressortissants polonais (roumains, etc...) appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, jouissent du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants polonais (roumains, etc...). Ils auront notamment un droit égal à créer, diriger et contrôler à leurs frais les institutions charitables, religieuses et sociales, des écoles et autres établissements d'éducation avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion » (3).

La Convention complète ces dispositions par des stipulations relatives à l'égalité de traitement :

1°) Vis-à-vis de la fourniture de produits soumis au système centralisé d'exploitation, tels que denrées alimentaires, charbon, combustible, papier à journaux, etc.

2°) En ce qui concerne la répartition des moyens de transport, l'attribution des locaux à des particuliers,

(3) Mandelstam, op. cit. p. 267.

des sociétés ou des associations, les autorisations officielles relatives à la mutation de la propriété et de la possession immobilière, les mesures ayant trait à la répartition du sol, etc...

3°) En ce qui concerne la protection par la police contre les actes punissables (art. 75).

4° En ce qui concerne le droit d'association ou de réunion et la création de fondation :

Article 78, alinéa 2. — 2. « Le fait que des associations se consacrent aux intérêts de minorités en ce qui concerne leur langue, leur culture, leur religion, leur caractère ethnique ou leurs relations sociales, ne peut constituer une raison pour interdire ces associations, pour entraver leur action ou les empêcher d'acquérir la capacité juridique ».

5°) En ce qui concerne la liberté de la presse (article 79).

6°) En ce qui concerne l'exercice des professions libérales, commerciales ou industrielles.

En outre, l'égalité de traitement s'applique non seulement aux membres de la minorité qui sont ressortissants polonais, mais aussi à ceux qui, ayant opté pour l'Allemagne ont cependant usé de la faculté de conserver leur domicile sur le territoire annexé. Toutefois, l'article 82 fait à cet égard certaines réserves.

M. Mandelstam indique dans son rapport que « les Traités de minorités ne touchent pas à deux questions rentrant dans le problème de l'égalité et souvent débattues dans la littérature : 1) le problème de la création de curies nationales séparées, par les élections au parlement ; 2) le problème de l'introduction du principe de la proportionnalité dans la répartition des emplois

administratifs et judiciaires entre majoritaires et minoritaires. Il ne nous semble pas qu'il y ait lieu d'innover sous ces deux rapports :

« 1. En ce qui concerne la création de curies électorales séparées pour les minorités, à l'instar de celles introduites en 1906 par le gouvernement autrichien en Moravie, on doit objecter que les minoritaires exercent leur droit d'électeurs au Parlement non pas comme membres de leurs minorités, mais comme citoyens de l'Etat tout entier. La concession aux minorités d'un droit à de pareilles curies équivaldrait, en pratique, à l'octroi d'une autonomie politique et dépasserait ainsi le cadre culturel et social dans lequel doit se tenir, à notre avis, l'autonomie personnelle. En tout cas, la souveraineté de l'Etat ne saurait être limitée, sous ce rapport, par une obligation internationale.

« En revanche, nous proposerions de suivre l'exemple de la Déclaration des Droits et des Devoirs des Minorités élaborés par l'Union interparlementaire (art. IV) et de garantir par une mention spéciale, l'égalité en matière de droit électoral, contre toute répartition arbitraire des circonscriptions électorales et, en général, contre tout acte du gouvernement visant à mettre les minorités dans une situation d'infériorité vis-à-vis de la majorité du pays.

« 2. La représentation proportionnelle des minorités dans l'administration et la magistrature a été préconisée par certains auteurs autrichiens ou allemands (Renner, Bernatzik Wolzendorff, etc...). Ces auteurs ont surtout invoqué la nécessité de donner satisfaction au désir des nationalités de participer à l'exercice du pouvoir, à l'*Amtsheit*, pour se servir de la terminologie de Renner.

Mais ces juristes reconnaissent eux-mêmes qu'un droit de présentation accordé à ce sujet aux minorités, ne saurait être exercé que sur la base territoriale de l'organisation existante de l'Etat. Wolzendorff par exemple propose de distinguer entre :

1) Les districts où la nation minoritaire n'atteint pas les 25 % de la population totale et où elle ne saurait par conséquent revendiquer aucune influence sur les nominations aux fonctions d'Etat ;

2) les districts où c'est, au contraire, la nation principale du pays qui n'atteint pas les 25 % de la population totale. Dans ces districts, le droit de présentation pour tous les emplois devra être reconnu à la minorité ;

3) Les autres districts mixtes où les minorités doivent exercer le droit de présentation en raison de leur importance numérique.

« Wolzendorff se rend lui-même compte de ce que son système pourrait avoir pour résultat de limiter très sérieusement la compétence de l'Etat dans certains districts et d'y placer la majorité de l'ensemble du pays dans une situation inférieure à celle de la minorité. Il souligne également l'énorme importance que prend dans cette question la délimitation des districts, de laquelle dépendra la proportion des forces nationales en présence. Wolzendorff pense cependant qu'un renforcement du contrôle de l'Etat préviendrait tous les abus pouvant résulter de cette introduction, nécessaire selon lui, du principe territorial dans le droit des nationalités.

« Pour notre part, nous ne croyons pas à cette nécessité elle-même. L'autonomie culturelle personnelle n'a absolument rien de commun avec l'exercice du pouvoir poli-

tique par l'Etat et toutes exigences des minorités à ce sujet deviennent des exigences touchant à l'autonomie territoriale. Nous arrivons ainsi à la conclusion que l'autonomie personnelle culturelle n'implique pas la proportionnalité dans la répartition des fonctions de l'Etat entre les membres de la majorité et des minorités. Par conséquent, cette répartition sort du cadre de la Déclaration de l'Institut ».

La Convention germano-polonaise contient seulement des dispositions destinées à garantir l'égalité en matière électorale.

Article 76. — « Les ressortissants appartenant à des minorités ne devront pas être désavantagés dans l'exercice de leur droit de vote, notamment en cas de referendum, et de leurs droits de suffrage et d'éligibilité pour toutes les élections aux assemblées représentatives de l'Etat et des autres personnes juridiques du droit public, ainsi que pour les élections aux corps représentatifs sociaux. La connaissance ou la pratique de la langue officielle ne pourra pas, en particulier, être exigée des dits ressortissants à cet égard, sans préjudice toutefois des dispositions concernant la langue officielle et la langue des débats ».

§ 3. — *Religion*

En matière religieuse, la Convention germano-polonaise reconnaît à la minorité allemande le droit à l'autonomie personnelle.

M. Mandelstam rappelle dans son rapport que les traités des minorités ont généralement refusé l'autonomie personnelle aux minorités.

« § 1. Comme nous l'avons déjà dit, les traités de

minorité ont cru devoir spécialement garantir aux ressortissant minoritaire de l'Etat « un droit égal à créer diriger et contrôler leurs frais « non seulement » des écoles et autres établissements d'éducation », mais aussi « des institutions charitables, religieuses ou sociales » (art. 8 du traité avec la Pologne). Nous arrivons maintenant à une question qui se pose aussi bien pour ces institutions que pour les écoles. Ce droit de créer et de diriger des écoles et institutions est-il seulement un droit individuel, appartenant à chaque minoritaire, ou égalant un droit collectif, appartenant à la minorité comme telle ? Cette question naît du texte des traités sur la répartition des fonds publics et doit donc être examinée en connexité avec ce dernier.

Le deuxième paragraphe de l'article 9 du traité avec la Pologne, reproduit par les autres conventions, porte :

« Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants polonais appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, ces minorités se verront assumer une part équitable dans le bénéfice et l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'Etat, les budgets municipaux ou autres, dans un but d'éducation, de religion ou de charité ».

« Il semble, à première vue, que cet article traite les minorités comme si elles étaient des personnes morales. Ce sont les minorités, et non pas les ressortissants appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, ces minorités se verront assumer une part équitable » dans l'attribution des fonds publics. Mais cette première impression est erronée. Le terme « minorité » n'a été évidemment employé par les rédacteurs de

l'article 9 qu'à la suite d'une simple inadvertance ou comme abréviation pour le terme « personnes ou institutions minoritaires ». Comme l'a fait observer avec raison, dans une lettre en date du 5 avril 1923, adressée au Président du Conseil de la S.D.N., M. Benes, ministre des Affaires étrangères de la Tchécoslovaquie, « aux termes des traités de minorités, les personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ne sont point constituées comme personnes morales ». Les minorités, comme telles, ne sauraient donc rien recevoir. Ce seront, en pratique, les différentes personnes ou établissements minoritaires qui auront éventuellement droit, à une part équitable des fonds publics, et non point les minorités, comme entités collectives.

« Seuls les Juifs polonais se trouvent, sous ce rapport, dans une situation quelque peu privilégiée. Car le droit public polonais moderne, sans reconnaître l'autonomie personnelle à toute la nation juive, — comme c'était le cas dans l'ancienne Pologne — reconnaît cependant la personnalité morale à la communauté juive. Le traité des puissances avec la Pologne a tenu compte de cette particularité du droit polonais. L'article 10 du traité avec la Pologne porte « Des comités scolaires désignés sur place par les communautés juives de Pologne, assureront, sous le contrôle général de l'Etat, la répartition de la part proportionnelle des fonds publics assignés aux écoles juives en conformité de l'article 9, ainsi que l'organisation et la direction des écoles ».

« § 2. — Ainsi donc, les traités contestent aux minorités le droit à une autonomie personnelle. Nous estimons, par contre, que cette autonomie doit leur être accordée, et cela pour les raisons suivantes :

« A la base de tout le droit conventionnel sur les minorités se trouve la reconnaissance du droit au maintien et au développement des particularités nationales religieuses ou linguistiques. Or, pour atteindre ce but, les minorités doivent déployer une activité religieuse, culturelle ou sociale qui ne saurait se passer d'une organisation. Le droit de créer et de diriger des institutions, accordé par les traités aux individus appartenant à des minorités, ne saurait suffire au but général. L'activité culturelle, religieuse ou sociale de tous les membres d'une minorité et de leurs institutions doit être coordonnée par une volonté unique, tendant à réaliser l'idéal commun. Pour pouvoir user de la plénitude des droits que leur ont octroyés les traités, les membres des différentes minorités ont un droit naturel de s'organiser, au sein de l'Etat, en personnes morales de droit public.

« D'autre part, l'intérêt de l'Etat ne s'oppose aucunement à une pareille organisation des minorités. En effet, l'autonomie personnelle que nous revendiquons ne comporte pas l'exercice d'un pouvoir politique, mais reste confinée au domaine culturel et social. En outre, il doit être bien entendu que, dans l'intérêt collectif de l'Etat, chaque gouvernement doit être muni d'un droit de contrôle aussi bien vis-à-vis de toute autonomie culturelle personnelle que vis-à-vis de toute autonomie politique territoriale. Dans ces conditions, l'octroi de l'autonomie personnelle à une minorité n'équivaut nullement à la création d'un Etat dans l'Etat ».

La Convention Germano-polonaise ne fait aucune distinction, en Haute-Silésie, entre les communautés israélites et les autres organisations religieuses. Les unes

et les autres ont également, en vertu des articles 86 à 96 inclus, droit à la reconnaissance de leur personnalité morale, pour gérer leurs institutions, administrer leurs affaires, désigner leur personnel, participer aux sommes affectées à des buts religieux dans les budgets des administrations publiques.

§ IV. — *Enseignement*

A. — Enseignement privé

La convention germano-polonaise complète les dispositions contenues dans l'article 8 du petit Traité de Versailles, ainsi conçu :

« Les ressortissants polonais, appartenant à des minorités ethniques, de religion et de langue, jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants polonais. Ils auront à leurs frais des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion ».

Ce texte laisse en suspens les questions suivantes :

Vise-t-il toutes les écoles ou seulement les écoles primaires ?

L'état se réserve-t-il un certain droit de surveillance sur les écoles privées universitaires ?

Quelle est la valeur accordée par l'Etat aux certificats et diplômes délivrés par les écoles ?

La Convention de 1922 répond à ces questions de la manière suivante :

La minorité allemande peut organiser et faire fonctionner des écoles privées primaires, professionnelles

et complémentaires et des établissements d'enseignement moyen et supérieur.

En cette matière, leur liberté va jusqu'à la faculté de recruter le corps enseignant à l'étranger.

En ce qui concerne la capacité d'enseigner, il suffit de prouver par un diplôme officiel que l'on a la capacité d'instituteur public. Il suffit même d'avoir cette capacité dans l'un quelconque des deux Etats (Allemagne ou Pologne).

On sait qu'en France la loi du 16 juin 1881, article premier, déclare :

« Nul ne peut exercer les fonctions d'instituteur ou d'institutrice, titulaire ou adjoint, dans une école publique ou libre, sans être pourvu d'un brevet de capacité pour l'enseignement primaire. Toutes les équivalences admises par l'article 25 de la loi du 15 mars 1850 sont abolies ».

En second lieu, l'article 102 de la Convention germano-polonaise stipule que le droit accordé à une minorité de surveiller les écoles privées ne porte en rien atteinte au droit de surveillance des autorités de l'Etat.

En troisième lieu, la participation des minoritaires à un enseignement professionnel et complémentaire suffisant, organisé par la minorité, les dispense de l'obligation de fréquenter, le cas échéant, les écoles publiques correspondantes.

Article 128. — « Si l'enseignement donné dans des écoles minoritaires privées correspond à celui des écoles publiques moyennes ou supérieures, ces écoles minoritaires privées devront être reconnues comme écoles moyennes ou supérieures de telle sorte que leurs certificats, et notamment les certificats de fin d'études, aient

la même valeur que ceux que délivrent les écoles publiques moyennes ou supérieures ».

Enfin, la Convention germano-polonaise admet les écoles minoritaires privées à participer aux subventions de l'Etat.

Article 129. — « Si une école minoritaire privée remplace une école publique moyenne ou supérieure existant à la date du transfert de la souveraineté, elle aura droit à une subvention provenant des fonds publics :

a) pourvu que le revenu de l'école ne couvre pas ses frais nécessaires. Pour l'évaluation du revenu provenant des écolages, on prendra pour base au moins l'écolage demandé dans les écoles publiques de même espèce ;

b) et pourvu que le nombre des élèves ressortissants de l'Etat s'élève, soit au total de cent cinquante, soit à une moyenne de trente par classe pour les autres classes inférieures ou de vingt pour les autres classes ».

Article 130, § 1. — « 1. Les subventions de l'Etat seront accordées conformément aux mêmes principes que les subventions que l'Etat accorde aux écoles communales ou privées de la même espèce ou du même degré.

2. Pour calculer leur montant, on pourra tenir compte des différences de charges financières qui existent entre les écoles publiques et les écoles privées.

§ 2. — « 1. Les subventions des communes ou des groupements de communes ne devront être accordées que si la commune ou le groupement de communes dans le territoire duquel on trouve l'école privée accorde des allocations à des écoles publiques ou privées du même degré, ou si les dépenses qu'il fait pour ces écoles du

même degré ne sont pas ou sont incomplètement couvertes par les revenus de ces écoles.

« 2. L'une des bases du calcul de ces subventions sera le montant moyen desdites allocations ou dépenses faites par élève. Il ne sera tenu compte que des élèves de l'école privée qui sont ressortissants de l'Etat et qui habitent la commune ou le groupement de communes en question.

§ 3. — « Si l'Etat, la commune ou le groupement de communes se déclare disposé et est effectivement prêt à recevoir dans une école ou dans des classes minoritaires publiques se trouvant dans la même localité, un certain nombre d'élèves de l'école privée, le montant de la subvention à accorder à l'école privée sera diminué d'une somme correspondant à ce nombre d'élèves ».

B. — Enseignement public

La Convention germano-polonaise règle l'enseignement public donné aux minorités avec infiniment de soin et en entrant dans les plus grands détails de la question (Chapitre IV, deuxième section). Elle pourvoit aux besoins des minorités aussi bien en matière d'enseignement primaire public qu'en matière d'enseignement moyen ou supérieur, au moyen des institutions scolaires suivantes :

1) écoles primaires, moyennes et supérieures employant la langue de la minorité comme langue véhiculaire, dites *écoles minoritaires*;

2) classes parallèles employant la langue de la minorité comme langue véhiculaire, instituées auprès des écoles publiques de langue officielle, dites classes *minoritaires*;

3) cours minoritaires comprenant: a) l'enseignement de la langue de la minorité; b) l'instruction religieuse dans la langue de la minorité.

Les écoles, classes ou cours minoritaires doivent être créés sur la demande d'un ressortissant, appuyée par les personnes légalement responsables de l'éducation d'un minimum d'élèves qui est par exemple de 40 pour les écoles primaires et de 300 pour les écoles supérieures. Pour établir quelle est la langue d'un élève ou enfant, il sera uniquement tenu compte de la déclaration verbale ou écrite de la personne légalement responsable de son éducation. Cette éducation ne pourra faire l'objet d'aucune vérification ou contestation de la part des autorités scolaires.

Les personnes légalement responsables de l'éducation des élèves des écoles ou classes minoritaires devront jouir d'une représentation équitable dans les commissions scolaires qui participent à l'administration de certaines de ces écoles ou classes; elles éliront notamment plus de la moitié des membres des commissions des écoles primaires.

En principe, l'enseignement des écoles et classes minoritaires publiques de tous les degrés ne sera confié qu'à des instituteurs et professeurs appartenant à la minorité et en connaissant à fond la langue.

La loi polonaise du 31 juillet 1924 sur l'organisation de l'enseignement procède, en ce qui concerne l'enseignement public sur le territoire de certains woïéwodies (Lwow, Stanislawow, Tarnopol, Volhynie, Polésie, Nowogrodek et Wilna) et districts (Grodno et Wolkoysk) d'un ordre d'idées quelque peu différent. En partant du principe de la désirabilité d'un rapprochement entre

les habitants des territoires à population mixte, la loi proclame, comme « type normal » de l'école publique sur ces territoires, l'école commune destinée à instruire les enfants de nationalité polonaise et non polonaise en bons citoyens de l'Etat, sur la base du respect mutuel de leurs particularités nationales (art. 2). C'est le système de l'école bilingue, système qui, à notre avis, réalise le plus heureusement la solution d'un des problèmes fondamentaux posés par le régime minoritaire. En effet, le fonctionnement des écoles de ce genre n'a donné, pour ainsi dire, lieu à aucune des difficultés parfois aigües dont nous aurons à parler un peu plus tard, en examinant les différentes manifestations de vie de la minorité allemande en Haute-Silésie. Remarquons d'ailleurs brièvement que l'origine véritable de ces difficultés, qui ont fait se heurter souvent en Haute-Silésie les deux éléments ethniques en présence, doit être cherchée — telle est du moins notre opinion basée sur une observation de plusieurs années — dans les caractères propres de la minorité dont il s'agit.

§ 5. — *Langue*

M. Mandelstann note en ces termes les dispositions généralement adoptées dans les traités des minorités touchant le droit pour les ressortissants minoritaires au libre usage de leur langue nationale :

« Les dispositions des traités des minorités sur le libre usage de la langue sont les suivantes :

« Il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage par tout ressortissant polonais d'une langue quelconque, soit dans les relations privées ou de son commerce, soit en matière de religion, de presse ou de pu-

blication de toute nature, soit dans les réunions publiques (Traité polonais, art. 7, § 3). ».

« Nonobstant l'établissement par le gouvernement polonais d'une langue officielle, des facilités appropriées seront données aux ressortissants polonais de langue autre que le polonais, pour l'usage de leur langue, soit oralement, soit par écrit devant les tribunaux » (article 7, § 4) ».

« La première partie de ces dispositions (article 7, § 3) nous semble ne laisser rien à désirer sous le rapport de l'ampleur et de la précision. La seconde partie (§ 4), par contre, devrait être, à notre avis, élargie et exposée avec plus de détails; elle désigne, en effet, les libertés accordées aux minoritaires, par le terme vague et élastique de « facilités appropriées » et limite ces facilités mêmes à la procédure devant les seuls tribunaux ».

La Convention germano-polonaise contient à cet égard une réglementation complémentaire du traité des minorités qui est extrêmement détaillée.

D'abord, dans une première section, elle établit à la charge de l'administration, l'obligation, dans le territoire plébiscité, de correspondre dans sa langue maternelle avec chaque particulier.

Dans les rapports avec le public, il y a des localités où les communications officielles de l'administration doivent être rédigées en double, c'est-à-dire dans chacune des deux langues.

Dans les assemblées délibérantes, siégeant dans le territoire plébiscité, les minoritaires ont le droit de s'exprimer dans leur langue.

La langue employée en justice dépend du plaideur lui-même.

Article 140. — « 1. Devant les tribunaux ordinaires du territoire plébiscité, toute personne aura le droit d'employer, oralement ou par écrit, soit la langue allemande, soit la langue polonaise, au lieu de la langue officielle. Il en sera de même pour les demandes adressées aux tribunaux ordinaires du territoire plébiscité qui doivent être transmises pour décision à l'instance supérieure siégeant hors de ce territoire, dans la mesure où la demande est recevable par le tribunal auquel elle est adressée. Ne jouissent pas de ce privilège, sans préjudice des mesures spéciales envisagées par le gouvernement polonais pour la période de transition qui suivra l'entrée en vigueur du Traité, les avocats ou les personnes qui font profession de représenter des tiers devant les tribunaux, sauf dans le cas où ils agissent dans leur propre cause.

2. En cas de besoin, la partie des débats qui n'aura pas lieu dans la langue officielle sera traduite par le président du tribunal, par un de ses membres ou par un interprète appelé par le tribunal.

3. Le tribunal décidera s'il juge utile d'insérer des déclarations ou témoignages produits dans la langue d'une minorité, au procès-verbal ou dans une annexe, ou de faire joindre au procès-verbal une traduction certifiée conforme par l'interprète. Une partie ne pourra toutefois pas exiger qu'un procès-verbal annexé soit établi dans la langue d'une minorité ».

Article 144. — « Devant les tribunaux ordinaires, du territoire plébiscité, la langue polonaise pourra, si le tribunal le juge nécessaire, être employée pour les dé-

bats dans la partie allemande, et la langue allemande dans la partie polonaise, pourvu que les parties, témoins et autres intéressés la comprennent suffisamment. Même dans ce cas, les jugements seront prononcés dans la langue officielle et les procès-verbaux rédigés dans cette langue. Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 140 sont applicables » (Insertion au procès-verbal de la traduction des déclarations ou témoignages produits dans la langue de la minorité).

CHAPITRE V

GARANTIES

La sixième partie de la Convention germano-polonaise est consacrée à l'organisation de la Commission mixte et du Tribunal arbitral, prévus par la décision des ambassadeurs. La Commission est un organe de conciliation. Le tribunal arbitral, un organe judiciaire. Les deux organes sont créés pour une période de quinze ans. Il est à noter que la compétence du tribunal arbitral est très étendue, non seulement en matière civile mais aussi en matière administrative. La souveraineté des deux Etats n'est pas entamée par l'un ou l'autre de ces deux organismes de liaison.

La Commission mixte se compose de deux membres de chacun des deux pays et d'un président d'une autre nationalité; le tribunal arbitral, d'un arbitre de chacun des deux pays et d'un président d'une autre nationalité. Les deux présidents sont nommés par le conseil de la S.D.N.

L'intervention de la S.D.N. et celle de la C.P. de J.I. sont également prévues dans certains cas.

En effet :

1°) Pour l'interprétation des dispositions relatives au droit en vigueur en Haute-Silésie, sont compétents :

a) la Cour permanente de Justice internationale pour la règlementation que la Pologne voudrait substituer aux lois allemandes.

b) Le Conseil de la S.D.N. pour les mesures législatives relatives aux Sociétés.

2°) Pour les questions de nationalité et de domicile :

a) une Commission de conciliation spéciale ;

b) le tribunal arbitral sus-visé.

3°) Pour la protection des minorités,

l'article 147 dispose :

« Le Conseil de la S.D.N. est compétent pour statuer en ce qui concerne toute pétition individuelle ou collective ayant trait aux dispositions de la présente partie, et adressée directement à lui par des personnes appartenant à une minorité. Lorsque le Conseil transmet ces pétitions au gouvernement de l'Etat dans le territoire duquel les pétitionnaires sont domiciliés, ce gouvernement les réadressera, pour examen, au Conseil, avec ou sans observation ».

Article 148. — « Afin d'assurer aux pétitions émanant de personnes appartenant à une minorité, qui ont trait à l'interprétation ou à l'application de dispositions de la présente partie, un traitement uniforme et équitable de la part des autorités administratives dans chacune des deux parties du territoire plébiscité, les deux gouvernements institueront, chacun dans sa partie du territoire plébiscité, un Office des minorités »

Article 149. — « En ce qui concerne l'application et l'interprétation des dispositions de la présente partie par les autorités administratives, qui reçoivent des ordres par la voie hiérarchique, les personnes appartenant à une minorité pourront, conformément aux dispositions qui suivent, soumettre pour examen une pétition à l'Office des minorités de leur Etat. Celui-ci transmettra, conformément aux stipulations spéciales contenues dans les articles suivants, ces pétitions au Président de la Commission mixte pour avis. Dans le

cas où les pétitionnaires ne seraient pas satisfaits de la solution donnée à l'affaire par les autorités administratives, ils pourront faire appel au Conseil de la S. D. N. ».

Quant à la procédure à suivre devant le Conseil de la S. D. N., on sait que « l'article 12 du traité polonais sur les minorités donnait d'abord droit à tout membre du Conseil de la S. D. N. d'attirer l'attention du Conseil sur toute transgression ou menace de transgression par la Pologne de n'importe quel engagement pris par ce pays en ce qui touche la protection des minorités de race, de langue et de religion et que des réserves ont été faites, dans ce même sens, dans tous les autres traités conclus entre les puissances alliées et associées et les gouvernements de différents pays (1).

(1) Le droit de saisir valablement le Conseil de la S. D. N. d'une infraction ou danger d'infraction à l'une des stipulations des Traités affectant des personnes appartenant à des minorités et constituant, de ce fait, des « obligations d'intérêt international » est reconnu par ces Traités, aux seuls membres du Conseil ».

Le droit d'adresser au *Secrétariat de la S. D. N.* des pétitions concernant la protection des minorités appartient à toute personne, et non seulement aux personnes appartenant à des minorités. En particulier, les organisations internationales ne sont pas privées du droit de pétition. Sont seulement irrecevables les pétitions émanant « d'une source anonyme ou mal établie ».

Par une lettre adressée au Conseil de la S. D. N. le 22 août 1923, le gouvernement polonais a proposé « d'établir que toute pétition, soit individuelle, soit collective, relative aux stipulations des traités sur les minorités devrait être adressée à la S. D. N. par des personnes appartenant aux minorités de race, de religion, et de langue, uniquement par l'intermédiaire du gouvernement de l'Etat dont les pétitionnaires se trouvent être ressortissants ».

Le Gouvernement polonais motivait cette proposition par les considérations suivantes : « Tout acte de l'autorité locale par lequel les personnes appartenant à des minorités se considéreraient lésées dans leurs droits serait immédiatement connu de l'autorité centrale, ce qui permettrait à cette dernière de faire droit sans délai aux revendications légitimes ».

Toutefois, on s'est vite aperçu que le maintien de l'état de choses tel qu'il était prévu par ledit article, menaçait de sérieuses complications internationales et qu'il était nécessaire de parer au danger en introduisant des modifications dans la procédure. Le Conseil de la S.D.N. réforma donc la procédure de façon qu'actuellement chaque pétition ou plainte, émanant des minorités, peut être rejetée sans qu'il y ait possibilité d'appel et cela en première instance par le président assisté par deux membres et avant que la demande soit portée devant le Conseil de la S.D.N. De cette façon, tout danger d'un conflit éventuel entre Etats a été écarté » (2).

mes ; assurées que l'autorité centrale ne pourrait se désintéresser du sort des personnes se croyant lésées dans leurs droits, les minorités ne chercheraient pas l'appui d'un Etat étranger ; le nombre des pétitions devant être transmis au Conseil de la S.D.N. serait réduit au minimum. « L'avantage invoqué par la Pologne n'est pas imaginaire ; ce qui ne l'est pas moins, c'est le souci qu'éprouve au plus haut degré cet Etat, d'éviter, dans les limites que lui laissent les traités, et qu'il juge des plus étroites, l'ingérence étrangère fut-ce même celle de la S.D.N.

Quoiqu'il en soit, la résolution du Conseil du 5 septembre 1923 ne s'est pas approprié la proposition polonaise. Par conséquent, en droit positif, les pétitionnaires ont la faculté d'adresser leurs pétitions au Conseil soit directement, soit par l'intermédiaire de leurs gouvernements.

Le 27 juin 1921 le Conseil de la S.D.N. a adopté une résolution qui « établit certains délais pour donner aux Etats directement intéressés l'occasion de présenter leurs observations sur toute pétition relative à la protection des minorités avant que la pétition soit communiquée aux membres du Conseil de la S.D.N. ».

(2) R.D.I.P. 1926, p. 898.

Le Comité du Conseil (dit le Comité des Trois) a été créé par une résolution du Conseil en date du 25 octobre 1920, ainsi conçue :

« En vue de faciliter aux membres du Conseil l'exercice de leurs droits en ce qui concerne la protection des minorités, il est désirable que le président et deux membres désignés par lui, dans chaque cas, procèdent à l'examen de toute pétition en communication à la S.D.N. ayant trait à une infraction ou à un danger d'infraction aux clauses des traités pour la protection des minorités. Cet examen aura lieu aussi-

Un auteur polonais a voulu démontrer dans un article paru récemment que de cette modification il résultait, par application de la clause « rebus sic stantibus », que la Pologne pourrait se considérer comme déliée des obligations assumées par elle dans le Traité des minorités et qu'elle pouvait désormais, à tout instant, ob-

tôt que la pétition ou la communication en question aura été portée à la connaissance des membres du Conseil ».

Dans un mémoire fort intéressant, soumis au conseil de la S.D.N. le 16 janvier 1923, le Gouvernement polonais a critiqué d'un double point de vue l'institution du Comité des Trois. En premier lieu, il trouve que la soumission automatique des pétitions à un organe émanant du Conseil, le Comité des Trois, encourage les pétitionnaires à multiplier leurs plaintes sans aucun motif plausible même sous une forme qui constitue un délit punissable par le code pénal. En second lieu, le gouvernement polonais craint que l'activité collective et automatique du comité ne se substitue à l'initiative individuelle des membres du conseil : « Le Traité des minorités, dit-il, attribue expressément et exclusivement le droit d'initiative en matière de protection des minorités, dans chaque cas qui pourrait s'y présenter, à un Etat individuel, Membre du Conseil de la S.D.N. Or, la procédure du Comité des Trois paraît en quelque sorte décharger un tel Etat membre d'une partie de sa responsabilité individuelle, qui doit être le corollaire de son droit d'initiative ; en partageant cette responsabilité entre trois membres, au lieu d'une initiative individuelle et spontanée d'un membre du conseil, elle substitue une initiative collective et automatique d'un organe non prévu par le Traité et par conséquent elle affaiblit ainsi singulièrement la valeur de la garantie expresse donnée par ce Traité à l'Etat qui a dû le subir. Le gouvernement polonais, concluait « que les considérants et les conclusions du Comité des Trois devaient être considérés uniquement comme des travaux d'ordre purement intérieur et informatif à l'usage du Conseil et du Secrétariat de la S.D.N., sans constituer une action juridique comportant le droit d'initiative au sens de l'alinéa 2 de l'art. 12 du Traité ».

Le Conseil a conservé l'institution du Comité des Trois, mais il a interprété le caractère de son action d'une manière conforme au point de vue polonais. Le point 4 des résolutions du 5 septembre 1923 porte, en effet :

« L'examen des pétitions et des observations (s'il y en a) des gouvernements intéressés par le président et deux autres membres du Conseil, conformément à la résolution du 25 octobre 1920, aura pour seul objet de constater éventuellement qu'il y a lieu, pour un ou plusieurs mem-

tenir l'abrogation de ce Traité au moyen d'une simple notification adressée aux puissances (3).

Cet auteur s'exprime ainsi :

« Comme nous l'avons démontré dans notre étude que vient de publier la Société des Sciences et Lettres de Varsovie, la garantie spéciale prévue par le Pacte a été réduite au néant par les résolutions prises ultérieurement par le Conseil de la S.D.N. Actuellement, la protection que la S.D.N. est censée accorder aux minorités de race, de langue et de religion, n'existe plus que sur le papier, mais l'abrogation unilatérale des traités sur les minorités par l'Etat intéressé ne change et ne saurait changer en quoi que ce soit la condition légale des groupes minoritaires ».

Cette thèse extrême paraît difficilement acceptable. Au cours de la dernière session du Conseil de la S.D.N. (juin 1929), l'examen des délibérations sur la procédure en matière de protection des minorités révèle quel est le dernier état de la question.

Le rapport de Sir Austen Chamberlain donne une idée de la méthode de travail employée par la S.D.N. à l'égard de ce problème si compliqué et de l'utilité de cette méthode pour les intéressés.

Ce rapport rappelle les raisons pour lesquelles les auteurs des traités sur les minorités ont donné à ces documents leur forme présente et il décrit la procédure

bres du Conseil de signaler à l'attention du Conseil une infraction ou un danger d'infraction à l'une quelconque des stipulations pour la protection des minorités. Le droit appartenant à tous les membres du Conseil de signaler à l'attention de celui-ci une infraction ou un danger d'infraction reste entier ».

(3) B. Bouffall, L'art. 19 du traité de la S.D.N. in. Rev. de Droit international Bruxelles 1928, p. 903.

qui permet à la S.D.N., dans la pratique, d'accorder une protection aux minorités. Il était nécessaire de donner des garanties aux minorités, mais l'exercice n'en devait pas être confié aux grandes puissances, car on craignait que cette attribution ne fut, entre leurs mains, qu'un prétexte à intervention dans la constitution intérieure des Etats à minorité ou qu'elle fut exploitée dans un dessein politique. Le président Wilson a rappelé à la Conférence de la Paix qu'en dernière analyse, la garantie de la paix est constituée par la puissance des grandes nations et que cela leur permet d'exiger que des garanties suffisantes soient accordées. Les traités sur les minorités sont en réalité des contrats fondés sur le transfert de territoires aux Etats de minorité.

Le rapport ajoute que le principe sur lequel reposent ces traités est que les minorités ne sauraient faire appel à la protection des Etats auxquels elles appartiennent et avec lesquels elles sont unies par des liens de race. Leurs droits à la protection dépendent de la loyauté avec laquelle elles s'acquittent de leurs devoirs envers les Etats auxquels elles appartiennent aujourd'hui et les auteurs des traités ont spécifié qu'aucun acte tendant à donner à une organisation minoritaire une apparence d'indépendance politique à l'égard de ces Etats ne devait être toléré et qu'il serait interdit de donner aux minorités politiques des droits distincts de ceux qui sont reconnus aux autres citoyens du même Etat.

Le devoir de la S.D.N., le seul d'ailleurs, dit le rapport, consiste à surveiller l'exécution des obligations du traité et l'organisme de la Société désigné et

créé à cet effet par les traités est le Conseil, qui pourtant ne peut prendre position que sur l'initiative d'un de ses membres.

C'est dans la nature même de ce devoir imposé au Conseil que l'on découvre l'origine de cette pratique qui consiste à soumettre les pétitions sur les questions de minorité à des commissions de trois membres. Ces commissions devaient se composer du président du Conseil et de deux autres membres de cet organisme, choisis par le président.

Le principe élémentaire d'après lequel on ne saurait être juge et partie, ou être appelé à formuler un jugement dans une affaire qui intéresse un ami ou un ennemi, a eu pour effet d'exclure de ces commissions les représentants des minorités intéressées ou des Etats attaqués ou critiqués, ou des Etats voisins, ou même des Etats où la majorité est unie par les liens de parenté à la minorité qui dépose une plainte. Cette habitude, qui émanait d'un sentiment louable et instinctif de justice et d'impartialité, était devenue une obligation, acceptée par les Etats à minorité.

La deuxième progression silencieuse des commissions a été plus audacieuse et elle a donné les meilleurs résultats. Les commissions devaient décider si le cas qui leur était soumis était de nature à être transmis au Conseil ; leur compétence juridique et constitutionnelle n'allait pas plus loin, mais, en hommes de bon sens connaissant les procédés des gouvernements et des hommes d'Etat, les membres jugèrent que, dans bien des cas, il valait mieux, pour obtenir des résultats satisfaisants, faire des démarches officieuses et tout-à-fait irrégulières auprès des gouvernements dont l'attitude faisait l'objet

d'une pétition, que provoquer une discussion publique et une controverse sur la pétition au sein du Conseil. Ils estimaient qu'en ces matières, la diplomatie secrète tant décriée depuis quelques années, pouvait être utile et en s'inspirant de ce principe, ils ont recueilli les meilleurs résultats possibles. Le nombre des questions qui sont transmises au Conseil, par rapport à celles qui sont réglées à la satisfaction générale par des négociations de cet ordre prouve que les commissions ont eu raison d'étendre sans autorisation le champ de leur activité. Les résultats ont démontré avec tant de force les avantages de cette initiative qu'on lui a bientôt donné toute l'autorisation nécessaire. Le Conseil et l'Assemblée approuvèrent cette procédure, qui fut acceptée par tous les Etats intéressés, à l'exception de la Lithuanie récalcitrante, dont l'affaire est en instance.

Sir Austen Chamberlain met en lumière dans ce rapport les nombreux avantages de cette procédure et l'un des plus importants résulte de ce fait que le redressement obtenu par négociations privées et amicales a beaucoup plus de chances d'être effectif et durable que le changement d'attitude arraché à un gouvernement récalcitrant par une décision du Conseil.

TROISIÈME PARTIE

L'Application de la Convention Germano-polonaise et la vie de la minorité allemande de la Haute-Silésie polonaise depuis 1922

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Les données historiques que nous avons dégagées dans la première partie, et particulièrement celles qui se rattachent à l'époque contemporaine du plébiscite révèlent qu'un antagonisme profond séparait la partie polonaise de la population de la Haute-Silésie de la partie attachée à la culture allemande.

Le seul élément susceptible de créer un certain rapprochement entre les deux races l'une et l'autre en conflit (1), paraît avoir été et être encore la vie économique de la région considérée qui produit nécessairement une étroite communauté d'intérêts entre tous les habitants de ce territoire.

La Convention germano-polonaise semble bien avoir

(1) Nous faisons, bien entendu, toutes nos réserves quant à l'acceptation du mot « race » employé ici, comme en bien d'autres travaux, à défaut d'un terme plus commode.

Ajoutons qu'il n'y a pas en présence, en Haute-Silésie polonaise que de purs Allemands et des Polonais. Parmi les premiers se trouvent bon nombre d'individus que leur origine, leurs caractères ethniques, etc., devraient faire classer sous la rubrique « Polonais », ce qui ne les empêche pas d'être parmi les plus chauds tenants du germanisme militant.

été élaborée finalement en considération de cet antagonisme; la minutie des détails de sa réglementation témoigne du souci qu'elle a eu de prévoir et de prévenir toutes les causes de friction.

Il est certain, d'autre part, que la vie de la minorité allemande en Haute-Silésie polonaise soulève plus de problèmes, et de plus graves, que celle de la minorité polonaise en Haute-Silésie allemande. En effet, la Pologne est un Etat en pleine croissance et auquel la présence de minorités récalcitrantes sur son territoire cause plus de souci qu'à l'Allemagne, ancien Empire depuis longtemps solidement établi. D'autre part l'Allemagne est un Etat dont la constitution reste encore empreinte de fédéralisme, dans une certaine mesure, et qui peut s'accommoder de divergences entre ses sujets jusqu'à un degré assez avancé. Au contraire, la Pologne est, et a besoin d'être un Etat unitaire, et de réduire autant que possible les divergences existant entre les éléments de sa population, qui sont pour elle plus dangereuses que pour l'Allemagne.

On ne peut, dans ces conditions, étudier la vie de la minorité allemande du seul point de vue des intérêts de cette minorité. Il faut aussi se placer au point de vue des intérêts de l'Etat polonais.

Il est facile de se rendre compte que la minorité allemande doit parvenir à posséder largement les moyens de conserver sa culture propre, grâce au statut exceptionnel qui lui a été donné et aux garanties dont ce statut est entouré.

Mais pour comprendre l'origine de certaines difficultés et pour être en mesure de prévoir l'avenir il ne faut pas perdre de vue que l'Etat polonais a lui-même des

droits à défendre, dont l'énoncé ne se trouve pas nettement consigné dans les traités. La jeune république a le droit de veiller à ce que cette minorité n'entreprenne rien contre l'intégrité de sa souveraineté territoriale, ce qu'elle pourrait faire indirectement en entretenant sur le territoire une attitude franchement hostile au maintien du statut territorial en vigueur. La Pologne doit même prétendre que ses ressortissants de race allemande deviennent pour elle de loyaux sujets. Tout en conservant leur sentiment nationalitaire traditionnel il faudrait qu'ils acquissent un sentiment d'attachement à la Pologne, qu'il se développât parmi eux une sorte de supranationalisme polonais.

Dans un Etat démocratisé, le pouvoir est fondé sur l'assentiment des gouvernés, et il fonctionne avec la collaboration de ces derniers basée sur l'intérêt dont ils témoignent à la poursuite du progrès et de la prospérité de la communauté à laquelle ils appartiennent ; les gouvernés doivent même être prêts à tout sacrifier à la défense de la patrie menacée.

C'est un problème particulièrement délicat que celui d'amener la minorité allemande à adopter un tel esprit de collaboration et c'est l'œuvre d'une politique qui doit être de la part de l'Etat polonais, adroite, ingénieuse et persévérante.

Nous aurons donc à examiner quelle est en fait, à la lumière de ces considérations générales, l'attitude de l'Etat, d'une part, celle de la minorité, d'autre part.

Nous procéderons à cet examen en envisageant successivement comment l'Etat polonais respecte, comment la minorité utilise le droit qu'ont reçu les Allemands de Pologne à la conservation de leur caractère ethnique,

droit qui s'analyse a priori en divers droits distincts : droit à la reconnaissance de l'existence, droit à la sécurité et à l'égalité ; droit à la poursuite de la culture propre.

Les diverses stipulations de la Convention germano-polonaise qui se rapportent à ces droits ont donné lieu à une application déjà vieille de cinq années et que nous aurons à exposer. Nous aurons à rechercher, ensuite, s'il y a, et dans quelle mesure il y a, en fait, une collaboration, une participation de la minorité allemande à la vie politique et culturelle polonaise.

CHAPITRE II

LA RECONNAISSANCE DE L'EXISTENCE DE LA MINORITÉ ALLEMANDE

§ 1. — *Le nombre et la répartition de la population allemande en Haute-Silésie polonaise*

Les données numériques tirées des recensements officiels datent encore, pour la nationalité des habitants de la Haute-Silésie polonaise du dénombrement effectué sous la domination prussienne le 1^{er} décembre 1910. A cette date, pour une population totale de 892.752 âmes, il y avait 263.435 allemands. Dans le « *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich* » publié par l'Office de statistique du Reich en juillet 1925, le nombre des Allemands sur le territoire actuellement polonais de la Haute-Silésie est évalué à 263.950 et le chiffre de la population totale à 892.547. Ces chiffres correspondent de très près à celui des statistiques officielles allemandes de 1910.

Cependant, pour diverses raisons le nombre des Allemands a dû diminuer en Haute-Silésie polonaise depuis 1910. Parmi les causes de diminution il faut signaler le fait que la natalité des Polonais a été constamment plus élevée que celle de la population allemande comme le prouvent les données statistiques. Puis il y a eu, après le transfert de la Silésie à la Pologne, une émigration assez forte d'Allemands, surtout des employés.

En se basant sur les résultats des statistiques ayant trait à la population infantile et en tenant compte que

le nombre des adultes est dans une proportion par rapport à celui des enfants, plus élevée pour les Allemands que pour les Polonais, M. S. Stolinski (1) évalue à 229.511 âmes le chiffre de la population allemande en Silésie polonaise, c'est-à-dire dans l'ancienne Haute-Silésie allemande et non compris la Silésie de Cieszyn (Teschen) qui est englobée administrativement dans la voïévodie de Silésie.

La population totale sur le territoire polonais de la Haute-Silésie compterait au moins 1.110.433 âmes. Les Allemands y formeraient donc 19.95 % du nombre total des habitants.

Dans ce territoire, les Allemands sont très disséminés. Il existe deux districts contenant de 47 % à 35 % d'Allemands (Katowice-ville (45,9 %) et Krolewska-Huta (Königstünste) (54 %).

Il convient de faire observer que la population allemande en Pologne est principalement rurale.

Les trois autres districts de cette région ne contiennent que 13 à 17 % d'Allemands, l'arrondissement où ils sont le plus nombreux est celui de Bielsko Bielitz (ex Silésie autrichienne).

Il ne sera sans doute pas sans intérêt de comparer aux données démographiques qui précèdent, les résultats obtenus aux élections législatives et sénatoriales de 1928 par le Bloc allemand.

Aux élections législatives de Mars 1928, sur 335.882 suffrages exprimés en Haute-Silésie polonaise, le Bloc allemand en recueillait 121.222 et, sur les 17 sièges à pourvoir au Sejm (Diète) de Varsovie, le Bloc gouvernemental en obtint 7, le Bloc allemand 6.

(1) Op. cit. p. 18.

Dans certains districts, le Bloc allemand arrive nettement en tête; il obtient 59.463 voix dans celui de Kato mice, contre 48.812 pour le Bloc gouvernemental, à Krolewska-Huta (Königshütte) 61.759 voix vont au Bloc allemand, 53.329 au Bloc gouvernemental.

Les élections sénatoriales qui eurent lieu quelques jours plus tard (12 mars 1928) comprirent ces résultats, le parti le plus favorisé étant le Bloc gouvernemental (131.479 voix) suivi d'assez près par le Bloc allemand (113.871).

Si on se reporte aux chiffres des élections législatives de 1922 on constate que la minorité allemande a progressé, puisqu'elle obtient 176.630 suffrages, contre 100.431. Mais, en tenant compte de l'augmentation considérable des suffrages exprimés, qui passe de 60 % en 1922 à 90 % en 1928, on constate que les voix minoritaires, qui représentaient 42 % des suffrages en 1928, se sont abaissées et n'en représentent plus que 34 %.

Quelles que soient les interprétations qui aient été données de ces chiffres des deux côtés de la barricade, il y a une constatation qui s'impose à tout observateur impartial: celle de la force et de la cohésion de la minorité allemande qui, à la faveur du secret du scrutin, a pu se manifester avec plus de liberté que dans les autres occasions de la vie journalière.

§ 2. — *L'attribution de la nationalité polonaise aux Allemands habitant la Haute-Silésie polonaise*

Il importait au plus haut point aux Allemands de Haute-Silésie polonaise d'acquérir la nationalité polonaise dans les conditions exactement définies par les traités puisque la plupart des droits réglés par le Trai-

ti des minorités et par la Convention germano-polonaise sont réservés aux membres de la minorité qui sont ressortissants polonais, c'est-à-dire à ceux qui se nomment eux-mêmes « citoyens polonais de nationalité allemande ».

A ce sujet, un différend s'est élevé dès 1921 entre le gouvernement polonais et la minorité allemande.

Le 12 novembre 1921, l'association allemande pour la sauvegarde du droit des minorités en Pologne (de Posnanie) qui avait déjà saisi le Conseil le 8 novembre précédent de la question des colons allemands en Pologne (1) a saisi ledit Conseil de l'interprétation adoptée par l'Etat polonais en ce qui concernait l'article 4 du traité des minorités relatif à la nationalité.

Le Conseil n'ayant pu résoudre la difficulté, saisit la Cour Permanente de Justice Internationale d'une demande d'avis consultatif sur l'objet du susdit différend.

L'article 4 du Traité des minorités s'exprime ainsi : « La Pologne reconnaît comme ressortissants polonais, de plein droit et sans aucune formalité, les personnes de nationalité allemande, autrichienne, hongroise ou russe qui sont nées sur ledit territoire de parents y étant domiciliés, encore qu'à la date de la mise en vigueur du présent traité elles n'y soient pas elles-mêmes domiciliées ».

La Pologne prétendait que, pour bénéficier de cet article, les Allemands nés de parents domiciliés sur le territoire actuellement polonais devaient prouver que leurs parents y étaient établis non seulement au mo-

(2) Nous ne parlerons pas de cette question qui intéresse uniquement la Posnanie et la Poméranie.

ment de leur naissance mais aussi à la date du 10 janvier 1920.

Voici comment s'est exprimé l'agent du gouvernement polonais dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion devant la Cour de la Haye: (3).

« Le but poursuivi par les Etats contractants et signataires du Traité des minorités était d'ouvrir, au moyen de cet article, un nouveau mode d'acquérir la nationalité polonaise, non prévu dans le traité de Versailles.

« Si celui-ci, d'accord avec la pratique presque universelle, s'est contenté de s'attacher au domicile des personnes pour déterminer les limites de la masse humaine atteinte par le traité de cession, l'article 4 combine deux conditions: le lieu de naissance de l'individu et le domicile de ses parents.

« C'est donc un hommage rendu au principe du jus soli, lequel cependant, a été trouvé insuffisant à lui seul pour déterminer le changement de nationalité. Il a donc fallu le renforcer au moyen d'un élément extérieur, qui fût de nature à faire naître la supposition, que le lien avec le sol polonais n'est point fortuit et dû au hasard... ».

« A quelle condition le domicile des parents serait-il qualifié pour fournir un indice moral dont cet individu puisse se prévaloir ? »

« A la condition que ce domicile lui-même soit sérieux, non point fortuit, et qu'il exprime chez les parents la ferme volonté de vivre et de mourir dans le pays.

« Comme nous ne raisonnons pas dans le vide, comme nous sommes obligés d'envisager la réalité, rappelons

(3) P.C.P.J.I. série C, N° 3, vol. I, p. 762.

dans quelles conditions, pendant plus d'un siècle, on acquérait un domicile dans les provinces polonaises.

« Un fonctionnaire, un soldat, un instituteur, n'ayant aucune attache avec le pays polonais, venaient, par ordre du gouvernement et au hasard des nominations et des rappels à y être transplantés pour un temps indéterminé, un mois, un an, ou plus.

« Ce domicile forcé offre-t-il une garantie quelconque en ce qui concerne le lien moral avec le territoire ainsi habité ? Peut-il fournir cet élément extérieur nécessaire pour suppléer ce que la naissance seule sur le sol est insuffisante à produire ?

« Un enfant est né pendant ce séjour involontaire. Plus tard, les parents sont partis emmenant leurs enfants et sont retournés dans d'autres provinces allemandes. Que reste-t-il qui les attache encore au sol polonais ? Il n'en subsiste probablement rien.

« Voilà la raison pour laquelle le gouvernement polonais n'a pas cru possible d'adopter une interprétation supplétive de l'article 4 qui soit établie sur des données aussi peu décisives en elles-mêmes... ».

« Mais rattacher ce même domicile à certaines dates décisives, telles que la naissance de l'individu lui-même, date nécessaire pour ce qui concerne la personne en question, et l'entrée en vigueur du Traité de Versailles, date nécessaire pour qualifier l'attachement des parents au pays au moment où celui-ci vient faire partie de l'Etat polonais, tel est le système d'après lequel le gouvernement polonais semblait concilier les trois exigences essentielles.

« 1°) Préciser ce que l'article 4 laissait dans l'état d'incertitude.

« 2°) Créer des présomptions suffisantes pour que l'ac-

quisition de la nationalité polonaise puisse être considérée comme une conséquence naturelle et rationnelle de la vie réelle.

« 3°) Supprimer, à la source même, des occasions de faire naître des situations entièrement anormales, soit sous forme de double nationalité, soit sous forme d'acquisition de nationalité polonaise, privée de toute raison d'ordre moral indispensable.

« Voilà l'autre alternative qui est présentée à la Cour afin que celle-ci se prononce sur son sort.

« Le questionnaire demande si l'article 4 requiert aussi le domicile des parents au moment de l'entrée en vigueur du Traité. Nous répondrons : oui ».

« Rien ne démontre mieux ce que cette matière exige de circonspection pour être réglée d'une manière satisfaisante, que les dispositions nombreuses et détaillées contenues dans la Convention germano-polonaise du 15 mai 1922.

« L'article 26 de cette convention traite en particulier de la place à assigner au principe du jus soli. Il l'utilise :

1) dans son paragraphe 1 pour autoriser les personnes domiciliées sur le territoire du plébiscite, même après le 1^{er} janvier 1908, à acquérir la nationalité polonaise bien qu'en règle générale le domicile acquis après cette date n'entraînât pas cette conséquence ».

2) dans son paragraphe 2 qui correspond en partie à la catégorie prévue dans l'article 4 et qui est ainsi conçu :

« Les ressortissants allemands qui, à la date du transfert de la souveraineté, n'ont pas leur domicile dans la partie polonaise du territoire plébiscité, acquièrent de

plein droit la nationalité polonaise, s'ils sont nés dans la partie polonaise du territoire plébiscité, de parents qui y étaient domiciliés au moment de la naissance, pourvu qu'eux ou leurs épouses :

a) aient des ascendants ou descendants qui, à la date du transfert de la souveraineté, ont dans le territoire plébiscité un domicile établi avant le 15 avril 1921, ou

b) aient, à la date du transfert de la souveraineté, leur domicile dans la partie allemande du territoire plébiscité au moins depuis le 15 avril 1921, ou

c) aient eu, au moins pendant 15 ans, un domicile dans le territoire plébiscité, ou

d) aient acquis dans la partie polonaise du territoire plébiscité, au moins deux ans avant la date du transfert un fonds ou une entreprise industrielle, à condition qu'ils exploitent le fond ou dirigent l'entreprise personnellement ».

« L'intention des auteurs de cette disposition est très claire.

« Ne pouvant se contenter de l'élément de naissance, sur le sol et de l'élément de domicile des parents à l'époque de la naissance, ils ont éprouvé le besoin de créer quatre nouvelles conditions alternatives, dont chacune prise à part était destinée à servir d'indice d'attache au pays sujet au partage :

a) domicile des ascendants ou descendants à la date du transfert de la souveraineté.

b) et c) domicile propre dans le territoire plébiscité soit à la date du transfert de souveraineté, soit ayant eu une durée de 15 années.

d) acquisition d'un fonds de commerce ou d'industrie ».

A ces observations de l'agent polonais, l'agent allemand a répondu de la manière suivante :

« Le gouvernement polonais n'a pas cessé de prétendre que la solution acceptée pour la Haute-Silésie ne pouvait en aucun cas servir de base, des dispositions beaucoup plus sévères étaient, disait-il, nécessaires pour la Posnanie et pour la Prusse occidentale et cela pour des raisons de politique intérieure, la majorité parlementaire et l'opinion publique réclamant la dégermanisation des régions de l'ouest de la Pologne.

« Si nous envisageons la Convention relative à la Haute-Silésie, à laquelle le représentant de la Pologne s'est référé, la solution trouvée par elle, part d'une interprétation d'après laquelle le domicile des parents se rapporte à la date du transfert de la souveraineté.

L'article 26, § 1, dit textuellement « de parents qui y étaient domiciliés au moment de la naissance ». La nationalité polonaise est donc acquise, conformément à cet article, en premier lieu par tous les ressortissants allemands nés sur le territoire plébiscité et y domiciliés à la date du transfert de la souveraineté, c'est-à-dire par tous les « originaires domiciliés ». En outre, le paragraphe 2 dudit article prescrit que les « originaires non domiciliés » changeront également leur nationalité si ces personnes peuvent se prévaloir de relations d'ordre familial ou économique ou d'un long séjour dans les territoires en question et que, partant, ils y ont conservé après leur naissance des attaches remarquables.

« Ainsi, l'intérêt du gouvernement allemand n'était nullement que des personnes qui, abstraction faite du fait de leur naissance sur un territoire devenu polonais, n'avaient maintenu aucune relation avec ces territoires

aient la nationalité polonaise. Dans ce sens, la Convention de Genève ne restreint point le sens littéral de l'article 4 en ajoutant au domicile des parents à la date de la naissance une autre date déterminative, mais plutôt en tenant compte des attaches que les enfants avaient maintenues dans le pays de leur naissance.

« Il est certainement exact que parmi les enfants des officiers et des fonctionnaires nés dans un territoire attribué à la Pologne, il y en a beaucoup qui n'ont aucun intérêt raisonnable à devenir citoyen polonais. Mais le représentant du gouvernement polonais a très bien exposé que, d'autre part, un changement de nationalité doit avoir lieu dans tous les cas où les personnes intéressées ont conservé, abstraction faite de leur naissance dans les territoires en question, des relations qui les lient à ces territoires. C'est précisément la manière de voir du gouvernement allemand qui avait proposé les articles 25 et 26 de la convention relative à la Haute-Silésie. Mais c'est seulement grâce à la médiation du Secrétariat permanent de la S.D.N. que ces propositions furent acceptées. Egaleme^{nt}, comme je l'ai déjà dit, dans les négociations de Dresde, cette solution de la question proposée par la délégation allemande, fut nettement refusée par la délégation polonaise. Si le gouvernement polonais avait accepté à Dresde une solution analogue aux articles 25 et 26 de la Convention de Genève, fondée sur des concessions réciproques et équitables, le différend regrettable qui est à la base de la procédure actuelle ne se serait pas produit ».

Comme on le voit, le différend qui était né, touchant l'interprétation de l'article 4 du Traité des minorités n'intéressait pas la Haute-Silésie, mais chacune des deux

thèses qui se sont affrontées à la Haye n'a pas manqué de tirer argument de la réglementation établie en Haute-Silésie par la Convention de Genève.

La Cour s'est d'ailleurs prononcée en faveur de la thèse allemande en donnant, à son avis rendu le 15 septembre 1923, la conclusion suivante :

« Il faut et il suffit qu'au jour de la naissance les parents aient eu, sur le territoire devenu plus tard polonais, leur domicile, c'est-à-dire un établissement sérieux, permanent, avec l'intention d'y rester. Imposer à l'acquisition de la nationalité polonaise une condition supplémentaire qui n'est pas écrite dans le Traité du 28 juin 1919, ce ne serait plus interpréter ce traité, ce serait le refaire ».

A la suite de cet avis, des négociations assez prolongées eurent lieu. Le Conseil donna son approbation à l'avis consultatif de la Cour, puis les parties entrèrent en pourparlers dans des conférences présidées par un membre du Conseil ; ces conférences n'ayant pu aboutir, les parties engagèrent des négociations que dirigea le président du Tribunal arbitral mixte de Haute-Silésie, agissant en qualité de médiateur et au besoin comme arbitre. Les difficultés n'ayant pu être surmontées, ce fut la procédure arbitrale qui dut jouer, les parties acceptèrent puis ratifièrent la sentence qui reçut l'approbation finale du Conseil le 8 juin 1925 » (4).

(4) Pour l'affaire de l'acquisition de la nationalité polonaise v. J.O. nov. 1923, pp. 1328-1335 ; J.O. avril 1924, pp. 543 et 722-725. Le 27 sep. 1923, le Conseil adopta l'avis consultatif émis par la Cour permanente le 15 sept. 1923 sur l'article 4 du Traité polonais des minorités et invita son rapporteur « à offrir ses bons offices au gouvernement polonais pour a) tout examen utile des questions d'application des clauses de nationalité polonaise ; b) toute négociation que le gouvernement polo-

§ 3. — *Détermination de l'appartenance à la minorité*

Ainsi que nous l'avons constaté, la question de la nationalité n'intéressait pas la seule Haute-Silésie polonaise. C'est, au contraire, dans cette province en particulier qu'il s'est élevé une difficulté des plus sérieuses en ce qui concerne la détermination de l'appartenance, à la minorité allemande, de certaines catégories de personnes.

L'affaire était d'autant plus grave que c'était à propos du droit à l'ouverture d'écoles minoritaires et à la fréquentation de ces écoles par leurs enfants, qu'un conflit s'est élevé entre la Pologne et la minorité allemande.

Nous avons vu ci-dessus dans quelles conditions les Allemands ont, en Haute-Silésie polonaise, le droit d'obtenir que le gouvernement polonais ouvre dans telle localité déterminée une école réservée à la minorité allemande, et donnant un enseignement allemand.

L'exercice de ce droit soulève essentiellement la question de savoir, au préalable, si tels ou tels enfants appartiennent ou non à la minorité allemande.

nais désirerait entreprendre avec le gouvernement allemand au même sujet ». Le 12 février 1924, des négociations furent, en effet, entamées à Genève, entre les gouvernements allemand et polonais sous la présidence du rapporteur du Conseil M. de Souza Dautas ; la délégation polonaise reconnut, en principe, le bien-fondé de la thèse exprimée par l'avis de la Cour au sujet de l'art. 4 ; cependant les négociations au sujet des questions d'application n'aboutirent pas. Une nouvelle résolution du Conseil, en date du 14 mars 1924, pria le rapporteur de demander à une tierce personne de se charger de présider aux négociations en qualité de médiateur, étant entendu que si les négociations n'aboutissaient pas avant le 1^{er} juin 1924, cette personne aurait pleins pouvoirs pour statuer sur les questions en litige en qualité d'arbitre. A la suite des négociations qui eurent lieu, à Vienne, sous la présidence de M. Kaebenbeek, président du tribunal arbitral de Haute-Silésie, un accord intervint, le 30 août 1924 entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais, suivi de la signature d'une convention.

Cette question préjudicielle n'intéresse pas uniquement et exclusivement les droits de la minorité en matière d'enseignement. Elle présente un caractère d'ordre général et rentre dans le droit primordial de la minorité à la reconnaissance de sa propre existence, plus précisément de l'existence, en tant que minoritaires, de tels ou tels individus.

Si le gouvernement polonais avait tout pouvoir en cette matière, il pourrait réduire à sa guise le chiffre de la population minoritaire et diminuer considérablement l'étendue des obligations qu'il a assumées à l'égard de cette population.

Nous allons donc exposer sous la présente rubrique l'affaire des écoles minoritaires en Haute-Silésie, affaire qui n'a finalement pu trouver une solution définitive que devant la Cour permanente de justice internationale.

En octobre 1923, le bloc allemand, au Sejm (Diète) silésien, appuyé par les socialistes polonais, présente une proposition urgente ainsi conçue : « les dispositions scolaires des minorités qui devaient entrer en vigueur au 1^{er} septembre n'ayant pas été encore réalisées, nous invitons la Voïévodie (de Katowice) à prendre des mesures afin que les élèves des deux sexes pour lesquels les demandes ont été faites en vue de fixer le mode d'enseignement pour les minorités reçoivent l'enseignement de la même façon qu'ils l'ont reçu avant les vacances, jusqu'à ce que les demandes en question reçoivent une solution définitive ».

A une séance suivante du Sejm silésien cette résolution fut déclarée nulle (10 octobre 1923), et on vécut sans incidents notables jusqu'au printemps de 1925, époque à laquelle les milieux polonais s'inquiétèrent de la ma-

nière dont les allemands de Haute-Silésie s'appliquaient à tirer parti des stipulations de la Convention de Genève en ce qui concerne les écoles minoritaires.

La Convention n'ayant pas précisé que seuls pourraient fréquenter les écoles minoritaires les enfants des familles de la minorité allemande et régulièrement inscrits à ces écoles, un grand nombre d'enfants polonais fréquenteraient ces écoles, par suite de la pression exercée sur leurs ouvriers et employés par les patrons allemands. Les écoles minoritaires devenant insuffisantes, les Allemands en réclamaient de nouvelles. (A noter que le même reproche a été fait, les années suivantes, à chaque rentrée des classes par les Allemands, aux patrons polonais, et aux autorités administratives qui les auraient tacitement encouragés et soutenus.

En même temps, des incidents sanglants marquèrent les inscriptions aux écoles minoritaires (avril 1925).

De plus, les sociétés scolaires polonaises en Haute-Silésie allemande adressent à cette époque une plainte à la Commission arbitrale mixte basée sur ce fait que la Silésie d'Oppeln n'aurait que 25 écoles primaires polonaises et que les formalités d'inscription seraient compliquées à plaisir par les autorités allemandes.

En juin 1926, le « Volksbund », (1) qui a assumé le soin de recueillir les feuilles d'inscription aux écoles minoritaires allemandes, après une savante propagande, remporte un grand succès, le nombre des enfants ainsi

(5) Nous aurons bientôt l'occasion d'étudier l'organisation du « Volksbund ». Il suffira pour le moment au lecteur de savoir qu'il s'agit en l'espèce d'une ligue allemande de défense de la minorité en Haute-Silésie polonaise.

inscrits dépassant 10.000, chiffre décuple de celui de l'année précédente.

Dans certains centres, tels que Krolewska-Huta (Königshütte) il inscrit 800 enfants sur 1.000.

Si les organes allemands enregistrent purement et simplement ces succès, la presse polonaise ne dissimule pas son inquiétude. C'est, pour elle, le résultat d'une savante propagande qui a exploité, auprès d'un public naïf et apathique, les difficultés politiques et économiques du moment, laissant à entendre que ces difficultés sont imputables à la « légèreté et à l'incapacité polonaises ». Pression patronale allemande: des primes auraient même été payées par tête d'enfant inscrit aux écoles minoritaires.

Ajoutons que le fait que les allemands de la Haute-Silésie polonaise sont tenus, quoique citoyens polonais, à l'écart des emplois officiels ou dans l'administration, n'a pas été sans agir sur la résolution des parents allemands, qui ont pensé n'avoir plus à ménager l'avenir de leurs enfants en favorisant leur « polonisation ». Peut-être aussi un certain manque de mesure dans l'œuvre de polonisation entreprise dans ce pays a produit un effet opposé à celui qu'on escomptait.

En présence de ce résultat, l'administration scolaire de la Voïévodie charge une commission d'enquêter sur l'affaire. Après avoir interrogé les parents, la Commission d'enquête annule 9.000 demandes sur 10.000, alléguant que les enfants inscrits n'appartiennent pas à la minorité allemande. Cette décision intervenant au moment de la rentrée (septembre 1926), les parents ne peuvent pas réclamer en temps utile.

Suivent aussitôt de vives protestations allemandes

s'appuyant sur la Convention de Genève qui n'a pas créé de commission d'enquête. De plus, cette commission s'est, en déclarant que 90 % des enfants inscrits n'appartiennent pas à la minorité allemande, arrogé un droit que l'article 76 de la Convention refuse formellement aux intéressés en déclarant que la « question de savoir si une personne appartient ou non à une minorité de race, de langue ou de religion ne peut faire l'objet d'aucune vérification ni d'aucune contestation par les autorités ».

Le « Volksbund » porte plainte auprès de la Commission mixte.

Le Secrétariat général de la commission arbitrale mixte écrit la lettre suivante à l'un des parents plaignants, d'après la « Kattowitzer Zeitung ». « Je vous fais connaître à titre d'information qu'une plainte a été soumise à l'Office polonais des minorités et sera transmise sous peu à la Commission mixte. Le Président de cette Commission s'exprime à ce sujet en première instance. La deuxième et dernière instance est le Conseil de la S.D.N. auquel l'affaire sera transmise si l'une des parties ne reconnaît pas la décision prise par la première instance... ».

En décembre 1926, M. Calonder, Président de la Commission mixte, fait connaître son avis officiel sur cette affaire :

1°) L'enquête menée pendant l'année 1926, en vue d'interroger les parents ayant fait inscrire leurs enfants aux écoles des minorités allemandes est illégale, d'après l'article 76 de la Convention de Genève.

2°) La déclaration de non-validité des inscriptions aux

écoles de la minorité allemande a eu lieu à tort dans les cas suivants :

a) lorsqu'il a été demandé au cours de l'enquête aux parents s'ils parlaient, comme langue-mère le polonais ou l'allemand, ou encore le polonais et l'allemand.

b) lorsque les parents, au cours de l'interrogatoire, n'ont fait aucune déclaration sur l'école qu'ils désiraient voir fréquenter par leurs enfants, sans prendre en considération la langue qu'ils ont désignée comme langue-mère.

c) lorsque les parents ont demandé, au cours de leur interrogatoire, en allemand et en polonais l'admission à une école, mais sans déclarer formellement si cette entrée devait avoir lieu dans une école allemande de minorité ou une école polonaise de majorité, sans prendre en considération la langue qu'ils ont désignée comme langue-mère.

d) lorsque les parents n'ont pas répondu à la citation devant la Commission d'enquête.

Tous les enfants dont il s'agit doivent entrer immédiatement dans les écoles allemandes de la minorité, à l'exception de ceux :

a) dont la nationalité polonaise est insuffisamment établie,

b) dont les parents avaient des droits insuffisants pour l'inscription,

c) n'appartenant pas au groupe scolaire où l'inscription a été présentée,

d) qui auraient dû fréquenter d'autres écoles,

e) qui étaient dégagés de toute obligation scolaire.

Les plaignants peuvent se pourvoir, contre ces refus d'acceptation, par voie de plaintes individuelles.

3°) Les autorités compétentes sont invitées à ne pas infliger d'amende pour non-fréquentation d'école aux parents des élèves qui, d'après l'alinéa 2 de la présente décision, sont admis à entrer dans les écoles allemandes de minorités ».

Cette décision, très importante, de la Commission mixte, annule en droit et en fait, les mesures arbitraires prises par les autorités polonaises.

Néanmoins, en janvier 1927, la Cour d'appel de Krolewska-Huta (Königshütte) confirme le jugement rendu en première instance condamnant à une amende les parents dont les enfants ne fréquentaient pas les écoles polonaises après que leur inscription aux écoles minoritaires avait été annulée par la Commission d'enquête de la Voïévodie de Haute-Silésie.

Les tribunaux polonais ne tiennent donc pas compte, contrairement à l'article 584 de la Convention de Genève, de la résolution de la Commission mixte reproduite ci-dessus.

En janvier 1927 M. Colban, chef de la section des minorités nationales de la S.D.N. appelé par le gouvernement polonais pour étudier la question des écoles minoritaires vient à Katowice. Il confère avec le Voïévode et les représentants de la Minorité allemande en Haute-Silésie polonaise.

Pendant son séjour à Katowice M. Colban reçoit les représentants de la *Ligue populaire allemande* (Deutscher Volksbund). Au cours de cette réception, le député Ulitz, président du Volksbund, expose avec netteté la thèse de la minorité allemande en Haute-Silésie polonaise. Rappelant que la troisième partie de la Convention de Genève précise les conditions d'exécution du

traité concernant la protection des minorités et fixe le droit positif de la minorité allemande en Haute-Silésie polonaise, il ajoute :

« La création de la Commission mixte a été considérée comme essentielle pour la protection de cette minorité, mais celle-ci est d'avis que la solution du problème des minorités ne peut être trouvée que si la croyance à des privilèges spéciaux de la majorité arrive à disparaître. L'Etat exige de nous la loyauté, or nous ne nous sommes jamais tenus dans une opposition stérile et c'est pour cette raison que nous ressentons avec amertume le traitement qui nous est infligé, comme si nous étions des ennemis de l'Etat. L'opinion publique polonaise identifie la conception de l'Etat et celle du peuple ; elle réclame l'absorption de la minorité nationale par la nation polonaise. Nous, Allemands, sommes décidés à conserver notre caractère national ; nous regardons avec vénération l'histoire de notre peuple. Nous sommes fiers de la part qu'il a prise dans le développement de l'humanité.

« Or, nous sommes convaincus aujourd'hui encore plus qu'il y a quatre ans que l'opinion publique polonaise feint d'ignorer la minorité allemande, qu'elle considère l'exercice des droits civils de cette minorité comme une arrogance et l'affirmation de ses qualités nationales comme une trahison vis-à-vis de l'Etat ; elle croit que l'Etat lui fait une grâce en lui semble enchaîner le développement de l'Etat. Nous savons que cette manière de penser n'est pas celle de tout le peuple polonais, mais c'est celle qui est la plus répandue dans les milieux politiques. Nous exigeons de l'Etat qu'il nous donne l'égalité de droits la plus com-

plète dans tous les domaines de la vie publique, égalité qui nous est assurée par la constitution sous la garantie de la Société des Nations.

« Nous exigeons de l'Etat le respect de la plus grande liberté dans la conservation de nos libertés nationales. Ces demandes sont conformes au droit. Nous reconnaissons à l'Etat le droit de favoriser avec les moyens dont il dispose le développement intellectuel de la nation, mais nous lui refusons la faculté d'étouffer par la force la minorité et de la dénationaliser. La lutte entre la culture de la nation et celle de la minorité nationale ne peut être permise que par une concurrence pacifique. Nous ne pensons pas seulement à nous, mais à toutes les minorités existant en Europe et soumises aux mêmes conditions d'existence.

« Nous vous prions de ne pas considérer notre manière de voir sur le non-accomplissement de la Convention de Genève comme une tentative de discréditer l'Etat. Nous avons toujours essayé de régler nos affaires d'accord avec les autorités locales. Il ne nous a pas toujours été loisible de suivre la procédure internationale, parce que nous considérons qu'une solution pacifique trouvée par notre propre Etat est la plus heureuse, mais notre bonne volonté ne doit pas nous conduire à la négation de nous-mêmes... Nous croyons que la Société des nations, et, en particulier le Conseil de la S.D.N., dont fait partie notre Etat, a besoin des informations les plus exactes pour résoudre le problème des minorités, qui est un des problèmes européens les plus importants ».

Quelque temps plus tard, et contrairement à l'attente générale, le gouvernement polonais, par une lettre de l'Office des Minorités de Varsovie, à M. Calonder, re-

jette la décision de ce dernier. Cette lettre ne fait que reproduire les passages essentiels du rapport de M. Grazynski, l'actif et distingué voïévode de Katowice, sur l'affaire.

« 1°) Le Voïévode ne voit aucune possibilité de tenir compte de l'avis du Président de la Commission mixte en Haute-Silésie.

« 2°) Il ne met en doute ni l'impartialité, ni la compétence de M. Calonder, mais il doit déclarer avec amertume que l'avis donné par le Président de la Commission mixte ne concorde pas avec les prescriptions de la Convention de Genève et ne correspond pas aux relations indispensables entre l'Etat et les minorités.

« 3°) Il n'accepte pas la décision du Président de la Commission mixte, mais il considère de son devoir de donner satisfaction aux demandes équitables de la minorité allemande dans le domaine scolaire, tout en restant dans les limites que le gouvernement polonais tient pour compatibles avec les prescriptions juridiques de la Convention de Genève, avec le souci de l'intérêt de l'Etat et avec le bien de la population.

« 4°) Il se refuse à discuter point par point les paragraphes de l'avis officiel du président de la Commission mixte en date du 15 décembre dernier ».

Le gouvernement polonais aurait cependant à ce moment engagé les autorités compétentes à arriver à un accord direct avec les représentants de la minorité allemande, ce qui aurait eu pour résultat l'éviction pure et simple de la Commission mixte.

La déclaration du Voïévode n'ayant pas donné satisfaction au Deutscher Volksbund, celui-ci déclara faire appel, en vertu des articles 149 à 157 de la Convention de Genève, au Conseil de la S.D.N. L'appel du Deuts-

cher Volksbund, daté du 16 janvier 1927, a été transmis le 11 février 1927 par l'intermédiaire du gouvernement polonais au Secrétaire général pour soumission au Conseil. Les observations du gouvernement polonais sur le dit appel ont été soumises au Conseil par une lettre datée du 18 février 1927.

Le Conseil de la S.D.N. s'est occupé de l'affaire au cours de ses séances des 5, 8 et 12 mars; sous un certain aspect, l'instance a été reprise par le Conseil le 8 décembre 1927.

Le 12 mars 1927, le Conseil a adopté une résolution qui, entre autres, signale à l'attention du gouvernement polonais « l'intérêt tout spécial qui s'attache à ce que ce dernier n'insiste pas sur les mesures prises par ses autorités locales en vue d'exclure des écoles minoritaires les catégories d'enfants qui ont fait l'objet des demandes d'inscription ci-après :

1, Demandes d'inscription infirmées pour le motif que les parents, tuteurs, etc... n'ont pas donné suite à l'invitation de comparaître à l'enquête qui a eu lieu pendant l'été de 1926.

2) Demandes d'inscription infirmées pour le motif que les enfants à inscrire et pour lesquels, lors de la dite enquête, furent indiquées comme langues maternelles et l'allemand et le polonais, n'appartenaient pas à la minorité allemande ».

D'autre part, le Conseil a estimé qu'il ne convenait pas d'admettre aux écoles minoritaires les enfants qui ne parlaient que la langue polonaise. Il a décidé d'instituer un contrôle au sujet des cas concrets rentrant dans les catégories mentionnées aux N^{os} 1 et 2 ci-des-

sus et qui sembleraient douteux aux autorités polonaises locales.

« Pareil contrôle, dit la Résolution du Conseil, pourra aussi s'appliquer aux cas de nouvelles inscriptions d'enfants postérieurement demandées par les personnes légalement responsables de leur éducation, et qui sembleraient douteux aux autorités locales polonaises. Le contrôle aura pour but de vérifier si un enfant parle la langue véhiculaire de l'école minoritaire, de façon qu'il soit utile qu'il fréquente cette école ».

Il a été décidé que l'exercice de ce contrôle se ferait de la manière suivante : les autorités locales défèreraient dans chaque cas douteux, la question au président de la Commission mixte de Haute-Silésie, assisté d'un ressortissant suisse, experte en matière d'enseignement, et désigné, en principe, par le Conseil de la S.D.N. Si, à la suite de l'avis de l'expert quant à la connaissance par l'enfant de la langue allemande, le président déclarait qu'il ne serait pas utile que l'enfant fréquentât l'école minoritaire, l'enfant serait exclu de cette école.

Le contrôle envisagé serait aussi exercé à l'égard des enfants pour lesquels les personnes légalement responsables de l'éducation auraient déclaré, lors de l'enquête faite en 1926, que la langue maternelle était la langue polonaise, au cas où lesdites personnes en exprimeraient le désir. Dans ce cas, l'enfant aurait accès à l'école minoritaire si, à la suite de l'avis de l'expert quant à sa connaissance de la langue allemande, le Président déclarait qu'il y avait utilité à l'admettre dans ladite école.

La Résolution dont il s'agit a été adoptée après une discussion au cours de laquelle le représentant de l'Al-

Allemagne a fait valoir que le rapport au Conseil laissait ouverte la question juridique posée à l'occasion de cette affaire.

Cette décision a été interprétée comme un triomphe de leur thèse par les Polonais; ils y ont vu en particulier un succès personnel du Voiévode Grazynski, à Genève.

Cependant, la décision du Président Calonder n'était amendée par la S.D.N. qu'en ce qui concernait les enfants indubitablement polonais, ne parlant pas l'allemand, et qui n'étaient plus autorisés à être inscrits dans les écoles minoritaires, même si leurs parents le demandaient.

La presse de Haute-Silésie allemande, très mécontente, reproche à M. Streseman de n'avoir pas su se maintenir dans la position, très forte juridiquement, que lui donnait la Convention de Genève elle-même, en son article 131, qui prescrit que, pour établir la langue d'un élève, il doit être tenu compte uniquement de la déclaration verbale ou écrite de la personne légalement responsable de son éducation, sans que cette déclaration puisse faire l'objet d'aucune vérification ou contestation de la part des autorités scolaires.

Tandis que le parti de M. Korfanty, dont l'organe est le Journal « Polonia », faisait remarquer que le succès polonais, ramené à de justes proportions, devait être envisagé comme un ajustement pratique de la Convention de Genève, qui n'avait pu prévoir que ses dispositions pourraient être faussées, notamment par la pression exercée sur leurs salariés par les patrons allemands, dont l'influence est prépondérante en Haute-Silésie, quelle fut l'attitude de la minorité ?

Les Allemands enregistrèrent la décision de Genève, sans trop de récriminations (tout au moins publiques). Il ne saurait être pour eux question d'une défaite de M. Calonder; l'avis qu'il avait émis dans l'affaire des écoles minoritaires ayant été reconnu comme absolument conforme aux principes juridiques et le compromis ne l'ayant modifié que pour des raisons pratiques. Bien plus, le délégué suisse qui allait examiner les enfants pour savoir s'ils étaient en état ou non de suivre les cours des écoles minoritaires, devait être considéré comme un nouvel agent de la Commission mixte qui ne serait chargé que de rendre compte à M. Calonder, auquel, par conséquent, il restait subordonné.

A la suite des événements rappelés plus haut, les élèves allemands avaient fait la grève. L'attitude des autorités polonaises, notamment dans la question des amendes infligées aux parents pour non fréquentation des écoles polonaises avait été intransigeante. On espérait néanmoins qu'après la décision de Genève un règlement définitif se produirait suivi d'une détente. Mais, les autorités administratives polonaises continuèrent de se tenir dans une réserve absolue et les choses menacèrent de se gâter. Le correspondant berlinois du « Times » télégraphia à son journal qu'« on pourrait douter du respect de l'administration polonaise en Haute-Silésie, pour la décision de Genève ».

Devant l'émotion générale, le voïévode de Haute-Silésie, M. Grazynski, fit ces déclarations au cours d'une entrevue à M. Nestz, représentant du Volksbund :

1°) Il y aurait suspension de l'envoi des mandats de paiement d'amende aux parents ayant fait inscrire leurs enfants aux écoles minoritaires et n'ayant pas envoyé ceux-ci aux écoles polonaises.

2°) La police ne poursuivrait plus le recouvrement des amendes dont les mandats de paiement avaient été lancés.

3°) La décision du Conseil de la S.D.N. du 12 mars 1927 avait été communiquée aux tribunaux.

4°) Le Voïévode ordonnait l'établissement des listes des enfants faisant la grève scolaire, qui pourraient être admis le plus tôt possible dans les écoles minoritaires allemandes, sans que cette admission empêchât toutefois l'examen éventuel de la langue parlée, qui devait être passé par l'inspecteur suisse prévu par la décision de Genève.

5°) Les amendes payées ne seraient pas remboursées.

Ces déclarations produisirent immédiatement une impression de détente.

Le journal « Polonia » (de M. Korfanty) critiqua l'attitude passée du Voïévode, lui reprochant de connaître insuffisamment les clauses de la Convention de Genève « qui ne sont pas toutes très favorables à la Pologne, mais qu'il faut cependant respecter ».

En automne 1927, M. Maurer, professeur suisse, chargé par la S.D.N. de procéder à l'examen « linguistique » des enfants avant leur rentrée aux écoles minoritaires allemandes, ou polonaises, vint remplir sa mission.

En Novembre, M. Calonder, président de la Commission mixte de Haute-Silésie, notifia à M. Neitz, président de la Ligue Populaire allemande, que ces examens devraient être renouvelés pour l'année scolaire 1927-1928, selon une décision de M. Uretta, rapporteur au Comité des Trois.

Cette disposition avait été tenue secrète jusqu'au dernier moment et la presse n'en avait pas parlé. On espérait, paraît-il, un arrangement à l'amiable entre les deux gouvernements intéressés, surtout au moment de l'ouverture des négociations, tant de fois interrompues et reprises, en vue de la conclusion d'un traité de commerce avec l'Allemagne.

Cet arrangement n'a pas été réalisé et le gouvernement allemand saisit (novembre 1927) télégraphiquement le secrétaire général de la S.D.N., sir Eric Drummond. Pour les Allemands, en effet, la décision du Conseil de la S.D.N. concernant les conditions d'admission des enfants des écoles minoritaires n'avait été qu'une mesure exceptionnelle qui ne devait plus être renouvelée à l'avenir.

Le Conseil de la S.D.N. prit acte le 8 décembre 1927 de ce que le gouvernement allemand portait le litige devant la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, ce que l'Allemagne fit par requête du 2 janvier 1928.

Le 26 mars 1928, la Cour rendit le jugement dont voici les passages les plus importants :

« Les articles 74, 106 et 131 de la Convention germano-polonaise signée à Genève le 15 mai 1922 donnent le droit à chaque citoyen de déclarer librement, et selon sa conscience, sous sa responsabilité personnelle, s'il appartient ou non à la minorité, de par sa race, sa langue ou sa religion, et le droit de déclarer quelle est la langue de l'élève ou de l'enfant dont ils sont légalement responsables en matière d'enseignement. Chaque déclaration prévue par l'article 131 de la Convention

de Genève, ou la question de savoir si une personne quelconque appartient de par sa race, langue ou religion à la minorité ne peut être vérifiée ou contrôlée, et les autorités n'ont pas le droit d'exercer une pression ou de mettre des obstacles quelconques »).

Le jugement de la Cour permanente de Justice internationale donne donc raison, en l'espèce, au Volksbund ; c'est la thèse de ce dernier qui triomphe ; et il n'en pouvait guère être autrement, les dispositions de la Convention de Genève relatives à la question qui nous occupe étant parfaitement claires. Cette sentence confirme aussi l'avis émis jadis par M. Calonder.

Mais la lutte ne s'est pas arrêtée là. Les antagonistes l'ont reprise avec plus d'acharnement en employant la tactique la plus variée et dont les différentes formes seraient trop longues à exposer. C'est à cet ensemble de faits (contrôles pointilleux exercé dans les écoles minoritaires ; vexations ou renvoi des maîtres de ces écoles ; pression du patronat polonais sur les salariés allemands ou d'aspect allemand ; sans oublier l'exode continu, vers l'Allemagne, d'allemands commerçants, employés établis jusque là en Haute-Silésie polonaise, et qui ont quitté le pays par familles entières), c'est à toutes ces causes, croyons-nous, qu'est due la diminution des inscriptions aux écoles minoritaires pour l'année 1927-1928 et 1928-1929, ainsi que le montre la statistique officielle suivante :

Année scolaire	Nombre total des élèves	Elèves polonais	O/O	Elèves allemands	O/O
1922-23	189.753	161.821	85,3	27.932	14,7
1923-24	197.661	172.517	87,4	25.094	12,6
1924-25	191.788	166.468	86,8	25.320	13,2
1925-26	187.607	161.129	85,4	26.478	14,1
1926-27	185.233	159.244	86	25.979	14
1927-28	187.023	163.858	87,6	23.205	12,4
1928-29	189.950	166.982	88	22.968	12

Ces chiffres ne doivent être admis qu'avec prudence, car les deux partis en présence ne sont pas impartiaux. En effet, dans le même laps de temps, dans la Silésie de Teschen (Cieszyn) où n'est pas en vigueur la Convention de Genève, le pourcentage des élèves des écoles minoritaires allemandes est plus élevé qu'en Haute-Silésie ci-devant allemande (3.132 sur 15.723, soit les 16,5 %) aussi cet argument, invoqué par les autorités polonaises n'est pas très probant, et pourrait même, venant à l'appui de ce que nous avons dit, se retourner contre la thèse polonaise.

Qu'il nous soit permis de dire ici que la Commission arbitrale mixte de Haute-Silésie a rendu depuis sa création, grâce au talent, au dévouement et à la haute impartialité de ses membres, en particulier de M. le Président Calonder, les plus signalés services dans le sens de l'apaisement et de la conciliation.

La tâche de cette Commission a été plus d'une fois ardue et délicate et il n'a pas toujours été aisé de dire le droit à des antagonistes exaltés, de recommander une attitude tolérante à des administrations se croyant attaquées dans leurs sentiments patriotiques, particulièrement vifs et ardents.

Un examen du recueil des avis émis par le Président de la Commission Mixte sur les affaires qui lui ont été soumises, depuis son installation en 1923 jusqu'à la fin de 1927, nous amène à cette constatation : sur 62 litiges ayant suivi la procédure complète, c'est-à-dire ayant fait l'objet d'un avis, 43, donc la grande majorité se rapportent à des questions d'enseignement minoritaire. Les plaintes sont introduites le plus souvent par le « Volksbund », puis par les « Schulverein » ou par des parents.

Il s'agit, tantôt de la fermeture illégale d'écoles primaires ou supérieures minoritaires, tantôt de la non-admission d'enfants et de jeunes gens dans ces écoles, ou de la suppression ou de la non-attribution de crédits scolaires. D'autres plaintes, enfin, ont trait à des questions d'organisation et d'administration internes des écoles.

Qu'on se trouve en présence de question de principe — ce qui est assez rare à la vérité — ou de différends que les passions locales ont eu vite fait d'envenimer, toujours la Commission Mixte s'est efforcée, dans le minimum de temps et en s'entourant du maximum de garanties, de faire appliquer la réglementation de la Convention de Genève.

Si l'on réfléchit aux difficultés de toute sorte qui n'ont pas manqué d'essayer de se mettre au travers de la route des arbitres ; si l'on songe que le Président Calonder a été à plusieurs reprises l'objet de campagnes injurieuses et perfides de la part des journaux locaux (certains, comme le « Kurjer Illustrowang » de Cracovie n'ayant pas craint de prétendre que M. Calonder était l'agent payé des intérêts allemands), si l'on se rappelle

que les haines allèrent jusqu'à le menacer dans sa personne — on doit rendre hommage à ces magistrats de la S.D.N., qui se sont montrés des magistrats modèles.

CHAPITRE III

LA MINORITÉ ALLEMANDE EN PRÉSENCE DE L'ADMINISTRATION POLONAISE, EN CE QUI CONCERNE SON DROIT A LA SÉCURITÉ ET A L'ÉGALITÉ

§ 1^{er}. — *Sécurité*

En octobre 1928, au cours de la 51^e session du Conseil de la S.D.N. le Volksbund a déposé une pétition dans laquelle il signale au Conseil un certain nombre d'incidents (74) au cours desquels, des membres de la minorité allemande auraient été l'objet de vexations plus ou moins graves de la part des membres de la majorité polonaise, ou des autorités de l'Etat polonais.

Dans cette pétition, le Volksbund s'efforce de démontrer que depuis 1922 l'association polonaise dite « les Insurgés », dont la fondation date de l'époque du plébiscite, entretient en Haute-Silésie polonaise une agitation constante dirigée contre la minorité allemande, agitation à la faveur de laquelle cette minorité a été victime de nombreux attentats.

Dans les observations que le gouvernement polonais a fait parvenir au Conseil de la S.D.N. au sujet de cette pétition, le gouvernement expose que les 74 cas énumérés dans la pétition de Volksbund se perdent dans la

masse des faits délictueux qui ont été commis depuis 1922 au sein de la population de plus d'un million d'âmes habitant la Haute-Silésie et dont le chiffre global n'a rien d'exagéré en regard des statistiques criminelles des autres pays.

Parmi ces cas, la plupart sont des délits de droit commun et le fait que des Allemands en aient été victimes ne permet pas d'en inférer qu'ils aient eu un but politique et qu'ils aient été inspirés par une certaine animosité de la majorité. L'association dite des « Insurgés » est un groupement polonais d'anciens combattants dont l'activité est essentiellement sportive et culturelle et n'a aucun caractère agressif vis-à-vis de la minorité allemande.

Le Conseil de la S.D.N. a prescrit une enquête. Les résultats de cette enquête ne sont pas encore connus. On ne peut savoir actuellement si l'Etat polonais a vraiment donné à sa police des directives en vue de refuser aux Allemands la protection que la force publique doit à tout citoyen et même à tous les habitants ressortissants ou étrangers, tant en vertu des principes qui sont à la base de toute nation policée, qu'en exécution du Traité des minorités et de la Constitution de 1922.

On peut rattacher à cette question de la « sécurité » l'application par la Pologne des dispositions contenues dans la Convention de 1922, Première Partie, dispositions générales, qui donnent le droit à cet Etat d'exproprier en Haute-Silésie polonaise certains biens des ressortissants Allemands. C'est à cette occasion qu'est survenue l'affaire dite de l'Usine d'azote de Chorzow, et des douze grands fonds. Cette affaire a été soumise à la Cour permanente de Justice internationale et elle y a

fait l'objet de divers arrêts sur la compétence, sur le fond et sur l'indemnité. Il s'agissait, en l'espèce, de ressortissants allemands et non pas de citoyens polonais appartenant à la minorité allemande. C'est pourquoi nous considérons que l'étude de cette affaire ne rentre pas dans le cadre du présent travail. Il y a lieu d'observer, toutefois, qu'en expropriant des propriétaires allemands, le gouvernement polonais pouvait parvenir à éliminer des éléments propres à tenir la minorité allemande en état d'hostilité vis-à-vis de l'Etat polonais.

La question posée était celle de savoir si le gouvernement polonais avait le droit d'user en Haute-Silésie des biens des ressortissants ex-ennemis.

La Convention germano-polonaise donne, dans son article 6, à la Pologne le droit d'« exproprier en Haute-Silésie polonaise les entreprises appartenant à la grande industrie, y compris les gisements, et la grande propriété rurale, conformément aux dispositions des articles 7 à 23. Sous réserve de ces dispositions, les biens droits et intérêts de ressortissants allemands ou de sociétés contrôlées par des ressortissants allemands ne peuvent pas être liquidés en Haute-Silésie polonaise ».

La loi polonaise du 14 juillet 1920, relative au transfert à l'Etat nouveau des biens des Allemands situés dans le territoire désannexé, dispose que les droits acquis par les particuliers sur les biens de cette catégorie, après le 1^{er} Novembre 1918, seraient considérés comme nuls et inexistants. Tel était le cas des biens dont il était question dans l'affaire de l'usine de Chorzow et des grands fonds.

La Cour permanente de justice internationale a décidé que cette loi ne pouvait pas être appliquée en Haute-

Silésie polonaise, car elle était inconciliable avec l'interdiction posée dans l'article 6 de cette Convention de liquider les biens allemands.

Dans un article paru en 1927, dans la Revue de Droit international (Lapradelle) M. le Professeur Gidel analyse de la manière suivante les conclusions qui se dégagent de l'arrêt rendu dans cette espèce par la Cour permanente de Justice internationale :

« La situation telle que la dégage l'arrêt de la Cour est donc la suivante :

« Etant donné une mesure contenant un élément international et qui a pour résultat une dépossession de biens privés opérée en dehors du consentement du propriétaire dépossédé, trois hypothèses peuvent se présenter :

« Ou bien la mesure est conforme au droit international commun : il n'y a pas « liquidation » puisque, par hypothèse, la liquidation est dérogatoire au droit international commun ; la mesure est légale : la question se pose simplement de savoir dans quelle catégorie juridique elle doit être rangée.

« Ou bien la mesure est contraire au droit international commun : elle n'est légale que : 1° si elle a été prise en vertu d'un texte internationalement valable permettant à l'auteur de la mesure de déroger au droit international commun ; 2° si l'auteur de la mesure s'est tenu strictement dans les conditions et limites prévues par le texte internationalement valable autorisant la dérogation.

« En l'absence d'un texte internationalement valable, ou au-delà de ce texte, la mesure qui n'est pas conforme au droit international commun perd tout caractère ju-

ridique et prend les caractères d'une voie de fait pure et simple » (1).

C'est donc le droit international commun, dont les prescriptions sont à combiner avec celles du texte internationalement valable qui a autorisé à y déroger, qui permet de construire juridiquement la notion de « liquidation » atteinte à la propriété. La liquidation se définit ainsi comme une atteinte à la propriété privée qui n'est pas justifiée par le droit international commun et qui, par dérogation à ce droit, se trouve exceptionnellement autorisée par un titre internationalement valable sous les conditions et dans les limites qui y sont prévues.

« Le droit international n'est autre chose que l'ensemble des idées qui sont indispensables à toute communauté juridique et dont l'exclusion amènerait le bouleversement des rapports internationaux publics et privés » (2).

« L'adoption par la Cour du critérium du droit international commun pour déterminer la limite entre les liquidations autorisées par texte conventionnel exprès et les autres transferts de propriétés opérés en dehors du consentement du propriétaire entraîne la réfutation de la thèse du privilège, reprise et développée avec une particulière insistance par le gouvernement polonais.

« La Pologne prétendait montrer par elle à quelles conséquences aboutirait la thèse adverse.

« Elle développait la perspective d'une sorte de régime capitulaire institué par ce moyen à l'encontre de

(1) Gidel. L'arrêt n° 7 de la Cour permanente. *Revue de Droit international*, Paris 1927, p. 25.

(2) Gidel *op. cit.*, *loc. cit.* p. 95.

la Pologne: « La propriété allemande pourrait, disait-elle, bénéficier d'une espèce d'immunité et le citoyen allemand serait, vis-à-vis de la législation du pays, *legibus solutu* (Série C, p. 687) (Cf. p. 684 Statut particulier, p. 695 « Privilège particulier »). Dans la réplique orale la transformation de tout propriétaire allemand exproprié en un « privilégié », « un personnage *exemptus fori* » est présentée comme une « conséquence inévitable de la thèse » « allemande » (3).

La théorie erronée du privilège est la conséquence logique et nécessaire des thèses erronées, liées elles-mêmes entre elles, soutenues par le gouvernement polonais sur la liquidation et sur le contenu juridique du droit international commun concernant les biens des étrangers. Les trois erreurs s'enchaînent et se conditionnent.

On saisit sur le vif celle qui concerne le droit international commun concernant les biens des étrangers dans le contre-mémoire polonais (Série C t.II p. 703): « On reconnaît généralement le principe, qui porte en soi son explication, que les mesures et les lois de l'Etat qui soumettent à un traitement égal les biens des ressortissants étrangers et ceux de ses propres nationaux ne constituent pas une matière de droit international, mais une affaire strictement intérieure de l'Etat donné. Ce ne sont que les dispositions qui traitent les biens des ressortissants étrangers d'une façon différente, en leur créant une situation, soit privilégiée, soit préjudiciable, qui peuvent faire l'objet de stipulations internationales ».

Ansî, chaque Etat serait libre de faire subir à la pro-

(3) Gidel, *op. cit.*, *loc. cit.*, p. 126.

priété des étrangers toutes les atteintes qu'il jugerait à propos sous la seule condition que ses nationaux soient astreints aux même règles. C'est là une proposition universellement rejetée et par la doctrine et par la pratique, tant diplomatique que jurisprudentielle. Le statut juridique des biens des étrangers dans un Etat donné ne se construit pas par comparaison avec le régime applicable aux nationaux de cet Etat : il doit être directement défini d'après les règles générales du droit international.

Si l'on peut dire dans la plupart des cas que les Etats respectent leurs obligations internationales lorsqu'ils traitent les biens privés des étrangers sur le même pied que ceux de leurs nationaux, c'est parce que, en fait, presque toujours, les Etats respectent les droits de propriété privée de leurs propres nationaux. Mais cette proposition n'est pas vraie en droit ; elle ne l'est qu'aux conditions de fait ci-dessus mentionnées. Comme l'a très bien rappelé le Professeur Erich Kaufmann, devant la Cour (Série C. p. 167) : « En parlant du principe de l'égalité entre nationaux et étrangers on suppose que l'Etat en question traite ses nationaux conformément à certains principes fondamentaux admis par tous les Etats civilisés. Mais si, pour des raisons particulières d'ordre politique, un Etat croit, dans certaines conditions, pouvoir ou devoir imposer à ses propres nationaux un traitement qui ne répond pas à ces principes, les étrangers ont, conformément au droit international, droit à un traitement qui répond aux dits principes, le principe d'égalité étant subordonné à l'hypothèse que le traitement des nationaux est conforme aux règles juridiques établies pour les étrangers ».

Nulle part les idées qui dominent le droit international commun en matière de traitement des biens des étrangers, n'ont été établies avec plus de pénétration et plus de force que dans l'adhésion motivée, devenue justement célèbre, que le savant Professeur Anzilotti donnait en 1912 à la consultation de M. Ed. Clunet dans l'affaire du Monopole des assurances sur la vie en Italie. Rappelons une fois de plus les lignes décisives du profond juriconsulte : « L'égalité entre nationaux et étrangers, dans les cas où elle est stipulée par les traités ou admise par la loi, ne signifie pas que l'Etat soit libre de traiter les étrangers comme bon lui semble, pourvu que le même traitement soit fait aux nationaux. Elle ne sert qu'à déterminer la situation juridique concrète dont les étrangers jouissent, en présupposant la reconnaissance de l'application de certains principes fondamentaux qui, seuls, permettent aux Etats de se contenter de ladite égalité et même de ne pas y prétendre dans tous les cas. L'important, au point de vue du droit international, n'est pas l'égalité entre nationaux et étrangers ; c'est la reconnaissance et le respect de ces principes ».

« Laissons donc de côté le principe d'égalité qui, somme toute, ne dit rien. Ce qu'il y a de certain, c'est que les Etats se reconnaissent obligés à observer certains principes qui bornent leur omnipotence vis-à-vis des étrangers et cela quel que soit le traitement qu'ils font à leurs propres sujets. Comme ces principes constituent les garanties essentielles de l'organisation des sociétés modernes (personnalité de l'homme, liberté individuelle, droit d'ester en justice, respect de la propriété privée, valeur des contrats légalement formés, droit de trans-

mettre ses biens pour cause de mort, etc...), il n'y a pas lieu de craindre qu'un Etat veuille les méconnaître vis-à-vis de ses propres sujets ».

« Et c'est pour cela qu'on se contente, dans la généralité des cas, de la formule de l'égalité de traitement qui assure aux étrangers la jouissance d'une condition juridique conforme aux dits principes. Mais s'il arrivait qu'un Etat, pour des raisons quelconques, les méconnût dans ses rapports avec ses propres sujets, son devoir international de les respecter vis-à-vis des étrangers subsisterait dans toute sa force ».

Ces vérités essentielles une fois établies, la thèse du « privilège » s'effondre.

Un individu ne peut être accusé de revendiquer un privilège lorsqu'il réclame ce qui lui est dû et dont il a été injustement privé. Il ne réclame que son droit. Or, le droit pour les étrangers quant à leurs biens, c'est de voir traiter ces biens conformément au droit international commun. Il ne peut être question d'un privilège dans la réclamation du traitement du droit international commun, quand bien même ce traitement placerait l'étranger dans une situation très supérieure à celle des nationaux. La réclamation ne serait abusive que si un texte formel, conventionnel, avait stipulé la privation de cet étranger du bénéfice total ou partiel du droit international commun.

« La thèse allemande, dit très bien la Réplique du Gouvernement allemand (Série C, p. 831) ne tend ni à aboutir à privilégier ou à placer hors de la loi les biens des ressortissants allemands. Le mémoire souligne au contraire dans tous les passages décisifs que le statut des biens et individus en question est réglé par les

principes généralement acquis et reconnus du droit international en ce qui concerne la situation des étrangers. Demander au gouvernement polonais qu'il traite lesdits biens et personnes d'après ces règles n'est donc pas une exigence dont il a raison de se plaindre et qu'on puisse reprocher au gouvernement allemand comme exagérée ou portant atteinte à la souveraineté nationale pour autant qu'elle se tient dans le cadre des règles établies et reconnues du droit international; et si un Etat de la communauté internationale demande à un autre le respect desdites règles, il ne lèse pas par là la souveraineté de cet Etat. Il est autorisé à demander ce respect par toutes les voies que le droit international met à la disposition des Etats soucieux de poursuivre leurs droits et intérêts » (4).

Ainsi, à l'occasion de cette affaire, on voit que le gouvernement polonais tend à élever contre les dispositions conventionnelles relatives à la protection des minorités, cette critique que, dans certains cas, ces dispositions ont pour effet de placer les membres de la minorité, même lorsqu'ils sont étrangers, dans une situation meilleure que les nationaux appartenant à la majorité.

Nous aurons l'occasion de signaler d'autres hypothèses dans lesquelles le gouvernement polonais a formulé, plus ou moins directement, cette même critique en ce qui concerne le statut de ses ressortissants de race allemande.

§ 2. — *L'égalité*

L'égalité est une notion primordiale, dans le droit public moderne, dont le sens peut être précisé de la ma-

(4) Gidel, op. cit., loc. cit. p. 127-130.

nière suivante: Etant donné une législation déterminée qui dans l'Etat règle l'exercice des droits civils et politiques, il ne doit pas y avoir, à l'égard de certains ressortissants de cet Etat, de dispositions particulières qui les placent vis-à-vis des autres dans une situation d'infériorité.

C'est là le côté négatif du principe d'égalité. C'est celui que nous envisageons dans ce paragraphe.

La règle de l'égalité présente un autre aspect, ainsi que nous l'avons indiqué dans la première partie. Sous cet aspect, elle implique des devoirs positifs à la charge de l'Etat. Ici, il s'agit des mesures propres à permettre à certains ressortissants, à ceux qui appartiennent à une minorité quelconque (de race ou de religion, etc.), d'avoir les mêmes moyens que les autres de développer leur culture propre, par exemple, en recevant toutes facilités pour user d'une langue différente de celle de la majorité.

L'égalité, envisagée sous le premier aspect, est garantie à la minorité allemande de Haute-Silésie par la Constitution polonaise.

Dans un mémoire produit par le gouvernement polonais à la Cour permanente, à l'occasion de l'avis sur l'affaire des colons allemands de Poméranie et de Posnanie, on lit à ce sujet ce qui suit (5):

« La Constitution du 17 mars 1921, toujours en vertu du principe de l'égalité complète, ne fait aucune différence entre les citoyens appartenant à la minorité allemande et le reste des citoyens. Les droits civiques sont

(5) Public. de la P.C.P.J.I., série C, N° 3, vol. II, p. 613.

les mêmes pour tout le monde : l'inviolabilité personnelle (article 97), l'inviolabilité du domicile (article 100), le libre choix du lieu de domicile et de séjour, choix de la profession et des moyens d'existence (article 101), la liberté de la presse (article 105), le secret de la correspondance (article 106), le droit de coalition, de réunion, d'association (article 108).

« Malgré les plaintes continuelles contre les soi-disant persécutions polonaises, la minorité allemande a profité des droits civiques ci-dessus. Il faut souligner que non seulement elle en profite, ce qui était son droit, mais maintes fois elle en a abusé pour des buts qui n'étaient pas ceux que s'était proposés la constitution polonaise, et qui servaient des visées pangermaniques incompatibles avec la raison d'Etat polonaise et avec les intérêts nationaux polonais (6).

L'auteur du mémoire expose ensuite comment les minoritaires allemands de Poméranie et de Posnanie sont parvenus à se grouper pour entrer en lutte contre la majorité polonaise.

Ce passage, bien qu'il soit relatif à des provinces autres que la Haute-Silésie, est intéressant parce que nous verrons que l'action entreprise par les minoritaires dans ces provinces s'est manifestée de la même manière en Haute-Silésie, sous la forme de la création du Volksbund, ligue dont nous avons déjà parlé et dont nous décrirons l'organisation au chapitre suivant.

Déjà, au début de 1919, en escomptant la restitution définitive à la Pologne de la Poméranie et de la province de Posen, les Allemands habitant ces territoires ont

(6) Kierski op. cit. p. 613.

commencé à se grouper et c'est alors qu'on a décidé de créer une organisation centrale qui formerait un lien entre toutes les organisations allemandes politiques, économiques, scolaires, professionnelles et autres déjà existantes, et qui, en ayant sur ces dernières la haute main, saisirait le gouvernail de toute la vie allemande dans les conditions nouvelles.

Les débuts de cette organisation ne furent pas faciles, en raison des divergences d'opinions qui existaient entre les divers chefs relativement à l'attitude à adopter à l'égard des autorités polonaises. On remarque à cette époque deux courants : le premier, tendant à une entente entre les autorités polonaises, groupant les adhérents des partis politiques de centre et de gauche autour de la « Zentralarbeitsgemeinschaft », le deuxième, conservateur et nationaliste, sous la conduite des meneurs bien connus de la « Deutsche Volkspartei », de Cleinow Jahn et de l'ex-commandant Grache, récemment promu au grade de colonel de l'armée allemande. C'est le deuxième courant, nationaliste et anti-polonais, qui eut le dessus. Ses adhérents avaient, avant la formation de l'association centrale, fondé en Poméranie une association qui fut le prototype du « Deutschtumsbund ». C'est la « Vereinigung des Deutschen Volkstums » qui prétendait représenter auprès des autorités polonaises toute la minorité allemande. Il y avait encore alors quelques débris sans importance de l'ancienne « Zentralarbeitsgemeinschaft ».

La « Vereinigung des deutschen Volkstums » prenait de plus en plus d'importance et absorbait les organisations de moindre importance. Après de longues négociations, qui durèrent jusqu'au mois de mai 1921, on

arriva à la dissolution des sections de la « Zentralarbeitsgemeinschaft » et les membres de cette association accédèrent, les socialistes exceptés, à la « Vereinigung ». En même temps, toute l'organisation prit le nom de « Deutschtumsbund zur Wahrung der Minderheitsrechte in Polen » connue généralement sous le nom de « Deutschtumsbund ».

Après avoir centralisé toutes les organisations allemandes et les avoir prises sous sa tutelle, le « Deutschtumsbund » a formé à côté du gouvernement polonais une sorte de gouvernement à part, auquel reste soumise la majorité de la population allemande en Pologne, quasi-gouvernement d'autant plus dangereux qu'il est insaisissable. En un mot, un Etat dans l'Etat. Comme il en est résulté d'un procès intenté au « Dziennik Poznanski » par MM. Graebe et Naumann, au nom du « Deutschtumsbund » pour diffamation par voie de presse (il s'agissait d'un reproche fait dans ce journal au Deutschtumsbund de mener une propagande antipolonaïse) cette organisation dans les rangs de laquelle se trouvent presque tous les Allemands en Pologne et qui a une main-mise sur leur vie politique et sociale n'était enregistrée par aucun tribunal ni légalisée d'aucune façon.

Malgré cela, et peut-être justement à cause de ce fait, l'activité du « Deutschtumsbund » se développa dans un sens qu'on ne pourrait qualifier de conforme aux intérêts de l'Etat polonais ni des intérêts de la nation polonaise. Cette activité nous montre le côté véritable des tendances des Allemands restés en Pologne, elle jette une lumière sur leurs relations avec l'Etat, dont ils sont devenus les citoyens; elle caractérise avec précision et

nettement la manière dont ils comprennent les droits qui leur sont reconnus par le traité supplémentaire et la façon dont ils entendent s'acquitter des devoirs résultant du changement de souveraineté. Le gouvernement polonais devra suivre avec attention l'activité de cette organisation et en tirer les conséquences qui s'imposeront à un moment donné (7).

Dans la vie intérieure de l'Etat, le « *Deutschtumsbund* » tente à différencier l'élément allemand dans le milieu polonais au point de vue économique, de culture, de religion, de langage et de mœurs, en un mot, à empêcher à tout prix l'assimilation de l'élément allemand à la population foncièrement polonaise qui l'entoure. Jusque là, nous n'y voyons pas d'objections quoique un tel renforcement de sentiments de déparatisme d'une fraction de la population ne facilite nullement la consolidation intérieure de l'Etat et par ce motif n'est pas désirable. Mais elle n'est pas contraire aux dispositions législatives en vigueur, l'article 109 de la Constitution garantissant à tous les citoyens polonais le droit de conserver leur nationalité, de cultiver leur langue et leurs particularités nationales. Ce même article a garanti dans l'Etat polonais un plein et libre développement de leurs particularités nationales, au moyen d'organisations particulières. aux minorités ayant un caractère légal dans les cadres de l'autonomie générale.

Cependant cette activité sociale et de culture intellectuelle du « *Deutschtumsbund* » quoique très large, mais légale, a comme corollaire une autre activité de teinte pangermanique très accusée, entrant en collisions fréquentes et très aigües avec les intérêts de l'Etat polonais.

(7) Kierski op. cit. p. 617.

En vue de conserver le caractère allemand en Pologne occidentale, le « Deutschtumsbund » tente par tous les moyens de rendre impossible ou d'entraver tout au moins l'application par le gouvernement polonais de certaines clauses du Traité de Versailles, surtout relativement à la possession de la terre (article 256) et à l'option (article 91).

C'est donc dans cette dernière catégorie de l'activité du « Deutschtumsbund » qu'on doit faire entrer les pétitions connues à la S.D.N. qui, tant par leur forme que par le fond, tentent d'amoindrir le prestige international de l'Etat polonais.

L'égalité, avons-nous dit, présente vis-à-vis des minoritaires un deuxième aspect, qui implique des devoirs positifs à la charge de l'Etat polonais, notamment l'obligation d'assurer aux minoritaires des facilités pour l'usage de leur langue.

A ce point de vue, l'Etat polonais s'est déjà efforcé de faire ressortir que le statut de la minorité pouvait aboutir à procurer aux minoritaires une situation privilégiée.

Dans le mémoire auquel il a été fait allusion ci-dessus, on lit ce qui suit :

« La tendance fondamentale des dispositions relatives aux minorités nationales est d'assurer aux citoyens appartenant à ces minorités les mêmes droits et les mêmes privilèges dont jouissent en Pologne tous les autres citoyens. La distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion, ne doit en aucune manière léser la pleine et entière jouissance des droits civiques. Ceci est explicitement stipulé dans les articles 2, 7 et 8 du Traité supplémentaire conclu le 28 juin 1919

entre la Pologne et les Principales puissances alliées ou associées, ainsi que dans l'article 96 de la Constitution polonaise du 17 mars 1921.

« De plus, chaque citoyen appartenant à une minorité, a le droit de conserver sa nationalité et de cultiver son propre langage et ses particularités nationales, en vertu des mêmes stipulations du Traité supplémentaire ainsi que de l'article 109 de la Constitution.

« Nous nous trouvons donc en présence d'une conception très libérale, relativement aux particularités nationales, ayant pour base l'égalité complète. Ceci est caractéristique pour les dispositions relatives aux minorités et nous devons nous en souvenir constamment. Nous devons par conséquent nous opposer de la manière la plus ferme à toutes les tentatives venant de la part des représentants de ces minorités de s'attribuer une situation de sur-citoyen dépendant de facteurs étrangers et non des autorités polonaises; le courant de certains milieux ayant pour but de former, sous le prétexte des garanties des minorités, un Etat dans l'Etat, doit être enrayé dès son origine en tant que violation flagrante de la souveraineté de l'Etat polonais » (8).

Les minoritaires ont déjà eu l'occasion de revendiquer leur droit à l'égalité de traitement sous la forme de facilités, touchant l'usage de la langue. Ils l'ont fait à l'occasion de l'affaire des colons allemands en Posnanie et en Poméranie.

On lit ce qui suit dans la pétition adressée à la Société des Nations à l'origine de cette affaire par les Allemands de Bromberg.

« L'article 7 de la Convention pour la protection des

(8) Kierski, op. cit. p. 607.

minorités nous garantit l'égalité complète devant la loi par rapport aux autres ressortissants polonais, en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques.

« Contrairement à cette disposition, les statuts réglant les élections des candidats désireux d'entrer dans les corporations communales (la diète, les conseils communaux, etc...) exigent la connaissance complète de la langue polonaise parlée et écrite. Ce fait constitue une infraction grave aux stipulations de l'article sus-mentionné. Les candidats allemands sont tenus, en outre, de se soumettre à un examen devant les commissions électorales, mesure absolument indigne et humiliante à l'égard de la population de race allemande. Ceux parmi nous qui ne sont plus très jeunes, mais qui, justement pour cela, ont la confiance de leurs frères de race, et qui, en plus, sont complètement pris par leur travail professionnel, se sont trouvés dans l'impossibilité absolue d'apprendre la langue polonaise dans les deux années de l'existence de l'Etat polonais, notamment dans les régions où la population de race allemande prédomine ou constitue une forte minorité » (9).

Dans ses observations sur cette pétition, le gouvernement polonais s'est exprimé ainsi qu'il suit :

« Le Mémoire du « Deutchumsbund » affirme que les autorités polonaises déterminent d'une façon contraire à l'article 7 du Traité des minorités les conditions requises pour l'exercice du droit d'éligibilité aux conseils municipaux et aux diétines des districts et des palatinats. Ils avancent que priver de ce droit les personnes ne sachant parler, lire ni écrire le polonais,

(9) Public. de la C.P.J.I. série C, vol. III, p. 50. Pétition des Allemands de Bromberg (12 nov. 1921).

est une infraction au principe de l'égalité des citoyens.

« Une telle affirmation semble indiquer que les auteurs du Mémoire n'ont pas pris connaissance de l'alinéa 4 du même article qui prévoit l'établissement en Pologne d'une langue officielle, laquelle, évidemment, ne pourra être que le polonais. Par conséquent, le gouvernement polonais est parfaitement dans son droit en exigeant que les personnes qui doivent occuper des postes dans les institutions régionales et communales de la Pologne et qui, par cela même sont appelés à administrer des Polonais, aient connaissance de la langue de la majorité des habitants. L'ordonnance attaquée par le « Deutsch-tumsbund » ne fut d'ailleurs promulguée que près de deux ans après l'entrée en vigueur du Traité de Versailles et, par conséquent, les candidats allemands aux postes électifs avaient toutes les possibilités d'apprendre le polonais. En outre, le gouvernement polonais veille soigneusement à ce que les fonctionnaires de toute catégorie dans les territoires ci-devant prussiens aient une pleine connaissance, aussi bien du polonais que de l'allemand, et que cette dernière langue soit admise sur le pied d'égalité dans tous les services extérieurs des bureaux officiels. Tout citoyen polonais de langue allemande, dans tout le territoire ci-devant prussien, a le droit de s'adresser dans sa langue, oralement ou par écrit, aux tribunaux et à toutes les autres institutions officielles, et c'est dans cette même langue qu'il reçoit les réponses. Le gouvernement polonais se rend parfaitement compte que les droits reconnus par le Traité à la langue officielle du pays ne pourront être entièrement appliqués avant que les citoyens polonais de langue allemande n'aient acquis une connaissance suffisante du

polonais. Il s'inspire et s'inspirera à l'avenir de l'esprit de la plus large tolérance dans cette question » (10).

Les membres du Conseil de la S.D.N. qui furent chargés du rapport sur l'affaire des colons allemands ont fait du différend, considéré surtout ici en matière électorale, l'appréciation suivante :

« Les pétitionnaires se plaignent, en outre, des règlements exigeant la connaissance complète de la langue polonaise parlée et écrite comme condition d'éligibilité aux corporations communales. Les candidats allemands sont tenus de se soumettre à un examen devant les Commissions électorales. Ceux qui, parmi eux, ne sont plus jeunes, mais qui, justement pour cette raison, possèdent la confiance de leurs concitoyens, se sont trouvés dans l'impossibilité d'apprendre la langue polonaise en deux ans.

« La réponse du gouvernement polonais se réfère aux stipulations du Traité des minorités qui confère à la Pologne le droit d'établir une langue officielle et elle déclare que le gouvernement polonais a le droit de demander à ceux qui sont appelés à administrer des Polonais, qu'ils connaissent la langue polonaise ; le gouvernement traite d'ailleurs cette question dans un esprit de large tolérance se rendant parfaitement compte qu'il faut laisser un certain temps aux citoyens de langue allemande pour apprendre le polonais.

« Il nous semble que, même si la stipulation de l'article 7 du traité des minorités, relative à l'établissement d'une langue officielle, peut justifier l'emploi du polo-

(10) Publ. de la C.P.J.I. série C, vol. III, p. 84. Observ. du Gouvernement polonais au sujet de la pétition des Allemands de Bromberg (24-1-1922).

nais comme langue officielle dans les corporations communales, il y a pourtant lieu de se demander si l'on peut contester, pour cette raison, l'éligibilité de candidats ne connaissant pas cette langue.

« Tout d'abord, il est nécessaire de constater que dans aucun des districts des palatinats occidentaux, la population allemande ne se trouve en majorité. Les Allemands sont partout en minorité. Dans ces conditions, il est parfaitement légitime d'exiger la connaissance de la langue polonaise de ceux qui doivent participer au « self-government ». Toutefois, reconnaissant qu'il y a peut-être lieu d'envisager d'une autre façon les moyens de constater la connaissance de la langue de l'Etat, le gouvernement polonais est disposé à éliminer avant les prochaines élections aux assemblées représentatives des provinces (conseils municipaux, conseils généraux des palatinats, diétines des districts) diverses prescriptions dont l'application a occasionné certaines difficultés (11).

Les pétitionnaires ont fourni au Conseil sur cette question les renseignements supplémentaires que voici :

« La minorité allemande considère comme une grave injustice à son égard la loi relative aux élections parlementaires, incompatible avec l'article 8 du Traité des minorités. D'après l'opinion des minorités, cette loi est en contradiction avec l'article 11 de la Constitution polonaise stipulant clairement et nettement que le Sjem se compose de députés ayant été élus par la loi de suffrage universel, secret, direct et proportionnel. En constituant des circonscriptions trop petites et en décrétant que la répartition des 72 mandats prévus pour la liste

(11) Publ. de la C.P.J.I. série C, vol. III, p. 110. Rapport Hymans Impériali-Adatci au Conseil de la S.D.N., 17 mai 1921.

électorale de la Diète se ferait, non pas proportionnellement au surplus des voix surnuméraires dans les différentes circonscriptions électorales, mais plutôt en proportion des mandats obtenus par les divers partis, dans chaque circonscription, la loi parvient à ce que les minorités allemandes ne puissent jamais obtenir qu'un nombre de mandats très inférieur à celui qui leur reviendrait proportionnellement au chiffre total de la population. Dans les régions cédées par l'Allemagne, par exemple, nous n'obtiendrons que 3, tout au plus 4 députés, contre 8 qui nous reviendraient proportionnellement au chiffre de la population. La formation d'un bloc de minorités, telle qu'elle fut annoncée par l'orateur du parti juif, ne pourra pas non plus empêcher complètement que les minorités ne soient préjudiciées. Nous avons l'honneur de signaler à ce sujet que, d'après les publications du bureau principal de statistiques de Varsovie, la totalité de la population de la République polonaise se composait de 18.659.993 personnes de nationalité polonaise et de 8.500.180 personnes de nationalité étrangère.

« La disposition stipulant que l'éligibilité dans les organisations communales dépend de la connaissance de la langue polonaise écrite et parlée a passé, à notre vif regret, aussi dans la nouvelle loi relative aux élections communales pour toute la République. Abstraction faite de ce que cette stipulation est incompatible avec l'article 7 du traité des minorités, nous la croyons injustifiable aussi au point de vue matériel, des hommes qui par leurs connaissances spéciales et leur expérience, pourraient rendre des services appréciables, se trouvant ainsi éliminés de la collaboration. Il va de soi que les

Allemands éliront, pour leurs propres intérêts, autant que possible des députés parlant polonais. Le travail de ces députés se trouvera cependant rendu inutilement difficile s'ils ne peuvent se faire assister, à l'intérieur de leur fraction, par des collaborateurs qui seraient élus uniquement du point de vue de la connaissance spéciale des affaires, qu'ils parlent polonais ou non (12).

M. Da Gama présenta dans son rapport au Conseil sur la même question les observations suivantes :

« Le rapport du 17 mai traite ensuite des règlements exigeant la connaissance de la langue polonaise comme condition d'éligibilité aux corporations communales. Le rapport cite l'argument du gouvernement polonais que le Traité des minorités confère à la Pologne le droit d'établir une langue officielle, et déclare que le gouvernement polonais a le droit de demander, à ceux qui sont appelés à administrer des Polonais, qu'ils connaissent la langue polonaise. Le Gouvernement déclare aussi son intention de traiter cette question dans un esprit de large tolérance.

« Le mémoire polonais du 5 juillet, ainsi que la note polonaise du 30 août, donnent des explications ultérieures à ce sujet. La note du 30 août dit que la langue de la commune dépend de sa population, et que, dans une commune purement allemande, la représentation communale se compose d'Allemands et délibère en allemand, tandis que dans une commune purement polonaise, ou possédant une population mixte, toute la population connaît ou du moins comprend la langue polonaise; par contre, la question de la langue de l'Etat

(12) Publ. de la C.P.J.I. série C, vol. III, p. 130. Information fournie par le Gouvernement polonais à la S.D.N., le 29 avril 1922.

polonais a dû être formulée dans les prescriptions concernant les diétines de districts et des voievodies. Comme ces représentants sont appelés à exercer l'administration autonome sur un territoire plus large, il était nécessaire de leur imposer certaines exigences se réduisant à ceci: 1) les candidats ne devront pas être illettrés; 2) ils doivent connaître la langue parlée par la majorité du district ou de la voievodie.

« Dans le mémoire du 5 juillet il est déclaré que le gouvernement polonais est disposé à changer, avant les prochaines élections aux assemblées représentatives des provinces, le mode d'application de certaines prescriptions à ce sujet, le mode actuel pouvant occasionner des difficultés (13).

On nous excusera de nous être étendu sur un différend, né dans des régions autres que la Haute-Silésie, et qui, semble-t-il, déborde notre sujet. Mais les principes qui se dégagent de cette controverse, et qui ont le mérite de concilier les exigences de la raison, celles de l'équité et les devoirs qui s'imposent pour la conservation de l'Etat, sont aussi ceux qui ont trouvé leur application en Haute-Silésie dans des cas analogues. Disons, pour terminer, qu'ils ne s'y sont jamais, à notre connaissance, heurtés à des difficultés bien graves, ce qui confirme le bien fondé de l'interprétation polonaise, dont on ne saurait trop louer le bien-fondé et la modération.

(13) Publ. de la C.P.J.I. série C, vol. III, p. 230. Rapport Da Gama, au Conseil de la S.D.N., 11 sept. 1922.

CHAPITRE IV

LA MINORITÉ ALLEMANDE DANS L'EXERCICE DE SON DROIT A LA CONSERVATION ET AU DÉVELOPPEMENT DE SA CULTURE PROPRE

Les Allemands de Haute-Silésie ont, comme tous les Allemands, une prédilection particulière pour l'association dans tous les domaines, religieux, politique, littéraire, scientifique, artistique, universitaire, sportif, etc. Ils possèdent le goût de la discipline qui fait la force des groupements.

Cette prédisposition naturelle du tempérament allemand a joué un rôle capital dans la vie de la minorité haute-silésoienne en Pologne.

Elle a d'abord permis l'organisation d'une vie véritablement collective des minoritaires. Grâce à la création d'une association dont le but est essentiellement la défense de tous les droits de la minorité, les Allemands ressortissants polonais forment une société qui, à la différence des associations ordinaires, qui sont spécialisées et n'embrassent qu'un aspect de la vie culturelle (religion ou politique, culture intellectuelle ou sportive) englobe l'ensemble de l'activité de ses membres. Par sa complexité et son caractère synthétique, cette société fait concurrence à l'Etat. Pour atteindre son but, savoir, la défense des droits de la minorité, cette société, le Volksbund, a entrepris d'établir une rigoureuse discipline au sein de la minorité elle-même

et de prendre la direction de toutes les activités diverses des membres de cette minorité, en constituant une superassociation contrôlant toutes les associations particulières.

D'autre part, cette société interdit à ses membres de rentrer dans les groupements polonais particuliers, religieux, politiques, ou tous autres, de sorte que les Allemands mènent une vie tout-à-fait en dehors de la vie de la majorité.

Le Volksbund s'interpose ainsi entre l'Etat polonais et ses ressortissants de race allemande. L'Etat polonais garde, bien entendu, le pouvoir de contrainte étatique, mais son action culturelle est anihilée; c'est le Volksbund qui s'y substitue. Vis-à-vis des Allemands, l'Etat polonais est un corps sans âme; c'est le pouvoir sans l'esprit qui l'anime, ce n'est plus le gouvernement des hommes suivant l'idéal démocratique moderne, qui repose essentiellement sur une étroite communauté d'idées et de sentiments entre les gouvernants et les gouvernés.

Nous allons examiner, dans les pages qui vont suivre, comment fonctionne cette organisation spontanée de la minorité allemande. La principale source de notre documentation est l'ouvrage de M. Sigismond Stolinski: « Les Allemands en Pologne » (Varsovie 1927, publication de l'Institut pour l'étude des questions minoritaires, 19, rue Jasma).

§ 1. — *Le Volksbund*

A la suite d'une campagne de presse entamée par les journaux allemands dès décembre 1921, les Allemands en Haute-Silésie polonaise créent, en janvier 1922 une association sous le nom de « Deutsch Oberschlesische

Vollksbund fur Polnisch Oberschlesien zur Wahrung der Minderheitsrechte », sur le modèle du Deutschumsbund dont nous avons parlé dans le chapitre précédent.

En font partie dès cette époque des personnalités allemandes dont M. Otto Neetz, à titre de Geschäfts-furher. Ce dernier est député à la Diète.

Le 12 janvier 1922 les délégués du Volksbund sont reçus officiellement par M. Calonder, président de la commission arbitrale mixte.

Le Volksbund a son siège à Katowice.

Le Volksbund a une organisation très complexe, adaptée à son but, qui est d'intégrer tous les aspects de la vie au sein de la population minoritaire.

A la manière d'une administration étatique, il a un pouvoir central et des agents de ce pouvoir central répartis sur le territoire divisé en districts. Ce pouvoir central s'occupe des questions de toute sorte, du moment que l'intérêt minoritaire allemand est en jeu.

Il y a, à cet effet, une organisation centrale qui se compose de quatre sections :

1. section scolaire : elle s'occupe des Minderheitschulen (écoles minoritaires).

2. Section de propagation de la culture allemande ; son but est clair.

3. Section d'assistance sociale : secours aux indigents, aide aux associations de bienfaisance allemandes, hôpitaux, etc...

4. Section juridique.

Elle a de nombreuses attributions, telles : assistance juridique gratuite aux membres du Volksbund, questions de nationalité, etc...

A la tête de l'organisation se trouve le Conseil administratif et le Comité; la fonction de président a été d'abord assumée par M. Edwin Henckel, von Donnersmark, celle de secrétaire général par M. Othon Ulitz. M. André Dudek a été le chef de la section la plus importante, c'est-à-dire de la section de l'enseignement.

Il y a, d'autre part, dans les districts des unions particulières déléguées de l'organisation centrale.

En second lieu, on peut dire que le Volksbund a des organisations analogues aux services publics spécialisés dans un Etat (armée, justice, enseignement, etc.), ce sont les trois organisations suivantes: le « Wohlfahrtsbund » groupant toutes les sociétés de bienfaisance, le « Kulturbund » englobant les sociétés pour la propagation de la culture allemande, les sociétés d'éducation physique, etc..., enfin le « Schulverein », organisation veillant au développement des écoles allemandes.

En troisième lieu, le Volksbund exerce une sorte de tutelle administrative sur des corps autonomes, comme un Etat sur les communes. Toutes les autres organisations allemandes, jusqu'aux syndicats ouvriers lui sont subordonnées et estiment leur dépendance du « Volksbund » tout-à-fait naturelle pour des raisons d'ordre national.

L'organe central du Volksbund est la « Kattowitzer Zeitung », quotidien allemand, paraissant comme son nom l'indique à Katowice, et ayant le tirage le plus élevé des journaux locaux.

Nous allons examiner maintenant comment le Volksbund dirige en fait toutes les manifestations de la vie de la minorité allemande.

§ 2. — *La vie politique de la minorité allemande*

En 1922, les Allemands de Haute-Silésie polonaise étaient représentés au Parlement polonais par 5 députés et un sénateur sur un total de 17 députés et 5 sénateurs pour l'ensemble des Allemands en Pologne. Ainsi que nous l'avons vu plus haut, ils ont envoyé, aux élections de 1928, 6 députés et 1 sénateur à Varsovie.

Sur le territoire de la Silésie agissent les partis politiques suivants : la Deutsche Partei » (parti allemand), la « Deutsche Katholische Volkspartei » (parti populaire catholique allemand), la « Deutsche nationalsozialistische Partei » (parti national socialiste allemand) et la Deutsche sozialistische Arbeits partei » (parti socialiste allemand du travail).

La Deutsche partei se propose de représenter les revendications (Belange) des citoyens polonais de langue allemande dans la vie publique. Dans son programme, le parti en question entend se baser sur la Constitution, défendre la liberté de confession et de conscience, tendre à l'égalité complète devant la loi de tous les citoyens de l'Etat, sans différence de nationalité, de culte, de sexe et de classe sociale ; il revendique une loi électorale équitable pour les minorités nationales et l'application en Pologne de principes franchement démocratiques surtout dans le domaine de la liberté d'association et de réunion ainsi que de la liberté de la parole et de la presse, ensuite le développement des institutions communales ; en terminant la liste des revendications politiques le programme constate que la haine nationaliste et les tendances hostiles de l'Etat polonais ne trouveront pas d'appui auprès du parti. Dans son programme

culturel le parti tend au maintien de la langue et de la culture allemande ainsi qu'à la conservation des caractères nationaux allemands, à l'égalité complète des droits aussi bien dans le domaine de l'enseignement que dans celui du culte. Dans le programme économique et social se trouvent au premier plan les revendications sociales et l'essor de la vie économique.

Les influences du parti s'exercent surtout dans les milieux de la grande industrie silésienne ainsi que dans les organisations allemandes des travailleurs intellectuels, la « Gewerkschaft der Angestellten » (Syndicats des employés à Katowice et le « Verband der Privatangestellten » (union des employés de bureau) à Bielsko (Bielitz) ; en outre parmi les ouvriers allemands nationalistes de la grande industrie l'« Hirsch-Dunkersche Gewerkschaften » (syndicat de Hirsch-Dunker).

Les organes de presse du parti sont les suivants :

1) la « Kattowitzer Zeitung » mentionnée plus haut, quotidien paraissant à Katowice, dont le tirage atteint environ 45.000 exemplaires.

2) La « Schlesische Zeitung » paraissant à Bielsko, au tirage d'environ 4.000 exemplaires.

La Deutsche Katholische Volkspartei tend à unifier sur la plateforme politique tous les chrétiens reconnaissant leur nationalité allemande ; elle se base sur la constitution et en professant les principes chrétiens, elle tend à les réaliser non seulement dans la vie privée, mais aussi dans la vie publique. En tant que parti allemand, elle voit sa tâche dans l'obtention, pour la minorité allemande, des droits garantis par la Constitution et par les traités internationaux. D'autre part la

D.K.V.P. entend contribuer à atténuer les malentendus entre les nationalistes. Se proclamant parti populaire, elle défend les intérêts de tous les états et de toutes les professions dans la même mesure.

La D.K.V.P. exerce ses influences surtout parmi la petite bourgeoisie allemande et les ouvriers chrétiens.

L'organe principal de presse de la « Katholische Volkspartei » sur le territoire de la Haute-Silésie est « Der oberschlesische Kurier » paraissant à Krolewska-Huta, au tirage d'environ 30.000 exemplaires, avec une édition spéciale pour Katowice et une réimpression pour la Silésie de Cierzyns, intitulée « Oberschlesische Post » (tirage 1.000 exemplaires).

La « Deutsche national Sozialistische Partei zur Polen » a pour but d'accorder son appui aux intérêts politiques spirituels, économiques et nationaux des travailleurs physiques, intellectuels allemands; il tend surtout à organiser les travailleurs dans des syndicats nationaux allemands.

Il n'exerce, en fait, son influence que dans la Silésie de Cieszyn.

Les intérêts de la classe ouvrière sont représentés par la « Deutsche sozialistische arbeits-partei » (parti socialiste allemand du travail) qui se compose pour le moment de deux organisations indépendantes, l'une à Katowice, l'autre à Lodz, dont la première déploie son activité sur le territoire des voïevodies de Silésie, de Posnanie et de Poméranie, tandis que la seconde fonctionne sur le territoire des Voïevodies du centre.

Il est significatif que la D.S.A.P. de Lodz et celle de Silésie tendant à coopérer avec le Parti socialiste polonais (P.P.S.) et avec les partis socialistes des autres

minorités nationales en Pologne; la D.S.A.P. ne répugne toutefois point à former un bloc électoral avec les partis bourgeois allemands, l'ordre du jour voté par le dernier congrès de Krolewska Huta en témoigne. Lorsqu'il s'agit d'intérêts nationaux allemands, la D.S.A.P. sait se soumettre aux directives du « Volksbund » haut-silésien, nous en avons la preuve dans l'attitude prise par ce parti socialiste dans la question de l'enseignement.

La D.S.A.P. publie à Katowice la « Volkswille » tiré à 2.500 exemplaires.

Au sujet du rôle que le Volksbund joue à l'égard de ces partis politiques, nous ne pouvons mieux faire que de citer intégralement ce passage du livre de M. Stolinski (1) :

« Les partis politiques allemands sont en général plus puissants et plus diligents que les partis polonais analogues. Cela s'explique par le fait que, à côté de leurs préoccupations en tant que partis, ils se proposent comme but principal la défense des intérêts de la minorité allemande en Pologne, et qu'ils consacrent à ces problèmes relativement plus de temps et leur accordent la place prépondérante dans leur activité. Bien que, au point de vue du programme social, les partis allemands diffèrent entre eux, cependant lorsque la défense des intérêts des minorités nationales entrent en jeu, ils agissent en règle générale solidairement, en formant un bloc homogène. Ainsi, lorsqu'il s'agissait de défendre les intérêts allemands au moment des débats sur le nouveau

(1) Stolinski, op. cit. p. 37.

projet de loi électorale, la presse allemande, aussi bien celle de droite que celle de gauche, a publié le même article du député Kronig, du Parti socialiste allemand du Travail. Il est de même caractéristique que pour traiter des questions générales allemandes, les journaux silésiens allemands insèrent des articles élaborés par le bureau de presse du « Volkbund » organisation quasi-conservatrice; ces mêmes articles ayant été préalablement publiés dans l'organe socialiste silésien la « Volks-wille ».

« De même dans le domaine de l'instruction publique, les partis politiques allemands savent agir de concert qu'il s'agisse de prendre position vis-à-vis d'une décision du Conseil de la S.D.N. intéressant les questions de l'enseignement en Haute-Silésie, ou bien de conserver l'école normale d'instituteurs à Lodz; tout en se servant de moyens divers, ils poursuivent le même but. On est presque fondé de dire que les partis politiques allemands ne se combattent point entre eux et que plutôt ils se complètent mutuellement en ce qui concerne les problèmes les plus essentiels, soit en l'occurrence les affaires allemandes. Il va de soi que dans des cas particuliers, des divergences de vue surgissent entre eux, il en sera question plus loin. Ils ne diffèrent peut-être qu'au point de vue du terrain de leur activité; dans le sens strict du mot, ou encore du terrain de leur activité dans l'acceptation sociale, étant donné qu'ils considèrent que le programme allemand commun avec une pointe de socialisme convient mieux aux masses ouvrières allemandes, tandis qu'à l'usage des larges masses de la population silésienne, élevée dans la tradition du « centre »

catholique allemand, ce même programme doit être assaisonné d'une pointe de catholicisme » (2).

§ 3. — *La vie religieuse*

La vie politique joue dans la vie allemande le rôle primordial, étant donné la place prépondérante que la culture du germanisme tient dans l'activité des allemands. La vie religieuse est elle-même orientée vers ce but ; elle ne vient donc, en importance, qu'au second rang après la politique ; mais après celle-ci, elle domine les autres aspects de l'existence. C'est la religion qui noue en effet les plus solides attaches spirituelles reliant les minorités allemandes à l'ensemble de la nation allemande. Toutefois, à cet égard, l'Eglise évangélique, religion dominant dans le Reich, joue indubitablement, en cette matière, un rôle bien moins efficace que l'Eglise catholique qui en Haute-Silésie absorbe une bien plus grande proportion d'allemands que la première et qui est également la religion des Polonais (206.000 allemands catholiques pour environ 40.000 allemands évangéliques).

L'Eglise évangélique de Haute-Silésie reçoit un très grand appui du Reich. Elle a, en vertu de la Convention germano-polonaise de 1922, une organisation indépendante. A la place du Consistoire de Breslau et du Conseil ecclésiastique supérieur de Berlin, elle a un conseil ecclésiastique provincial à Katowice mais elle a conservé avec Berlin, non seulement une liaison morale dérivant d'affinités spirituelles, mais même une liaison de fait. C'est ainsi, par exemple, que les délégués du

(2) Op. cit. p. 37.

Conseil ecclésiastique supérieur de Berlin prennent part aux assemblées des synodes. En outre, trois délégués de la Haute-Silésie polonaise participent aux synodes provinciaux silésiens de Breslau ; de même deux délégués de la Haute-Silésie polonaise participent aux assemblées du synode général de Prusse. Le contact vivant de l'Eglise avec l'Eglise-mère est d'autre part continuellement renouvelé par l'afflux constant d'Allemagne de nouveaux pasteurs et autres fonctionnaires ecclésiastiques ; ce contact toujours renouvelé a d'ailleurs des visées d'ordre politique.

Les Allemands catholiques de Haute-Silésie ont, en vertu de la Convention Germano-polonaise, le privilège d'avoir toutes facilités pour l'usage de l'allemand dans la pratique de leur religion. Ils ont de nombreux représentants parmi les membres du clergé catholique en Pologne et occupent des postes importants dans le clergé dirigeant.

Voici ce qu'écrivit M. Stolinski au sujet de l'attitude des Allemands catholiques :

« Les milieux dirigeants du haut clergé en Pologne suivent à l'égard des Allemands catholiques les lignes d'une politique de tolérance à outrance... ».

« On pourrait croire que les Allemands catholiques de leur côté s'abstiendraient d'introduire le facteur politique dans la vie de l'Eglise catholique polonaise. Malheureusement, il en est autrement. Il sera peut-être bon de rappeler qu'en 1925, à l'occasion de l'« Année Sainte », les Allemands catholiques de Silésie, en dépit des objurgations de l'évêque Hlond, (3) ont organisé à

(3) Mgr Hlond, aujourd'hui cardinal de Posnan a été le premier évêque polonais de Katonice.

part, en se plaçant à un point de vue purement politique, un pèlerinage des Allemands de Pologne qui se joignit aux pèlerinages partis du Reich... ».

« A chaque pas et dans toute occasion les Allemands citoyens de l'Etat Polonais, cherchent à souligner avec insistance une hétérogénéité irréductible de leur nationalité par rapport à l'Etat polonais, cela non seulement dans le domaine de la vie politique mais également dans le domaine de la vie religieuse. Quiconque se donnera la peine d'étudier la vie de la population allemande en Pologne verra soulignée au premier plan la question du « Volksbund ». Par contre, nulle part sur le terrain de l'église catholique en Pologne, on ne verra les allemands chercher à établir des points de contact avec les Polonais, par exemple par la création de sociétés mixtes au caractère religieux ».

§ 4. — *Culture générale et enseignement*

Les écoles allemandes en Haute-Silésie Polonaise

Après la religion et d'ailleurs sous l'influence des Eglises, la culture allemande est développée en Haute-Silésie polonaise, dans le domaine intellectuel et sportif par des associations de toutes sortes.

Nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage de M. Stolinski pour la liste des associations existant en cette matière. Nous voulons résumer seulement ici les renseignements recueillis par cet auteur en ce qui concerne les facilités dont les allemands jouissent en fait pour donner à leurs enfants un enseignement exclusivement allemand à tous les degrés.

Il est certain que, du moment que l'Etat polonais appliquera libéralement les textes conventionnels que nous

avons analysés dans la première partie, la minorité recevra satisfaction sur le point le plus important, puisque l'éducation des jeunes générations dans le sens désiré par la minorité est évidemment la condition primordiale à la conservation des principales particularités nationales.

Il est incontestable que les résultats auxquels on a abouti présentement sont dus à l'esprit d'organisation de la minorité allemande et à la surveillance incessante exercée par le Volksbund. L'œuvre la plus remarquable de cette association est d'avoir obtenu des parents une discipline très stricte touchant la fréquentation par leurs enfants des écoles minoritaires et de celles-ci exclusivement.

Nous voyons ainsi que dans l'année scolaire 1926-1927, il y a en Haute-Silésie 544 écoles, avec 3.324 instituteurs et 166.921 élèves (dont 528 écoles publiques avec 3.178 instituteurs et 161.645 élèves).

Sur ce nombre il y a 97 écoles allemandes avec 453 instituteurs et 23.239 élèves (dont 84 écoles publiques avec 360 instituteurs de l'Etat et 19.815 élèves).

Il y a une école mixte publique polono-allemande avec 3 instituteurs et 132 élèves.

Rappelons qu'en Pologne, la population scolaire représente 10,7 % de la population totale.

Nous avons évalué à 229.511 le nombre des allemands en Haute-Silésie; ce qui donne 24.457 enfants; on peut dire que 95 % des enfants de la minorité allemande reçoivent un enseignement exclusivement allemand.

Ces enfants fréquentent surtout les écoles publiques. Le nombre de celle-ci est 8 fois plus élevé que celui des écoles privées. C'est donc l'Etat polonais qui assume la

tâche de donner à ces enfants l'enseignement allemand.

Du fait que le gouvernement a créé des écoles **minoritaires** partout où c'était nécessaire, (4) il résulte que dans certains cas il y a des enfants polonais qui sont obligés de fréquenter l'école allemande, car, en vertu du décret polonais du 7 février 1919, les communes ne sont tenues d'ouvrir une école que si le nombre des enfant capables de la fréquenter dépasse 40.

Cette observation nous amène à noter que la population scolaire des écoles minoritaires allemandes n'est pas entièrement allemande et que la proportion ci-dessus établie doit être révisée, dans une mesure d'ailleurs difficile à déterminer, mais, somme toute négligeable.

Il faut observer d'autre part que tous les instituteurs des écoles minoritaires sont, à de rares exceptions, pris dans la minorité allemande. M. Stolinski écrit : « Nous voyons donc que les enfants allemands, non seulement reçoivent un enseignement allemand, mais sont également élevés dans un esprit sincèrement allemand, peut-être pangermanisme y compris).

Ajoutons, pour être exacts, que les instituteurs allemands sont en fait progressivement évincés et remplacés par des Polonais. Ce mouvement a été particulièrement intense ces deux dernières années. Quoi qu'il en soit, notre auteur continue ainsi :

« Les instituteurs et maîtres allemands en Pologne, aussi bien des écoles primaires que des écoles secondaires, sont organisés depuis le 26 juillet 1920 en un puissant syndicat professionnel, qui, sous la direction

(4) Pas toujours de bonne grâce, on l'a vu plus haut

d'instituteurs tels que Radtke, Gutsche, D^r Schonbeck, D^r Beckman, Kietzmann, Kamp, Gramse, etc... fait des efforts en vue de soutenir la culture de l'esprit allemand parmi les instituteurs allemands, et de veiller au maintien de l'association, ainsi qu'à l'entretien d'un contact des instituteurs entre eux avec les milieux pédagogiques du Reich ».

En ce qui concerne les écoles secondaires, il y a, conformément à la convention germano-populaire, des classes minoritaires auprès des établissements publics d'enseignement secondaire. Il y a 133 de ces classes en Silésie avec 3.814 élèves. Le nombre des jeunes allemands qui reçoivent l'enseignement secondaire en allemand est, par rapport au nombre des enfants allemands fréquentant les écoles primaires, notablement plus élevé que celui des enfants polonais admis aux écoles secondaires en regard des celui des élèves polonais des écoles primaires.

En effet, alors que le pourcentage des Allemands atteint à cet égard plus de 10 %, celui relatif aux élèves dans tout l'Etat est inférieur à 6,7 %.

§ 5. — *La vie professionnelle*

Les Allemands sont organisés en syndicats professionnels en Haute-Silésie. Il y a 3 groupes de syndicats, les uns recevant l'influence du parti allemand socialiste travailliste (environ 10.000 membres), les autres, celle du parti catholique (environ 8.000 membres), les derniers, celles de la Deutsche Partei (environ 8.500 membres).

Les syndicats ouvriers allemands en Haute-Silésie sont affiliés aux organisations centrales du Reich, droit

qui leur a été garanti par la convention de Genève (articles 159 à 166).

§ 5. — *La vie économique*

En Haute-Silésie, une organisation le « Hauptverband der Deutschen Landwirte in Polnisch Schlesien » qui constitue l'union centrale de 16 diverses organisations agricoles apporte à ses membres une aide efficace sous forme de crédits.

Jusqu'à ces derniers temps, 55,6 % de tous les biens fonds privés appartenaient aux Allemands.

La classe moyenne allemande possède en Silésie un appui dans la « Wirtschaftliche Vereinigung für Polnisch Schliesen ».

Enfin, la grosse industrie de Haute-Silésie, qui était, tout dernièrement encore, en majeure partie entre les mains des Allemands, est organisée, au point de vue professionnel, en l'« Oberschlesischer Berg und Huttenmannischer Verein » qui a pour organe son propre périodique mensuel, qui est d'ailleurs l'une des revues économiques et techniques des mieux documentées.

L'importance de l'industrie lourde allemande en Haute-Silésie polonaise a subi dernièrement un certain recul, du fait de la cession au groupe Harriman de plusieurs entreprises charbonnières et métallurgiques, telles que la Société Giesche, Société Haenckel von Donnersmarck, Kattowitzer Vereinigte Geseelschaft, Bismarckhütte, Königshutte et Laura-hütte.

On aura une idée de la puissance du facteur américain — et de la baisse corrélative de l'influence allemande — en constatant que, d'après les statistiques po-

lonaises que les usines que nous venons de citer produisent à elles seules 30 % du charbon et 60 % du fer haut-silésiens.

D'autre part, dans la voievodie de Silésie, les intérêts économiques allemands sont gérés par les banques telles que « Bank fur Handel und Industrie » (Katowice, Myslowice et Rybnik), Deutsche Bank (Katowice), « Dresdner Bank » (Katowice, Krolewska-Huta, Tarnowskie-Gory). Cependant, il y a lieu de remarquer que la grande industrie ne recourt que rarement aux bons offices de ces banques et cela dans de petites proportions, ne travaillant avec elles que dans les besoins de crédit à court terme. En revanche, les banques fournissent des prêts assez importants à la petite industrie et au commerce allemand à des conditions assez avantageuses, opérant avec des fonds provenant des dépôts de la clientèle de la région. Elle ne remplissent donc pas la fonction d'alimenter le marché du pays en crédits étrangers fournis par leurs banques centrales du Reich, ce qui fut peut-être la cause principale qui décida de laisser ces banques dans la Haute-Silésie polonaise.

CHAPITRE V

LA MINORITÉ ALLEMANDE ET L'ETAT POLONAIS

Il ressort des explications qui précèdent que l'Etat polonais a rempli, dans tous les domaines, politique, religieux, culturel, les obligations qu'il a assumées dans les traités vis-à-vis de la minorité allemande en Haute-Silésie.

« A la faveur des mesures prises à cet égard par le gouvernement, la population allemande, observe M. Stolinski, développe en Pologne une vie individuelle active et différenciée dans toutes les directions, suivant son propre cours, indépendamment du courant général de la vie polonaise, possédant ses propres institutions politiques, religieuses, économiques, professionnelles, culturelles et pédagogiques qui répondent entièrement aux besoins de la minorité allemande en Pologne, formant à l'intérieur de cet Etat un organisme quasi-autonome qui se suffit presque à lui-même dans les cadres de l'Etat polonais ».

M. Stolinski observe d'autre part que: « En tâchant de fournir à cette minorité toutes les facilités désirables en vue de lui assurer les plus larges possibilités de développement de ses particularités nationales, l'Etat polonais faisait même abnégation des intérêts essentiels de la population polonaise et fermait les yeux sur l'hostilité irréductible, moralement injustifiable, ainsi que sur l'activité parfois ouvertement antipolonaise de certains des plus actifs milieux allemands en Pologne ».

Pourtant la minorité allemande a des devoirs vis-à-vis de la République de Pologne.

Ces devoirs sont définis par la Constitution et sont égaux pour tous les citoyens polonais. Le premier devoir, c'est la fidélité à l'égard de la République polonaise (article 89), il est suivi par l'obligation de respecter et sauvegarder la Constitution et d'autres lois ainsi que des arrêts et règlements des autorités gouvernementales et autonomes (article 90) ; l'obligation du service militaire (article 91), des charges et contributions publiques instituées légalement (article 92) ; le devoir de respecter l'autorité légitime et de lui faciliter la tâche à laquelle elle est appelée (article 93) ; enfin, le devoir d'élever ses enfants de façon à en faire de bons citoyens de leur pays (article 94).

La Société des Nations qui, au début, s'occupait exclusivement de protéger les minorités nationales, et de veiller à ce que fussent exécutés exclusivement les dispositions et droits établis en leur faveur, est arrivée à la conviction que, poser la question unilatéralement, c'est envenimer les différends intérieurs des Etats liés par les traités de garanties des minorités. Pour ce motif, la S.D.N. au cours de sa troisième session, a considéré, le 21 septembre 1923, la question en estimant à juste titre que les minorités aient non seulement à profiter des avantages qui leur sont reconnus, mais aussi qu'elles fussent astreintes à exécuter leurs devoirs et à se comporter loyalement envers les Etats dont leurs représentants sont les ressortissants.

La quatrième des résolutions relatives aux minorités votées par cette assemblée le 21 septembre 1923, porte :

« L'Assemblée, tout en reconnaissant le droit fonda-

mental des minorités à être protégées par la S.D.N. contre toute oppression, insiste sur le devoir qui incombe aux personnes appartenant aux minorités de race, de religion ou de langue, de coopérer, en citoyens loyaux, avec la nation à laquelle ils appartiennent ».

Le problème qui se pose à l'heure actuelle et dont on n'aperçoit guère les éléments de solution, est donc comme nous l'indiquions au début de cet ouvrage, de savoir comment on peut parvenir à créer entre la minorité et l'Etat un lien en quelque sorte supra-national, grâce auquel on puisse concevoir entre eux une vie commune, une poursuite en commun des mêmes buts, une collaboration en un mot, laquelle est de toutes façons la condition essentielle pour que des sujets déterminés restent définitivement au sein d'une certaine communauté politique, et conformément aux principes tirés de l'idéal démocratique qui sont à la base des Etats modernes.

Il est intéressant de lire à ce sujet mes remarques suivantes contenues dans un article de M. Bloeiszewski sur la Constitution polonaise (1) :

« Le principe de la protection conventionnelle des minorités inscrit dans les traités de 1919-1920 est une erreur parce qu'il tend à créer des Etats dans l'Etat, parce que, loin d'assurer à ceux qui en bénéficient l'égalité avec les autres citoyens, il tend à en faire une caste privilégiée qui se cristallisera dans une société donnée, au lieu de chercher à fusionner avec elle. Les minorités, ainsi constituées en corps autonomes, sont des éléments de désorganisation nationale, de désagrégation de l'Etat. Ce principe est un danger parce qu'il encou-

(1) In Revue des Sciences politiques, 1922, p. 54.

rage les bénéficiaires à réclamer tous les avantages dont jouissent les autres citoyens sans rien donner en échange à l'Etat qui les concède, sans lui donner en particulier cet attachement loyal sur lequel il est en droit de compter. C'est un danger, parce que, protégées par des traités internationaux, les minorités profiteront de la première occasion pour susciter des difficultés à l'Etat. Au lieu de porter leurs plaintes éventuelles devant les autorités locales, elles ne manqueront pas de les déférer à l'autorité étrangère, instituée à cet effet par les traités de paix, au Conseil de la S.D.N. Menacé de conflits continuels avec ce Conseil, exposé à d'incessantes immixtions dans l'exercice de sa souveraineté intérieure, quels sentiments l'Etat intéressé pourra-t-il nourrir à l'égard d'une catégorie extrêmement encombrante de ressortissants ? On peut le deviner. Loin d'assurer l'ordre et la paix sociale, la protection des minorités, telle qu'elle a été organisée par les traités de paix, est un ferment de discordes et de haines nationales ».

En ce qui concerne la Haute-Silésie polonaise, le chapitre que nous avons abordé ici, sur les éléments d'intégration morale de la minorité allemande dans l'Etat polonais, reste donc ouvert. Il ne nous a pas été possible de recueillir des informations quelconques qui permettent de prévoir une orientation future dans le sein d'une telle intégration.

CONCLUSION

Nous voudrions dégager, en terminant ce travail, l'apport que l'expérience des minorités en Haute-Silésie polonaise fournit à la théorie générale de cette institution telle qu'elle est organisée actuellement dans le cadre de la Société des Nations.

Cet apport est double : d'une part, il renferme des données touchant la technique juridique de cette organisation internationale, d'autre part, il y a des enseignements à tirer au point de vue de la science politique d'une expérience unique en son genre.

Au point de vue juridique, la protection des minorités est fondée sur cette idée que, sans restreindre la souveraineté d'un Etat, tout en continuant de respecter l'indépendance de cet Etat, des règles fixées dans une convention internationale peuvent lui être imposées, afin de prévenir les abus qu'il pourrait commettre de sa souveraineté au détriment d'une fraction de la population (1).

C'est là encore, dans le droit international, une mesure qui n'est prise qu'à l'égard de certains Etats ; la généralisation du principe de la protection internationale des individus contre les abus de la souveraineté

(1) Voir J.O. S.D.N. suppl. spécial N° 3, octobre 1920. Rapport de la Commission des Juristes chargée par la S.D.N. de donner son avis sur la question des Iles d'Aland.

a toujours rencontré l'opposition des grands Etats (2).

Ce système de précaution est considéré comme une exception à la règle que les questions touchant à l'ordre constitutionnel de chaque Etat rentrent dans sa compétence exclusive (art. 15, § 8, du Pacte).

En étroite corrélation avec cette notion qui fait ressortir le caractère exceptionnel de la protection des minorités, on trouve cette idée que les minorités nationales ne se sont pas vues reconnaître une personnalité juridique dans la communauté internationale. A ce point de vue, le principe demeure que les Etats sont seuls les sujets du droit international, sauf exception. Ce principe a notamment été maintenu dans l'organisation de la Cour permanente de Justice internationale, devant laquelle les Etats peuvent seuls être parties.

Comme le dit M. R. Erich (3) une minorité, placée

(2) Voir rapport Mandelstam à M.D.I. annuaire 1928.

Une très haute autorité, le Comité consultatif des dix juristes qui a rédigé en 1920 l'avant-projet pour l'institution de la C.P.J.I. n'a cependant pas cru devoir déroger à la doctrine dominante et a limité la compétence de la Cour aux litiges entre Etats. Le Comité a pensé que les problèmes touchant à l'ouverture de la Cour aux particuliers contre les Etats pouvaient : « être intéressants », mais que « pour l'instant, ils sont prématurés parce qu'ils tendent à mettre en question la souveraineté, l'indépendance et même l'existence des Etats. Le Comité a été unanime à penser que, sans rien préjuger du développement ultérieur de la Cour permanente de Justice internationale, il convenait, pour le moment, de lui donner une base d'autant plus solide et plus ferme qu'elle serait étroite. La Cour prévue par l'art. 14 du Pacte « connaîtra de tous les différents d'un caractère international que les Parties lui soumettront ». Les « Parties » d'après le Comité, ne sauraient être de simples particuliers.

L'assemblée de la S.D.N. s'est rangée à cette manière de voir et l'art. 34 du statut de la Cour permanente porte : « Seuls les Etats ou les membres de la Société des Nations ont qualité pour se présenter devant la Cour ».

(3) R. des Cours de la Haye 1926, III, p. 437 (naissance et reconnaissance des Etats).

sous la garantie de la Société des Nations ne doit pas être considérée comme une personne de droit international, même avec une capacité restreinte.

Le cas de la minorité allemande en Haute-Silésie polonaise démontre que si, en droit, les règles conventionnelles établies ne constituent qu'une précaution contre des abus de la souveraineté et si la population envisagée ne constitue pas un groupement investi d'une personnalité internationale, en fait cependant, la Pologne se trouve, sur le territoire de la Haute-Silésie, privée d'une partie de son indépendance en matière législative, exécutive et juridictionnelle puisque, sur ce territoire même, des organismes internationaux tels que la Commission mixte et le Tribunal arbitral, et le Conseil de la S.D.N. ont une compétence dont le respect s'impose à la Pologne, et qui limite la sienne propre au triple point de vue législatif, exécutif et juridictionnel.

La minorité n'a pas de personnalité internationale, mais cependant, en fait, elle est organisée; le Volksbund est l'organe des intérêts communs à ses membres. Le droit de pétition a été reconnu à cet organisme.

Voici ce qu'on dit à cet égard dans l'avis émis par M. Calonder, président de la Commission mixte, le 15 décembre 1926, au sujet du refus d'admettre les élèves inscrits aux écoles de minorité pour l'année 1926-1927 (4).

« Il est indispensable de reconnaître aux groupements des minorités, à savoir le « Deutscher Volksbund » de la Haute-Silésie polonaise et le « Związek Polakow »

(4) P. de la C.P.J.I. série C, N° 14 — II, p. 124.

de la Haute-Silésie allemande, le droit de présenter, de leur propre initiative et sans mandat spécial de personnes physiques, des pétitions destinées à sauvegarder des intérêts généraux des minorités. Si ce droit de pétition était refusé aux groupements des minorités, les dispositions protectrices de la Convention de Genève seraient, en grande partie, sans valeur effective. Il est clair que, non seulement les deux minorités, mais aussi les deux Etats eux-mêmes, ont un intérêt considérable à ce que les dispositions conventionnelles concernant les minorités soient examinées avec la participation des groupements en question et qu'elles soient étudiées à tous les points de vue en cas de divergence d'opinions. En effet, la protection des minorités tend à concilier et à rapprocher les intérêts de la minorité et ceux de l'Etat sur la base de la justice et de la confiance réciproques. Loin de nuire aux deux Etats, les groupements en question rendent, pour l'exécution de la Convention de Genève, des services précieux qui méritent d'être pleinement reconnus ».

Si l'on rapproche de cette considération des droits reconnus au Volksbund, ce que nous avons déjà signalé de la portée des engagements pris par la Pologne pour ce qui regarde la non liquidation des biens des Allemands, en Haute-Silésie, on arrive à des constatations troublantes.

Dans l'étude que nous avons citée du Professeur Gidel, il est dit que l'Etat ne peut imposer aux étrangers le même traitement qu'à ses nationaux si ce traitement est en contradiction avec « le droit international commun ». Dans le cas de l'étranger, il y a atteinte au respect de la souveraineté de l'Etat dont l'Etranger est

ressortissant, ce qui justifie l'intervention de cet Etat. Dans le cas d'une minorité nationale l'intervention des autres Etats se justifie au nom des intérêts communs de la société internationale. Mais ce sont toujours des Etats qui agissent. Dans le cas de la Haute-Silésie, le Volksbund ayant la capacité de déclencher l'action des organismes internationaux de protection, joue un rôle analogue à celui de l'Etat qui intervient pour un de ses ressortissants molesté à l'étranger.

En conséquence, peut-on considérer comme une simple autonomie personnelle le statut des Allemands polonais de Haute-Silésie ? Leur autonomie personnelle telle qu'elle résultait de la Convention germano-polonaise n'évolue-t-elle pas vers une sorte d'autonomie territoriale grâce à leur organisation en un corps tel que le Volksbund qui a la gestion de leurs intérêts communs et dont la personnalité est reconnue pour la défense de leurs droits ?

Dans ce sens, la minorité allemande n'est pas seulement protégée contre les abus possibles de la souveraineté polonaise. Elle jouit en fait d'un statut qui suppose, non seulement une restriction à la compétence de l'Etat polonais, mais aussi la création sur son territoire d'une sorte de groupement autonome ayant une certaine capacité juridique et dont l'existence jouit, dans une certaine mesure, d'une quasi-reconnaissance, comme personne de droit international.

Bien entendu, ce n'est qu'une situation de fait, dont la consécration en droit est loin d'être achevée. C'est une tendance : la suite des événements peut en arrêter le développement. Mais les données qui se présentent ainsi suffisent à nous permettre de tirer de notre

étude cette conclusion que le système de la protection des minorités est dépourvu d'un cadre juridique suffisamment précis. Dans l'application, il est donc susceptible de prendre des formes qui peuvent en faire une institution plus dangereuse pour les souverainetés étatiques qu'on aurait pu le prévoir.

Au point de vue politique, on est conduit à penser que la protection des minorités ne constitue pas une solution satisfaisante du problème posé par l'existence d'une minorité nationale dans un Etat. Comme nous l'avons montré, protéger cette minorité contre les abus possibles de la souveraineté, ce n'est qu'un côté de la question. Il faut songer aussi à l'intégration de cette minorité dans la majorité. Or, la protection des minorités, en apportant une réponse à la première partie du problème, retarde la solution de la seconde. Elle tend trop à donner une place à part à cette minorité dans l'Etat, à la séparer du reste de la population. Elle accentue les divergences sans chercher à les concilier. Cette conciliation est une œuvre délicate qui exige toutes les ressources de l'art politique. C'est à l'Etat qu'il incombe d'en trouver la formule, mais les engagements qui le lient et les restrictions qu'il doit subir à son indépendance politique dans ce domaine rendent sa tâche plus difficile. De toutes façons, c'est une formule adaptée à chaque cas particulier qu'il faut trouver. L'institution de la protection des minorités, bien qu'elle ait des contours juridiques assez peu précis, repose partout sur les mêmes principes. Cette uniformité est fâcheuse et se heurte à ce postulat de la science politique, selon lequel les liens qui unissent les différentes parties de la population d'un Etat,

ne peuvent se former qu'à la faveur d'une série de circonstances et d'interférences politiques et sociales dont le cours est infiniment divers suivant chaque cas.

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

VU :

Le Doyen,
BERTHÉLEMY.

VU :

Le Président,
DE LA PRADELLE.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages Généraux

- FOUQUES DUPARC: *La protection des minorités*. Dalloz 1922.
- MANDELSTAM: Ann. I.D.I. 1925.
- FRIEDMANN: Thèse Toulouse 1927.
- RUYSSEN: *Les minorités nationales d'Europe et la guerre mondiale*. Presse univ. de F. 1922.
- KRAUS: *Droit des minorités*. Berlin.
- VIDRAVCO: *Droit des minorités*. Thèse Paris 1921.
- VLADOIANO: *Protection des minorités en D.I.* Thèse Paris 1921.
- MANDELSTAM: *Recueil de La Haye*, tome I. 1923.
- KRSTITCH: *Minorité Etats et Cte Intern.* Paris; Rousseau 1924.
- VICHNIAC: *Protection des Droits des minorités en Droit International*, 1920.
(Bibl. Powolozky, rue Bonaparte).
- HOBZA: *Questions de Droit International concernant les religions*. Rec. La Haye, 1924. IV.
- GIRAUD: *Le droit des nationalités R.G.D.I.P.* 1924.
- L. LE FUR: *Nationalité et Etats*, Revue générale de Droit International. 1921, p. 772.
- KRUGEL: *Les droits des minorités juives dans l'ancien royaume de Pologne*. Paris, 1919.
(*Les droits nationaux des juifs en Europe orientale*).

ST. JANICKI: *Slaska Na Lonie Maczerzy* (1922-28). *La Silésie réunie à la Métropole* (Katowice).

FAUCHILLE: *Minorités nationales*. Traité, tome 1, première partie, 1922.

LAPRADELLE: *La réforme agraire en Lettonie et le droit des minorités*.

STOLINSKI: *Les Allemands en Pologne*. Varsovie 1927.

Périodiques

Journal officiel de la Société des Nations.

Publications de la Cour Permanente de Justice Internationale, avis n° 6, arrêt n° 7, arrêt n° 12.

Handbuch des Deutschstumes in Polnisch. Oberschlesien (Katowitz).

Kattowitzer Zeitung, années 1923 à 1928 ;

« *Polonia* » ;

« *Polskia Zachodnia* » ;

Mêmes années. Publiés à Katowice.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

<i>Les données historiques du problème minoritaire en Haute-Silésie polonaise</i>	18
---	----

CHAPITRE I. — La Haute-Silésie sous la domination prussienne	18
--	----

CHAPITRE II. — Le Traité de Versailles et les bases juridiques du régime actuel	55
---	----

DEUXIÈME PARTIE

<i>Analyse juridique du statut applicable à la minorité allemande en Haute-Silésie polonaise</i>	74
--	----

CHAPITRE I. — Principes généraux	74
--	----

CHAPITRE II. — Organisation politique et administrative du territoire polonais en Haute-Silésie	80
---	----

CHAPITRE III. — Nationalité	86
-----------------------------------	----

CHAPITRE IV. — Protection des minorités	89
---	----

CHAPITRE V. — Garanties	111
-------------------------------	-----

TROISIÈME PARTIE

<i>L'application de la Convention Germano-Polonaise et la vie de la minorité allemande de la Haute-Silésie depuis 1922</i>	120
--	-----

CHAPITRE I. — Considérations générales	120
--	-----

CHAPITRE II. — La reconnaissance de l'existence de la minorité allemande	124
CHAPITRE III. — La minorité allemande en pré- sence de l'administration polo- naise, en ce qui concerne son droit à la sécurité et à l'égalité	154
CHAPITRE IV. — La minorité allemande dans l'exercice de son droit à la con- servation et au développement de sa culture propre	178
CHAPITRE V. — La minorité allemande et l'Etat polonais	195
CONCLUSION	199
BIBLIOGRAPHIE	206

